



TOGETHER
for a sustainable future

OCCASION

This publication has been made available to the public on the occasion of the 50th anniversary of the United Nations Industrial Development Organisation.



TOGETHER
for a sustainable future

DISCLAIMER

This document has been produced without formal United Nations editing. The designations employed and the presentation of the material in this document do not imply the expression of any opinion whatsoever on the part of the Secretariat of the United Nations Industrial Development Organization (UNIDO) concerning the legal status of any country, territory, city or area or of its authorities, or concerning the delimitation of its frontiers or boundaries, or its economic system or degree of development. Designations such as “developed”, “industrialized” and “developing” are intended for statistical convenience and do not necessarily express a judgment about the stage reached by a particular country or area in the development process. Mention of firm names or commercial products does not constitute an endorsement by UNIDO.

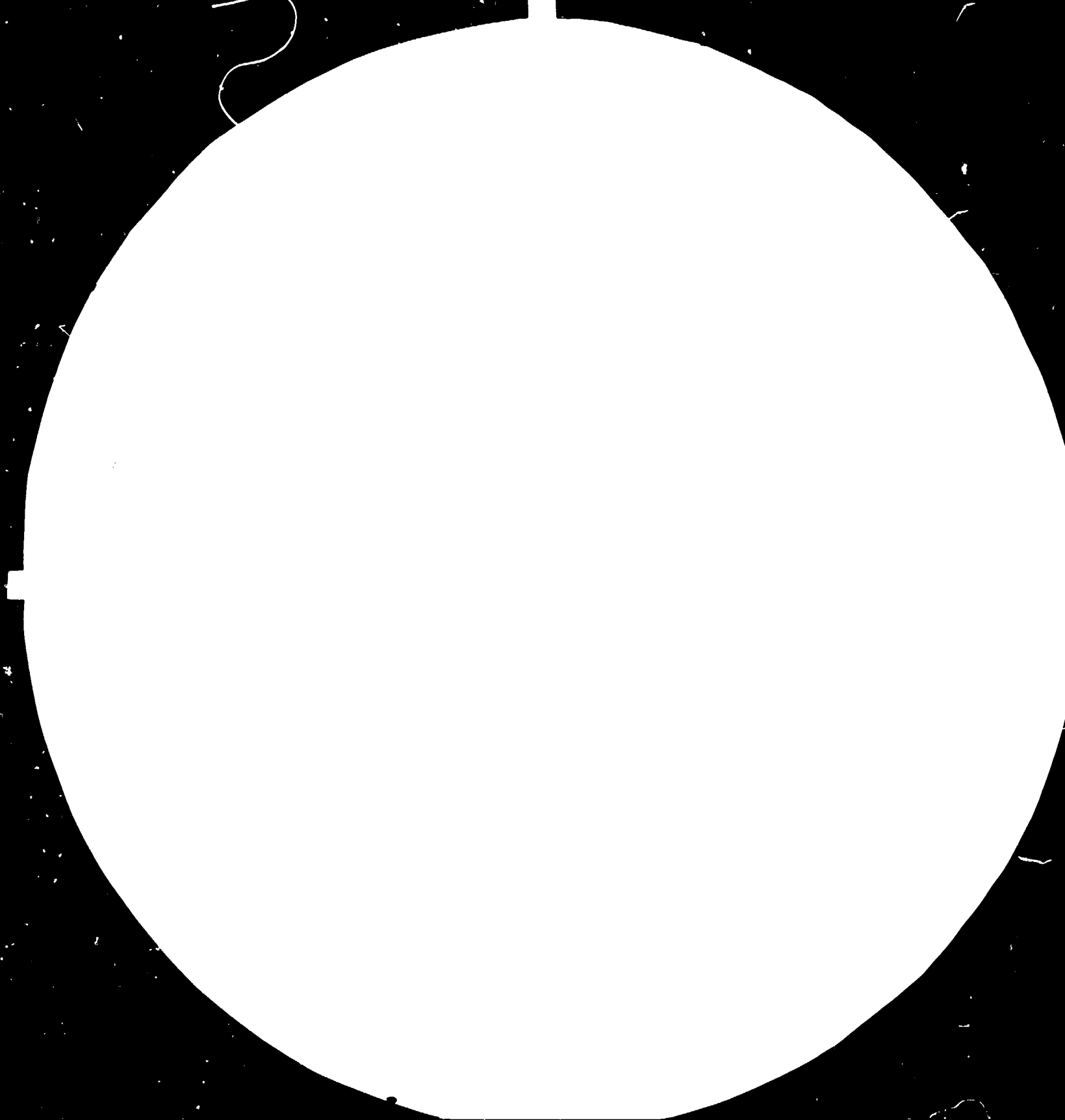
FAIR USE POLICY

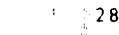
Any part of this publication may be quoted and referenced for educational and research purposes without additional permission from UNIDO. However, those who make use of quoting and referencing this publication are requested to follow the Fair Use Policy of giving due credit to UNIDO.

CONTACT

Please contact publications@unido.org for further information concerning UNIDO publications.

For more information about UNIDO, please visit us at www.unido.org





MICROCOPY RESOLUTION TEST CHART

NATIONAL BUREAU OF STANDARDS

STANDARD REFERENCE MATERIAL NO. 1010

APR 1963 EDITION TEST CHART NO. 1

14507

ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR LE DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL

RP du Congo

ASSISTANCE A LA PROMOTION ET AU DEVELOPPEMENT
DES PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES

DC/PRC/84/007

RAPPORT FINAL

PREPARE POUR LE GOUVERNEMENT CONGOLAIS PAR
L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR LE DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL

D'APRES L'ETUDE DE M. ERNEST ZACHMANN
INGENIEUR - INDUSTRIEL, CONSULTANT
EN MISSION EN REPUBLIQUE POPULAIRE DU CONGO
DU 6 DECEMBRE 1984 AU 25 FEVRIER 1985



Février 1985

Les vues exprimées dans le présent rapport engagent la seule responsabilité de l'auteur. Des exemplaires du rapport ont été soumis au Bureau de la Coopération des Nations Unies, qui pourra juger utile, le moment venu, de communiquer au Gouvernement ses propres appréciations et recommandations.

FOC.

TABLE DES MATIERES

PAGE

1. Introduction	1
2. Objectifs et attributions de la mission	3
3. Méthodologie de la mission	4
4. Situation au Plan de Développement et objectifs du Plan quinquennal	7
5. Réalisations (Exploitations de Résultats)	10
5.1. Inventaire de P.M.E. /.....	11
5.1.1. Déroulement de l'opération	13
5.1.2. Recensement général	14
5.1.3. Identification des extensions des entreprises et des nouveaux projets industriels	26
5.1.4. Analyse statistique du recensement des P.M.E.	40
5.1.4.1. Répartition des entreprises par secteur...	47
5.1.4.2. Investissement total du secteur P.M.E.	49
5.1.4.3. Décomposition de la production et de la valeur ajoutée	50
5.1.4.4. Répartition des actifs dans les P.M.E.	52
5.1.5. Analyse des nouveaux projets	55
5.1.5.1. Récapitulatif des nouveaux projets	56
5.1.5.2. Répartition géographique par nombre d'unités	57
5.1.5.3. Investissement par emplois créés	58
5.1.5.4. Répartition en pourcentage pour les projets	58
5.1.5.5. Fonds de participation	60
5.1.5.6. Fonds de Garantie	60
5.1.5.7. Demandes d'agrément	61
5.1.5.8. Recherche des partenaires	61
5.1.5.9. Emprunt bancaire	61
5.1.5.10. Intervention par les pouvoirs publics.....	62
5.1.6. Difficultés dans les entreprises P.M.E.	64
5.1.7. Niveau de mécanisation	67
5.2. Système d'information	70
5.3. Définition du secteur prioritaire	72
5.4. Evaluation des études sectorielles	89

5.4.1.	Etude de marché des produits d'imprimerie	89
5.4.2.	Etude sur certains critères de construction	
5.4.3.	Etude de marché sur les biscuits	
5.4.4.	Etude de marché sur les pâtes alimentaires	
5.4.5.	Etude sur les unités de production artisanales	
5.4.6.	Etude sectorielles à effectuer	
5.5.	Assistance dans les entreprises PMS	95
5.6.	Formation et centres d'appui technique	100
5.6.1.	Centre d'appui technique	
5.6.2.	Analyse des besoins en formation technique et assistance technique	
6.	Recommandations	112
7.	Conclusions	116
8.	Annexes	118
ANNEXES :	I - questionnaire pour le recensement	1-8
	II - Définition des tâches et responsabilités des différents services	9-17
	III - Liste des personnes rencontrées	17 a
	IV - Plan de dossier Type pour Etude de faisabilité.	18-23

NOTES EXPLICATIVES

Sauf indication contraire, le terme Dollar (\$) s'entend du Dollar des Etats-Unis d'Amérique. L'unité monétaire de la République Populaire du Congo est le FRANC CFA. Durant la période sur laquelle porte le présent rapport, la valeur du Dollar des Etats-Unis d'Amérique en Francs CFA était :

au début de la mission : 1 \$ = 470 F CFA

à partir du 1.2. 1945 : 1 \$ = 475 F CFA

Les sigles suivants ont été utilisés dans le présent rapport :

-R.P.C.	République Populaire du CONGO
-P.M.I.	Petites et Moyennes Industries
-P.M.E.	Petites et Moyennes Entreprises
-M.P.E.	Ministère des Petites et Moyennes Entreprises
-B.N.D.C.	Banque Nationale de Développement du Congo
-U.B.C.	Union des Banques Congolaises
-B.C.C.	Banque Commerciale Congolaise
-B.I.C.I.	Banque Internationale du Congo
-INSEJAG	Institut Supérieur des Sciences Economiques, Juridiques, Administratives et de Gestion
-UNICONG	Direction du Groupement du Syndicat Patronat du Congo
-CEN. GE.	Centre National de Gestion
-O.D.I.	Office de Développement Industriel
-C.A.T.	Centre d'appui technique
-C.T.	Crédit moyen terme
-V.N.	Volontaires Nations Unies

1. INTRODUCTION

La mission vise à assister le Ministère des Petites et Moyennes Entreprises, créé à l'issue du IIIe Congrès Ordinaire du Parti Congolais du Travail, dans l'élaboration d'un programme d'action et d'assistance pour la planification, la programmation et la réalisation d'un office pour la promotion des Petites et Moyennes Entreprises Congolaises et l'identification des projets prioritaires, ainsi que la formation nécessaire pour y assurer un développement industriel dans le secteur privé.

L'on peut d'ores et déjà constater que l'essentiel des investissements sont réalisés par l'Etat, conséquences des contraintes notamment dans la faiblesse de revenus et les difficultés de trouver les gens capables de promouvoir des projets.

Les politiques et stratégies à adopter pour les années à venir se basent sur l'analyse de la situation actuelle et les objectifs globaux fixés dans le cadre du Plan quinquennal 1982-1986 et qui découlent de la Politique Générale en matière d'industrialisation, ces stratégies consistent à formuler d'autres objectifs à court, moyen et long terme tout en proposant des mesures de stimulation en faveur des projets qui présentent le plus d'effets d'entraînement et qui ont le plus de chances d'aboutir.

A court terme, l'Etat devrait repenser sa politique générale en matière d'industrialisation et reformuler des objectifs à court moyen et long terme en se basant sur les potentialités du pays tout en tenant compte des facteurs qui constituent les goulots d'étranglement, abandonnant ainsi la politique "de faire de tout au tout".

Après fixation des objectifs, les mesures à prendre à court terme doivent viser principalement à mettre en place des structures qui puissent garantir la bonne exécution de projets. Il s'agit en fait d'éliminer les contraintes d'ordre organisationnel et la multitude de centres de décision et de renforcer les mécanismes de financement existants.

Contrairement à l'Etat qui lance des projets de valorisation des matières premières locales, la plupart des projets du secteur

privé utilisent des matières premières importées (au moins 80 %). Ces projets dégagent une valeur ajoutée très faible et ne parviennent à réaliser des bénéfices substantiels que par spéculation de part leur situation monopolistique.

Quoi qu'il en soit, la plupart de ces projets ne méritent pas de revêtir un caractère prioritaire.

Un autre aspect à soulever sur les projets en cours de discussion, c'est que la majorité des projets relèvent de la petite et moyenne industrie et qu'il n'existe pratiquement pas de liens entre les uns et les autres. Cette absence de relations inter-industrielles qui caractérise actuellement le secteur secondaire privé ainsi que le nombre limité des projets permettant une exploitation endogène des ressources locales montrent que la République Populaire du Congo est encore loin de jeter des bases solides pour son développement industriel.

...

2. OBJECTIFS ET ATTRIBUTIONS DE LA MISSION

Dans le cadre d'un projet préparatoire, la mission devra accomplir les tâches suivantes :

1. Assister le Gouvernement pour établir ou compléter en liaison avec les Chambres de Commerce et UNICONGO l'inventaire des P&E existantes comportant des renseignements relatifs au niveau technique et financier de l'entreprise, et en indiquant les forces, faiblesses et potentialités des différents secteurs d'activités ;
2. Proposer un système d'information du fichier ;
3. Aider à la définition des secteurs considérés prioritaires dans le cadre du Plan national de développement économique ;
4. Evaluer les études sectorielles ou de projets déjà élaborées par l'ODI et l'INSEJAC, et soumettre un programme à moyen terme d'études sectorielles complémentaires ;
5. Proposer une liste d'entreprises existantes, à aider dès 1985, en fonction de leur capacité à produire un effet d'entraînement ;
6. Recommander la mise sur pied des centres d'appui technique, avec ateliers fixes et mobiles ;
7. Soumettre au coordinateur un rapport partiel relatif aux aspects cités ci-dessus, qui sera intégré dans un rapport consolidé concernant les conclusions et les recommandations de l'ensemble de la mission.
8. Proposer ces activités correctives aux freins des P&E et des actions incitatives pour leur développement.

En final l'objectif serait de définir quel pourrait être l'apport des coopérations bilatérales ou de l'organisation des Nations Unies, spécialement par l'ONUDI ou BIT auprès des Institutions concernées.

Après une analyse des entreprises recensées, il est possible de repérer les actions prioritaires et de fonder une programmation où une assistance pourra concourir.

Ainsi il est possible de proposer une progression des actions par un Office de promotion (ancien ODI).

2. METHODOLOGIE DE LA MISSION

Nous avons étudié les documents préparatoires mis en place pour la préparation au Plan quinquennal 1982-1986. Parallèlement nous avons recueilli les opinions les informations et les intentions des divers organes congolais ayant eu des responsabilités dans la mise en oeuvre de la politique des petites et moyennes entreprises industrielles et nous avons saisi les premières difficultés ou les éléments à renforcer pour satisfaire les orientations reconnues. Pendant cette mission nous avons tenu des réunions de travail avec les organismes suivants :

- la Direction des Etudes du Plan, chargée d'évaluer des projets industriels (DIRECTION DES ETUDES TECHNICO-ECONOMIQUES DEPE)
- la Direction des Etudes de la Banque de Développement Congolaise BDC qui a un Département spécialisé dans la promotion et le financement des Petites et Moyennes Entreprises.
- l'Institut Supérieur des Sciences Economiques, Juridiques, Administratives et de Gestion (INSSEJAG) qui a déjà réalisé une enquête sur les Pmi en 1982
- les Chambres de Commerce et d'industrie à Brazzaville, Loubomo, Pointe-Noire et Ouesso
- la Direction du Groupement du Syndicat patronal à Brazzaville (UNICOMEL) et à Pointe-Noire
- la Direction Générale des Impôts qui nous a mis à disposition une liste complète d'adhérents (Direction des Contributions Directes)
- la Direction Générale de l'Office de Développement Industriel ODI qui était chargé des études sectorielles.
- la Direction du Centre National de Gestion (CEHAGES) qui a effectué aussi une étude sectorielle
- la Direction de l'Industrie au ministère de l'Industrie

Le présent rapport constitue une synthèse des enquêtes sur les Pmi congolaises menées dans les localités :

- Brazzaville, Pointe-Noire, Loubomo, NKayi, Nadingou, Loutété, Ainkala, Djambala, Owando, Oyo, Gamboma et Soundji.

Le questionnaire élaboré, avant le démarrage des enquêtes sur le terrain, a permis de recueillir les informations suivantes :

- renseignements généraux
 - production ou activités commerciales
 - situation commerciale et financière
 - situation en ressources humaines
 - difficultés rencontrées et suggestions par les entrepreneurs
 - nécessité d'extension et d'amélioration de la production actuelle
 - définition générale des nouvelles activités envisagées par les entrepreneurs privés.
 - assistance attendue par le pouvoir public
- (voir questionnaire annexe I)

Dans le temps prévu pour faire cet inventaire des PnE il ne nous était pas possible à recenser toutes les entreprises PnE du pays et nous nous sommes concentrés sur des entreprises industrielles qui en majorité ont eu à proposer des projets d'extension ou ont marqué une nécessité absolue en formation et en assistance technique.

Un recensement complémentaire devra porter encore sur le secteur PnE étrangères et mixte, en déposant un nombre de questionnaires aux Chambres de commerce et d'industrie qui de leurs côtés seront chargés de la distribution et de la collecte parmi les membres appartenant à la gamme PnE.

Concernant la définition de la taille des petites et moyennes entreprises, il est très difficile de faire une nette séparation entre les activités industrielles et les activités artisanales ; certains pays adoptent des critères pour classer les activités suivant les catégories, grande, moyenne, petite industrie et artisanat. Comme il n'existe pas de critères universellement reconnus et applicables à tout pays, toute tentative de classification se fait dans un contexte national.

D'après les indications reçues par le ministère des Petites et Moyennes Entreprises, la République Populaire du Congo a adopté le critère suivant :

Petites et Moyenne entreprise = 5 à 99 employés

Presque toutes les activités industrielles sont concentrées à Brazzaville, Pointe-Noire et Loubomo, les seules villes qui disposent d'une infrastructure d'accueil, d'eau et électricité en suffisance. Toutefois, les autorités actuelles s'efforcent de créer des infrastructures d'accueil dans les autres régions en vue de décentraliser l'industrie et une réorientation du Code d'investissements devra prévoir des avantages non négligeables pour les nouveaux investisseurs privés ainsi que pour des extensions des unités existantes : la priorité devra être donnée aux projets régionaux et aux projets agropastoraux pour intensifier la production des viures locaux qui serviront de base pour une transformation industrielle.

...

SITUATION DU PLAN DE DÉVELOPPEMENT ET OBJECTIFS DU PLAN QUINQUENNAL

Sur le plan de l'industrie, une grande importance est accordée au secteur d'Etat, accompagné d'un secteur étranger assez dynamique et axé principalement sur le secteur pétrolier.

Les entreprises d'Etat ont connu des déboires et des plans de recressement ont été dressés, nécessitant un effort financier important de l'Etat. Les opérations sont en cours, mais il sera certain que la plupart des entreprises peuvent aller jusqu'à la reconsidération radicale.

Le grand absent reste toujours le secteur industriel privé congolais, trouvant essentiellement des petites entreprises de l'artisanat. Dans les secteurs représentés ces unités sont caractérisées par :

- des difficultés financières dues à la gestion, une absence d'entretien, une non-maîtrise des technologies modernes et un manque de fonds de roulement
- un rendement faible, quelquefois déplorable
- un vieillissement de l'équipement de production
- une étroitesse du marché sans connaissance de marketing (local et étranger)

Les objectifs du Plan quinquennal prévoient pour l'industrie

- une participation à l'auto-suffisance alimentaire (produits vivriers, élevage industriel)
- une réduction du chômage-crédation d'emplois
- un équilibre de développement dans les régions (diversification des unités de transformation à l'intérieur du pays)

Le secteur des petites et moyennes Entreprises ainsi que l'artisanat s'est développé sans l'appui des pouvoirs publics.

Le ministère des Petites et moyennes Entreprises devrait couvrir cette lacune avec des interventions immédiates et avec un suivi d'encadrement dans les entreprises pour promouvoir l'initiative populaire et privée.

Le pivot de la réussite de la promotion des petites et moyennes entreprises est à la qualité des chefs des entreprises. Il faut donner pleine confiance aux entrepreneurs actuels, par une assistance concrète, en réduisant les lenteurs, en améliorant leur dispositif technique et en augmentant les facilités financières.

L'entrepreneur privé devrait se rendre plus attractif aux jeunes que le statut de fonctionnement. Une motivation psychologique sociale devrait être engagée sur ce point.

Nous avons constaté une absence totale de l'initiation à la vie de la petite et moyenne entreprise industrielle. Une catégorie non négligeante sera à prendre en compte, celle des fonctionnaires qui s'apprêtent à partir à la retraite. Ces personnes possèdent d'une certaine expérience des procédures générales et ils disposent aussi des moyens financiers et de garantie de ressources.

Pendant nos réunions et visites effectuées dans les différentes régions de la République Populaire du Congo nous avons saisis beaucoup de retraités qui seront prêts de se lancer dans des petits et moyens projets agro-pastoraux, pour assurer la base d'une transformation-industrielle. Dans ce contexte on peut facilement dire que la richesse d'un pays, c'est la terre et les hommes et en République Populaire du Congo, l'auto-suffisance alimentaire est la priorité des priorités.

Il serait temps que les Congolais ayant une nouvelle vision des productions alimentaires, s'intéressent de plus en plus à ce secteur vital pour l'avenir, en utilisant des moyens mécaniques pour l'amélioration et la croissance productive. Dans ce sens, les investissements dans des projets petites et moyennes entreprises agricoles mécanisés trouvent tout naturellement sa justification.

L'idée principale de ce développement agricole (ferme agricole, verger fruitier, élevage industriel, aviculture, pisciculture etc..) semble satisfaire les objectifs suivants :

- développement des initiatives congolaises agricoles
- valorisation des terrains disponibles
- l'apport en produits agricoles et vivances pour l'alimentation humaine.
- l'introduction des méthodes modernes et pratiques dans l'agriculture et vulgarisation agricole
- la participation intégrale des entrepreneurs congolais à la gestion de l'entreprise dans le domaine de PnE
- investissements relativement faibles par rapport aux retombées favorables possibles (auto-suffisance alimentaire)
- développement régional.

Sur le plan de régionalisation, il convient de distinguer 3 zones : Brazzaville, Pointe-Noire et les régions proprement dites.

Brazzaville : l'agglomération dans la capitale du pays regroupe le quart de la population totale du Congo. Les problèmes de sous emplois et le chômage peuvent y devenir graves.

Pointe-noire : Cette ville avec son dynamisme économique occupe aussi une très grande partie des entreprises industrielles et PnE.

Les régions : D'après le plan elles relèvent de la priorité comme nous avons déjà mentionné plus haut, il faut encourager les entrepreneurs privés dans les régions en trouvant aussi des moyens pour une infrastructure de base, pour assurer le fonctionnement des projets à installer.

Sur le plan de la technologie, l'apport par le ministère des Petites et moyennes Entreprises devrait concourir à la maîtrise de :

- rechercher des procédés les plus adéquats aux problèmes posés
- normaliser et standardiser les procédés appliqués
- mise en place des centres d'appui technique

5. REALISATIONS

EXPLOITATION DES RESULTATS

5.1. Inventaire de PnE

Le secteur industriel congolais (industrie manufacturière) est caractérisée par une faible intégration des différentes branches industrielles et par un faible échange intersectoriel.

Sur la base de l'enquête menée entre décembre 1984 et février 1985 par le ministère de Petites et Moyennes Entreprises, assisté par l'ONUDI. Il a été établi pour 341 entreprises industrielles les tableaux qui suivent et qui font apparaître la situation actuelle de l'industrie congolaise du secteur PnE privé.

Le but de la présente enquête est de donner une image de l'appareil de production industrielle des PnE existant en 1984, de ses possibilités, de ses problèmes et d'identifier les nouveaux projets et parallèlement la formation nécessaire pour coordonner l'ensemble de développement industriel.

Une note méthodique au début du rapport (chapitre 3) apporte quelques précisions sur la manière dont les différentes grandeurs ont été mesurées.

Cette image n'est qu'une première approche ; elle doit néanmoins permettre aux autorités responsables de préciser la politique du Gouvernement dans les domaines suivants :

- 1° Détermination des branches industrielles qui devraient être développées en priorité en vue d'améliorer les relations interindustrielles et l'intégration économique du pays.
- 2° mesures générales de nature à améliorer le fonctionnement des entreprises existantes grâce à un approvisionnement régulier en matières premières :
 - l'amélioration de l'infrastructure transport (routes, chemin de fer, cabotage)
 - l'amélioration des circuits commerciaux

3° mesures particulières en faveur de certaines entreprises industrielles pour améliorer la gestion :

- faciliter les investissements d'extension
- faciliter les importations de semi-produits ou pièces de rechange
- faciliter les exportations des produits finis.

Ces avantages devraient être accordés que s'ils favorisent effectivement la poursuite des objectifs gouvernementaux en vue du développement économique équilibré.

Ceci suppose une étude approfondie, cas par cas, des effets du projet sur la poursuite de ces objectifs.

....

5.1.1 Déroulement de l'opération

7-9 décembre 1984	Mise en forme du questionnaire
10-11 décembre 1984	Frise de contact à Brazzaville avec : -Chambre de commerce, ministère du Plan, CENAGES, l'ODI, BNDC, Direction Générale des Impôts, UNICONGO
12-20 décembre 1984	Recensement des entreprises PME à -Kinkala, Mindouli, Loutété, Madingou, NKayi, Loubomo et Pointe-Noire
25-31 décembre 1984 et 02-20 janvier 1985	Recensement des entreprises PME à -Brazzaville (première partie)
21-31 janvier 1985	Recensement des entreprises PME à -Djambala, Owando, Makoua et Boundji
01 -7 Février 1985	Recensement des entreprises PME à -Brazzaville (deuxième partie)
08-25 Février 1985	Dépouillement de l'enquête et élaboration du rapport final de mission.

Le parcours effectué était d'environ

-3500 Km dans la région du sud et du Nord

-750 Km à Brazzaville.

5.1.2. Recensement Général

A la suite de l'étude INSJEJAG 1982 sur les PMI (PME et Artisanat) congolais qui avait touché 256 entreprises, l'ODI a mené un travail de fichier et de recensement complémentaire en établissant des données d'entreprises plus descriptives pour arriver à un inventaire de 456 entreprises.

Malheureusement la majorité de ces entreprises appartiennent au secteur artisanat (plusque 85 %) et pour le reste, la description économique de l'entreprise, est incomplète et insuffisante. La partie PME recensée par l'ODI était révisée superficiellement de nouveau pour se concentrer aux besoins économiques et techniques nécessaires à l'établissement d'un fichier national des PME.

Le recensement complémentaire de l'ODI d'environ 200 unités, d'où une vingtaine de PME, n'a pas porté sur tout le pays de la République Populaire du Congo et s'est basé sur Pointe Noire et une partie de Brazzaville.

Les tableaux synoptiques suivants portent les indications économiques de base comme forme juridique, activités, investissements global, chiffre d'affaires, nombre d'emplois et capacité de production.

TABLEAU SYNOPTIQUE DU RECENSEMENT DES
PME

25

(INVENTAIRE PARTIEL)

Valeur en millions F.CFA.

NON DE L'ENTREPRISE	F.J.	ACTIVITES	I.G.	C.A.	N.E.	CAPACITE DE PRODUCTION
BRAZZAVILLE			INVESTIS.		EMPLOIS	
1. SAMBA BAZOLO	E.I.	Fabrication meubles	10	3,6	6	
2. NGABIRA Auguste (BEPP)	E.I.	Travaux bâtiment et Fotolaboratoire	36	64	13	Foto couleur
3. ETS. NIASSATHO	E.I.	Mécanique glie fabrication mou-lins	100	60	12	
4. CARROSSERIE TANQUILA	E.I.	Tôlerie et peint.	4	13	6	
5. ENTRE. MALGA	E.I.	Tôlerie et peint. ferronnerie	47	60	9	
6. ETS. ONDENDE Fidèle	E.I.	Travaux bâtiment et menuiserie	119	200	64	
7. ETS. BCB (BATIMENT, CARRELAGE, ETANCHEITE)	E.I.	Travaux de bâtiment	123	296	52	
8. EUROPAFRIC	E.I.	Boulangerie	420	284	80	1625 T farine panifiée p/an
9. EUROPAFRIC	E.I.	Menuiserie, meubles et construct.	80	76	40	
10. DAMBA NKOLO Fidèle	E.I.	Travaux bâtiment	70	50	35	
11. BOULANGERIE DE BANGONGO	Gérée par MAB	fabrication pain	180	390	50	1485 T farine panifiée par an
12. LOEBET (MBEMBI)	E.I.	Vente en gros boissons	5	180	5	
13. CARROSSERIE TIDET/Fils	E.I.	Tôlerie peinture	11	17	5	
14. KOSSO Joseph	E.I.	Menuiserie	6	12	7	
15. ETS SOKI	E.I.	Fabrication meubles	200	200	16	
EXPLICATION DES ABBREVIATIONS :						
N° E.	= Numéro du Questionnaire enquêté					
F.J.	= Forme juridique					
I.G.	= Investissement Global					
C.A.	= Chiffre d'affaires annuel					
N.E.	= Nombre d'emplois					
	E.I. = Entreprise Industrielle.					

5. CRAIE AUGUSTE	E.I.	Fabrication craie scolaire	95	80	40	80 000/jour
7. BOULANGERIE CHATEAU D'EAU	E.I.	Fabrication pain	85	200	50	1200 T/an farine panifiée
8. BOULANGERIE LOUZALA	E.I.	Fabrication pain	40	144	51	720 T/an farine panifiée
9. ESTABARA Théophile	E.I.	" meubles	2	0,5	6	manutention - location machines
0. SOUAMOUNOU Antoine	E.I.	Tôlerie/Peinture	0,4	3,6	5	
1. BONGOU LEON INGEBAT	E.I.	Ingénierie - Génie Civil - bâtiment	67	51	14	
2. ETS. DARLING	E.I.	Vente en gros boissons	2	24	11	
3. ENTREPRISE YAYA	E.I.	travaux bâtiment	150	62	12	
4. ENTREPRISE AVOUBA	E.I.	Travaux bâtiment et appl. peint.	65	75	51	
5. SOCIETE DE CARRIERES DU CONGO	SARL	Exploitation de carrières	600	180	55	8000 m ³ /mois
6. GANDOU J. François	E.I.	Exploitation de carrières	35	5	5	Exploitation manuelle
7. BOULANGERIE DE LA PAIX	E.I.	Fabrication pain	150	300	60	1200 T - Farine PAN. PAR AN
8. BOULANGERIE CENTRALE	E.I.	Fabrication pain (unité en location)	-	144	55	900 T. Farine Pan. par an
9. ETS. MA. JO. CA.	E.I.	Hôtellerie	192	46	11	
10. ETS. GONTHIER	S.A.	Née. générale rectification met.	280	220	45	
11. IMPRIMERIE POATY	E.I.	Travaux d'imprimerie	83	8	8	70 T par an

32. BOULANGERIE DE OUYEZE	E.I.	Fabrication pain	84	429	96	2700 T/An Farine pan.
33. BOULANGERIE DE METEO	E.I.	Fabrication pain	81	349	74	2100 T/An Farine pan.
34. CONFISERANTERIE DE OUYEZE	E.I.	Crémeux et pâtisseries simple	14	60	30	
35. ETS. SANDOKI	E.I.	Travaux bâtiment	57	118	35	
36. FABRIQUE DE PEINTURE CONGOLAISE (F.P.C.)	E.I.	Fabrication de peint. et Nétel	35	12	29	5 T/jour peinture
37. E B V A P	E.I.	Travaux bâtiment et service-transport	120	124	13	
38. BOULANGERIE JOSEPH	E.I.	Fabrication pain pâtisseries viennoises (bâtiment-location)	220	473	85	1500 T/An Farine panifiée
39. MOUTOOLA Alphonse	E.I.	Artiste en bois (avec 2ème unité à Pointe-Noire)	6	12	11	
40. IPA-INDUSTRIE DES PRODUITS ALIMENTAIRES	E.I.	Fabrication de yaourt, Fromage blanc, crème fraîche	65	50	13	300 kg/jour x
41. CONGO-BATIMENT	E.I.	Travaux bâtiment	195	652	173	
42. SAVONNERIE MAMBOUANA	E.I.	Production de savon simple	6	8	5	600 kg/jour
43. BOULANGERIE FOURTOUS	E.I.	Fabrication pain	115	60	20	300 T/AN Farine pan.
44. BOULANGERIE BRAZZAVILLOISE	E.I.	Fabrication pain	69	360	50	1500 T/AN Farine pan.
45. BONRAD BALLOUD	E.I.	Travaux bâtiment	218	233	57	
46. ETS CONGOLAIS DE RA-VITAILLEMENT	E.I.	Commerce général	100	144	16	
47. INTRAMETAL	SARL	Construction métallique	130	90	24	

N.E.	Nom	E.I.	Activités	I.G.	CA	NE
48	GARAGE APILA	E.I.	Réparations voi- tures	40	65	27
49	CONSTRUCTION METALLIQUE GOLLIARD	E.I.	Construction et réparation navale	65	235	24
50	IMPRIMERIE ST. PAUL	SARL	Impression de tra- vaux divers	177	187	46
51	ETS. CALVA	E.I.	Fabrication vê- tements	0, F	6	2
52	ENTREPRISE OSETTE JONAS	E.I.	Travaux bâtiments	220	601	59
53	E C A P B ENTR. CONSTR. BAT. PEINTURE	E.I.	Travaux bâtiments	345	70	22
54	ENTREPRISE LOUR	E.I.	Plomberie sanitaire ferronnerie	38	200	35
55	BOULANGERIE DU PONT	E.I.	Fabrication pain	52	135	31
						1700 T/AN FARINE PAN.
56	HOTEL BABIROU	E.I.	Hôtellerie	70	36	10
						15 chambres
57	BOULANGERIE NOUVELLE	E.I.	Fabrication pain	75	296	60
						1350 T FARINE PAN.
58	ENTREPRISE SUPRA	E.I.	Travaux bâtiment	500	50	33
59	COVINEX	SARL	Mise en bouteille de vin	1,0	800	40
60	IMPRIMERIE NOUVELLES	S.A.	Travaux impression vente papier	70	240	37
61	CEXIMO BOULANGERIE	E.I.	Fabrication pain	120	150	24

...

<u>POINTE-NOIRE</u>							20
S. BATCHI	N.E. 66A	E.I.	Alimentation glé Boulangerie	185	280	25	450 T/AN Farine pan.
S. BATCHI	66	E.I.	Boucherie	80	327	13	
S. BATCHI	67	E.I.	Imprimerie	108	90	12	
ILANGERIE NKOUKA-TIETIE	68	E.I.	Fabrication pain	300	240	30	900 T/Farine par an
VERGE MANATA	69	E.I.	Hôtellerie	25	18	10	Après extension 10 chambres
NBO Pierre	70	E.I.	Boucherie	16,6	43	5	400 Kg charcu- terie/semaine
. BOUNDJI	71	E.I.	Menuiserie	3,5	84	30	
30 D'ART XIKOU Bastie	72	E.I.	Ferronnerie Charpente métal.	25	12	5	
UNIS	73	S.A.	Transit	30	204	9	
LIN	74	SARL	Fabrication des confitures	19	Prévision 50	15	En début de pro- duction : 0,5 T/ jour
BOIS	75	S.A.	Scierie	33	420	50	
MIANBANZILA	76	E.I.	Fabrication pain et carrière	138	290	47	1200 T/AN Farine PANIFIEE
ROBIC	77	E.I.	Confection de vêtements	5	30	18	
TCHAPI	78	SARL	Menuiserie Ebenisterie	30	12	16	
EBENCO-EQUIP.	79	E.I.	Menuiserie	4	25	9	
'ULOU GASTON	80	E.I.	Fabrication glace Hydrique	35	10,5	5	3 T/jour

<u>LOUBOMO</u> NBOUKOU/FILS	81	E.I.	Menuiserie, électricité, Plomberie sanitaires.	1,4	21	30	
NGOMA JOSEPH	82	E.I.	Exploitation forestière et scierie bois	146	144	64	
PAVELEO	83	E.I.	Entreprise de construction	123	285	64	
BAYONNE/FILS	84	E.I.	Boulangerie, cinéma, Hôtel	155	62	19	450 T/AN FARINE PAN.
KIOUNGOU-NZAOU	85	E.I.	Construction bâtiment	30	51	15	
NDC (NDE CELESTIN)	86	E.I.	Menuiserie travaux bâtiments	30	145	20	
TCSOPKINT	87	E.I.	Tôlerie/peinture	80	30	7	
<u>NRAYI</u> VBOULOU PHILOMENE	88	E.I.	Mini-Hôtel/Bar	15	18	5	
<u>MADINKOU</u> XO.NE.MA	89	Coop.	Menuiserie	37	1,5	7	(Menuisiers travaillant sur commandes)
TS. AUBEVILLE	90	S.A.	Exploitation forestière et scierie	167	122	62	
<u>LOUTETE</u> ALANDA BERNARD	91	E.I.	Soudure/Construct. métallique	2	3	13	
SIXA/FILS	92	E.I.	Fabrication pain	26	-	15	500 T/AN Production d l'arrêt)
<u>LOUDIMA</u> XONGOU BARNARD	93	E.I.	Mini-Hôtel/Restaurant	35	6	6	
<u>KINKALA</u> ULANGERIE AUGUSTE	94	E.I.	Fabrication pain	50	160	30	800 T/AN Farine PANIFIEE

R E C E N S E M E N T

<u>WAMBALA</u>								
ETS. ESSENGO	95	E.I.	Distribution boissons	30	110	6		
EBINA DANIEL	96	E.I.	Hôtel - Restaurant	8	15	5		
<u>C Y C</u>								
NIANCO GILBERT	97	E.I.	Commerce général	5	35	5		
HOTEL JEAN-BAPTISTE	98	SARL	Hôtel-Restaurant Bar	190	84	17	15 chambres	fluxe
<u>GAMBOMA</u>								
ETS. MONGO LEON	99	E.I.	Commerce général	13	18	7		
HOTEL GAMONGO OLOU	100	E.I.	Hôtel-Restaurant	43	10	7		
<u>BOUNGI</u>								
ETS. BIGHA	101	E.I.	Commerce - Bar	16	25	7		
<u>OWANDO</u>								
HOTEL ITOUA MOISE	102	E.I.	Hôtel - Restaurant	30	5,5	5		
COSTA NEVES	103	E.I.	Savonnerie	55	168	12	36 T/AN	
MBOALE Monique	104	E.I.	Commerce/Transport	15	10	5		
MISSION CATHOLIQUE OWANDO	105	PROP. EGLISE	menuiserie et Fabr. meubles	6	5	7		
<u>Brazzaville</u> Ets. BOKOLE	106	E.I.	Construction meub.	100	170	41		

En dehors des unités recensées (questionnaires remplis) nous avons révisé la plupart des entreprises enquêtées par C.D.I. ou INSEJAG à Pointe-Noire pour compléter le fichier existant.

Voici la liste qui suit :

.....

<u>POINTE-NOIRE</u>		REVISION DES ENTREPRISES CONGOLAISES PME RECENSEES PAR O.D.I. (RESP. INSEE/AG)			23
1. MENUISERIE TRAMS	E.I.	Menuiserie génér.	1,2	10	10
2. MENUISERIE ARDEEO	E.I.	Menuiserie	0,65	12	9
3. MENUISERIE MBOUKOU	E.I.	Menuiserie et Ebenisterie	1,7	8	6
4. A H T D	E.I.	Menuiserie	0,5	4	5
5. BANGOBO ELIE	E.I.	Soudure/Mécanique	0,25	6	7
6. TCHILOEMBA	E.I.	Chaudronnerie	0,2	15	6
7. LOEMBA TCHIKAYA	E.I.	Moulin/Transfor- mation céréales	2	4	6
8. MACK FROID	E.I.	REPARATION FROID	0,8	12	11
9. ATELIER LOEMBA	E.I.	Exp. forestière Atelier soudure	45	120	44
10. TCHICAYA	E.I.	Réparation app. ménagers	0,5	6	5
11. FONDERIE ROY	E.I.	Fabrication pièces en fonte	0,5	2	6
12. UHTC/UNION DES HAN- DICAPES - TAILLEURS CONGOLAIS	Coop.	Confection vêtements	0,2	8	12
13. COMERCO	E.I.	Menuiserie Charpente	2	7	5
14. IMPRIMERIE CONGOLAISE	SARL	Impression do- cuments	3	12	6
15. MOUCHA RAPHAEL	E.I.	Garage Auto	2	10	8
16. MOUTIYA GUILLAUME	E.I.	Garage Auto Dépannage	4	12	7
17. C T A A B (BITSANOU SYLVESTRE)	E.I.	DE LOISIRS	0,5	4	8
18. MOUKOLO JOSEPH	E.I.	Ferronnerie	4	8	5
19. MAHOUNGOU RENS	E.I.	Electricité Auto	3	5	6

Liste de recensement des E.N.S. effectuée
par la Direction générale de l'Industrie
en 1964

24

(repris dans la statistique de recensement)

Nom de l'Entreprise	F.S.	Activités	I.O.	CA	N.E.	de production
SAPROBIT BRAZAVILLE	S.A.	Production d'engrais chaux, insecticides	150	121	20	
S.G.S.I. POINTE-NOIRE	S.A.	oxygène, acétylène, azote, air comprimé	191	114	00	
MACC POINTE-NOIRE	S.A.	Cartouche de chasse	60	1 425	43	18 millions unités
COIRAX POINTE-NOIRE	S.A.	Produits cosmétiques et de parfumerie	112	67	25	245 T
SOVINCO POINTE-NOIRE	S.A.	Embouteillage de vin	200	1 700	52	6 500 Hl
D-LBERG ET BOINEGA BRAZAVILLE	S.A.	concassage pierre et carrière	105	130	24	

quelques entreprises congolaises n'ont pas donné des informations, quoique on les a présenté le questionnaire et on les a expliqué le rôle de ce recensement.

Les unités refusant des réponses sont les suivantes :

BOULANGERIE GÉRÉ d'OR	POINTE-NOIRÉ
TRABECO	"
MENUISERIE	NKAYI
BOULANGERIE MARCELOLOR	Brazzaville
S A R	Loubomo
MENUISERIE OSSIAN	Brazzaville

2.1.1. - identification des extensions des entreprises et des nouveaux projets industriels

Parallèlement au recensement des entreprises (à nous avons identifié (en discussions techniques) :

-des possibilités d'extension des entreprises existantes en améliorant la technique de production ou en introduisant une modernisation de l'équipement et

-des nouveaux projets industriels qui s'avèrent utiles au développement économique du pays, tenant compte d'une transformation des matières premières locales.

Les listes suivantes donnent des indications sur la localisation, l'activité prévue, l'investissement nécessaire, l'apport personnel au promoteur, la création d'emplois et la capacité de production, ainsi qu'aux interventions demandées par le pouvoir public.

Cette identification a aidé beaucoup d'approcher les promoteurs congolais aux investissements industriels et pas mal de projets peuvent être considérés comme prioritaire. L'intérêt du promoteur congolais à la transformation industrielle est évidente, mais jusqu'à présent il n'existait pas une autorité qui s'est occupé directement du développement des P.I.E, en assistant concrètement l'investisseur. La sensibilisation des promoteurs (menée par ce recensement) a touché une grande partie économique de la République Populaire du Congo et devrait être suivi avec de grands efforts.

Une analyse offre-demande (voir chapitre 5.4 -études sectorielles) devra définir les possibilités d'investissement industriel pour l'avenir.

Les projets identifiés pendant la mission ONUDI sont les suivants :

....

IDENTIFICATION DES PROJETS D'EXTENSION ET DES NOUVEAUX PROJETS

VALEUR EN MILLIONS CFA.

N° Or.	NOM DU PROMOTEUR ET LOCALISATION	NATURE DU PROJET	INV. PREV.	APPORT PERS. %	CAPACITE DE PRODUCTION OU SERVICE	EMPLOIS à CREER	DEMANDE D'INTERVENTION PAR POUVOIR PUBLIC
1.	ETS. D. BATCHI POINTE-NOIRE B.P. 1212	Boulangerie Industrielle	30	20	Panification 1 T /jour	10	Etude faisabilité, Foris de Garantie pour Crédit Fournisseur
2.	ETS. D. BATCHI POINTE-NOIRE B.P. 1212	Charcuterie semi-industrielle	20	20	Viande 200 kgs/jour	8	Etude faisabilité Projet
3.	ETS. NKOUKA POINTE-NOIRE B.P. 880	Boulangerie industrielle	200	100	Panification 3 T/jour	50	Etude marché Taux réduit Importation Equipement, Demande d'Agrément C.I.
4.	ETS. NKOUKA POINTE-NOIRE B.P. 880	Biscuiterie industrielle	150	30	Biscuits secs 300 kgs/jour	30	Etude faisabilité Projet Demande d'agrément C.I.
5.	ETS. NKOUKA POINTE-NOIRE B.P. 880	Limonaiderie	350	20	Conditionnement 1000 Bt/Heure	45	Etude faisabilité Projet Demande d'agrément C.I.
6.	ETS. ROUIC POINTE-NOIRE B.P. 1689	Extension Unité Fabrication des bâtements	10	30	-	7	Dossier bancaire pour CMT, PLUS FDR.
7.	MANATA AUBERGE POINTE-NOIRE - B.P. 201	Boulangerie industrielle	30	30	Panification 1,5 T/jour	10	Etude faisabilité
8.	ETS. BOUNDI - P/NOIRE	Extension d'une menuiserie	40	20	Meublerie meubles de qualité	15	Dossier bancaire Pour CMT - Recherche d'un part- naire Knauf

	DEBILIS - POINTE-NOIRE B.P. 99	Restructuration de la scierie et renouvellement expl. forestière	500	10	Bois + 500 m ³ /mois	40	Etude de réorientation Documents bancaires CMT
10	STRANS - POINTE-NOIRE B.P. 220	Extension service transit	80	20	-	5	Garantie Crédit d'Enlèvement Garantie Crédit compte périodique
11	STRANS - POINTE-NOIRE B.P. 220	Production de sel de mer	120	10	A déterminer	30	Etude de faisabilité et et Promotion Projet
12	GEORGETTE POINTE-NOIRE B.P. 2051	Fabrication de confitures	35	60	Div. confitures 300 kgs/jour	15	Crédit supplémentaire pour conditionnement en barquettes et moyens de transport
13	ET. J. LAMPE ET FILS POINTE-NOIRE B.P. 247	Ménuiserie industrielle	300	10	Fabrication en série meubles	16	Etude de faisabilité et Fonds de roulement
14	ET. J. LAMPE GEORGES POINTE-NOIRE B.P. 46	Boulangerie industrielle	155	55	Panification 3 To/jour	20	Etude de marché Etude Financière et analyse
15	ET. J. LAMPE GEORGES LOUBOU B.P. 46	Fabrication de bougies	40	20	4 000 bougies par jour (23 #)	5	Etude de faisabilité et Promotion Projet
16	ET. J. LAMPE GEORGES LOUBOU B.P. 46	Fabrication papier hygiénique	50	20	6 millions rouleaux par an	18	Etude de faisabilité et Promotion Projet
17	ET. J. LAMPE (SDE CELESTIN) LOUBOU B.P. 88	Extension en menuiserie indust.	10	30	Modernisation	20	Dossier bancaire pour CMT
18	ET. J. LAMPE LOUBOU B.P. 195	Extension scierie	30	100	2 ligne de transformation Bois	25	Crédit fournisseur Fonds de Garantie
19	ET. J. LAMPE LOUBOU B.P. 182	Extension atelier pour réparation froid	6	20	Service Froid	6	Dossier bancaire pour CMT + FDR
20	ANFOUR PASCHAL LOUBOU B.P. 182	Boulangerie Moderne	40	20	Panification 1,5 To/jour	12	Etude de faisabilité et Promotion Projet
21	PASSELOU - LOUBOU B.P. LOUBOU	Boulangerie moderne	40	20	Panification 1,5 To/jour	12	Etude de faisabilité
22	SATON LOUBOU B.P. 157	Imprimerie	18	30	Lettres, carnets, Bons, etc.	8	Etude de faisabilité Participation et CMT

23	ROBONOU BERNARD ROBONOU B.P. 7	Extension de l'hôtel	15	20	Hôtel porté à 20 chambres	5	Dossier bancaire et étude de marché
24	ROBONOU BERNARD ROBONOU B.P. 7	Elevage porcin	20	20	300 têtes	10	Dossier bancaire
25	COOPERATIVE MENUISIERS MADINKOU B.P. 14	Sellerie mobile	30	10	6 m ³ /jour bois	12	Etude de faisabilité Transformation Bois et Partici- pation et Fonds de Garantie
26	AUB-VILLE MADINKOU B.P. 7	Restructuration l'ransformation Bois	13	20	400 m ³ /mois Bois	10	Etude de réorientation de l'entreprise
27	ETS N. NIKA ET FILS LOUTETE B.P. 74	Transfert Boulan- gerie de Loutété à Brazzaville	5	40	Fantification 1,5 To/jour	12	Assistance au Transfert
28	ETS NIKA ET FILS LOUTETE B.P. 74	Boulangerie moderne	25	20	fantification 0,5 To/jour	8	Dossier bancaire Etude de marché
29	ETS. NIKA ET FILS LOUTETE B.P. 74	Conservation et commercialisation des fruits	10	20	Conservation et mise en vente en conservation	5	Etude de faisabilité
30	MALANDA BERNARD LOUTETE B.P. 6	Extension atelier Constr. met.	4	25	Fabrication cables met.	5	Dossier bancaire
31	NDJOULOU MIELOUSMA NKATI	Extension mini-Hôtel	2	30	Agrandir de 5 chambres	3	Dossier bancaire pour équiper l'hôtel
32	CARROUSIERE YESTYFILO BRAZAVILLE B.P. 017	Extension atelier tôle	10	20	-	5	Préparer document bancaire
33	Mme LAURENT (M. SI) SVILLE, 2, rue M. ARABIS - quartier Stade de la Révolution - 200	Boulangerie indust. MEILOU	20	20	1,5 To/jour	12	Etude de faisabilité
34	DANBA MOULO FIDHIE B/VILLE, 201, rue Andréroulou Plateau des 1. ans - R.V -	Construction Hôtel	250	20	5 chambres de luxe	35	Etude de faisabilité - Partici- pation au capital, Encadrement
35	EUROPARTIS - B/VILLE B.P. 150	Fabrication d'al- lunettes	200	40	1000 boîtes par heure	35	Etude de faisabilité

36	EUROPAFRIC B/VILLS, B.P. 330	Production poisson séché	40	25	-	20	Etude de marché
37	EUROPAFRIC B/VILLS B.P. 330	Fabrication de pointes	105	20	-	10	Etude de marché Document bancaire
38	B C E B/VILLS B.P. 2320	Briquetterie industrielle	600	20	Briques creuses et pleines en argile cuite 15 000 T/AN	70	Révision du Projet actuel (Combustible: Fuel Oil lourd) Participation au Capital
39	B C E B/VILLS, B.P. 2320	Projet agro/Pas- torale	30	30	Sur 100 ha mantes, café, maïs, éle- vage mouton, peul- culture	20	Document bancaire
40	ONDES FIDELS B/VILLS, 146, rue Pangala	Projet Agro/ Pastoral	30	30	Sur 40 ha Elevage moutons	15	Document bancaire Participation au capital Fonds de Garantie
41	ONDES FIDELS B/VILLS, 146, rue Pangala	Modernisation de la menuiserie	60	20	-	30	Etude de marché et Participation au Capital Fonds de Garantie
42	BOUNDA PROSPER B/VILLS, Case 433 Pl. 15 MAS	Projet Agro/ Pastoral	30	20	Sur 5 ha - Produits fruitiers et cul- cultures	15	Etude de faisabilité
43	ENTREPRISE MALGA B/VILLS, 1932, rue NKONO Pl. 15 MAS	Tôlerie	-	-	-	-	Calcul du Fonds de roulement
44	CANOSSERIS TANQUILA B/VILLS, 69, rue Nobi Bouenge	Extension atelier Tôlerie	45	20	Modernisation Tôlerie, applica- tion peint. et sechage.	15	Etude de faisabilité pour extension - Participation au capital Fonds de Garantie
45	ROSSO JOSEPH B/VILLS, 62, rue Bobembé	Extension de la "menuiserie" et installation per- fite, colerie,	6,5	20	Salle d'exposition planches	5	Deviser bancaire
46	ETA. SOKI B/VILLS, Avenue 3 Martyrs 1553	Extension atelier fabriest.meubles	20	20	Salle d'exposition meubles en serie	12	Deviser bancaire

		Hôtel - Restaurant	20	20	10 Chambres	10	Etudes de faisabilité
47	ETS. SOKI B/VILLS, Av. 3 Martyrs 1553	Sellerie mobile	3	35	Transformations du Bois	8	Dossier bancaire Intervention auprès AP Autorisation d'exploitation
48	MAMPONGA ENWEST VILLAGE ROSSONDE (GAMBOMA)	Extension en pâtisserie industrielle	10	40	Pâtisserie type française	7	Dossier bancaire
49	ETS. LOUZALA B/VILLS B.P. 2251	Tannerie	200	40	Tannage peaux moutons/chevres	40	Etude de faisabilité
50	ETS. LOUZALA B/VILLS B.P. 2251	Déplacement et extension tannerie	5	20	Modernisation atelier dans zone ind.	5	Dossier bancaire Participation/Fonds de Garantie
51	SOUANOUNOU THEOPHILE B/VILLS, 156, rue Bourala	Hôtel	45	45	10 chambres	7	Financement crédit MF
52	ETS. INOUBAT B/VILLS, 3 Ter, rue Paul Kamba	Création dépôt produits vltiers d'Kakoua	55	20	Collecte poissons fumés et fruits pour approvisionnement capitale	7	Dossier bancaire Fonds de Participation et de Garantie
53	ETS. DANLING B/VILLS, 61, rue Massouhou B.P. 494	Mini-hôtel	30	20	20 chambres	7	Dossier bancaire EVENT. FONDS DE PARTICIPATION
54	ETS. DANLING B/VILLS, B.P. 494	Station d'essence sur Route Nat. 2	25	20	-	3	Dossier bancaire EVENT. FONDS DE PARTICIPATION
55	ETS. YAYA B/VILLS B.P. 494	Construction immeuble de rapport	1 000	20	Bureaux, logements locaux	-	Recherche partenaires et financement
56	ETS YAYA B/VILLS B.P. 494	Quincaillerie	20	50	Articles de quincaillerie	6	Dossier bancaire pour CMT
57	ETS YAYA B/VILLS B.P. 494	Menuiserie	6	300	Charpente const. bois	7	en cours de réalisation
58	ETS YAYA B/VILLS B.P. 494	Extension pâtisserie	8	50	Pâtisserie viennoise	6	

60	SOCIETE DE CARRIERES DU CONGO B/VILLS, B.P. 408	Extension expl. carrière	50	20	20	Setage pierres et fabr. des carreaux grands	25	Etude de faisabilité Marketing pour nouveaux produits
61	GANDON JEAN-FRANCOIS B/VILLS, B.P. 402	Mécanisation de la carrière	150	20	20	45 t/h Gravier broyé	12	Etude de faisabilité Protection du marché pierre
62	STZ. MA-JO. CA. B/VILLS, 1661, Avenue Loutassel (Pl. 15 ANS)	Extension de l'hôtel	36	100	100	De 9 à 17 chambres, plus restaurant	4	Dossier bancaire pour Fonds de roulement
63	STZ. MA-JO. CA B/VILLS, 1661, AVENUE LOU- TASSI (Pl. 15 ANS)	Restructuration de la menuiserie	6	100	100	Menuiserie et construct. Bois	5	En cours de réalisation Encadrement commercial
64	MOULIST ANTOINE MSC LOUMESI DISTRICT DE KIBANGOU	Fermé Agricole et Pisciculture	10	20	20	Exploitation fruit- ière sur 5 ha - Pisciculture moderne	6	Dossier bancaire et encadrement technique
65	STZ. GUYRIER B/VILLS, B.P. 205	Assemblage de Géogènes	80	20	20	Production de 20 Géogènes par an	10	Demande d'Agrément Fonds de Participation Bonification d'intérêts
66	STZ. GUYRIER B/VILLS, B.P. 205	Fabrication des pompes manuelles	20	20	20	pompes villageoises	5	Demande d'agrément Fonds de Participation Bonification d'intérêts
67	FOYT JEAN PAUL B/VILLS, B.P. 471	Construction Mini-Hôtel - Poto- Poto	15	20	20	10 Chambres	5	Etude de faisabilité Fonds de Participation
68	FOYT JEAN-PAUL B/VILLS, B.P. 471	Cartonnerie	40	20	20	Fabrication des cartons, emballages	15	Etude de faisabilité
69	SALINI B/VILLS, B.P. 1575	4 Stations la- vage voitures	36	20	20	Automat. Lave-autos	12	Etude de faisabilité Fonds de Participation
70	SALINI - B/VILLS B.P. 1575	Fabrication Glace hydrique	5	20	20	400 kg/jour en 2 démoulage à la Glacé.	5	Dossier bancaire Fonds de Participation

71	ECROUNOU PIERRE B/VILLE, LYCEE DRAPEAU ROUGE	Restructuration Ferme Boyele	43	20	Plantation café sur 145 ha Production : 127 T café 12 T viande porc	17 (+145 SAI)	Etude financière Fonds de Participation
72	DIEMANDIS RAPHAEL 12, rue Beaumarchais 77 100 MEAUX (France)	Boulangerie industrielle (Région Nord) 088590 QU' HANORR	40	20	Fabrication pain 1 To/jour	12	Implantation encore à déter- miner d'après besoins en consommation pain
73	ENTREPRISE BANDOKI B/VILLE, B.P. 5201	Quincaillerie	40	20	Produits de quincaillerie	7	Dossier bancaire
74	F.P.C. FABRIQUE DE PEINTURE CONGOLAISE B/VILLE B.P. 3130	Extension Fabrication Peinture	38	30	Modernisation technique Prod. Peinture.	8	Etude de faisabilité Protection Application Peinture
75	E B V A P B/VILLE B.P. 434	Fabrication des couronnes	20	50	Capsules - couronnes pour bouteilles	6	Etude de faisabilité
76	E B V A P B/VILLE B.P. 434	Fabrication Glacé hydrique	5	50	400 kgs/jour en 2 demoulage Blocs-Glace	5	Dossier bancaire
77	E B V A P B/VILLE B.P. 434	Renovation Mullerie DYEENIE ET PLANTATION	80	20	A Déterminer	68	Etude de faisabilité Fonds de Participation et de Garantie
78	MOUTOROLA ALPHONSE B/VILLE B.P. 5398	Fabrication sculpture en bois	30	10	Mécanisation des produits Artiste - Bois	9	Etude de faisabilité Fonds de Participation et de Garantie
79	I P A (INDUSTRIE DES PRODUITS ALIMENTAIRES) B/VILLE	Fabrication des produits en plas- tique	65	50	3000 - 5 000 pots en plastique pour produits alimentaires par jour	2	Etude de faisabilité Etude Marché Consommation en lait

80	CONGO -BATIMENT B/VILLE B.P. 849	Fabrication des serviettes péri- odiques et douches BEBE.	197	20	30 millions ser- viettes et 35 millions couches BEBE.	11	Etude de faisabilité
81	CONGO-BATIMENT B/VILLE	Hôtel - Luxe	320	20	52 chambres	12	Etude de faisabilité recherches partenaires
82	CONGO-BATIMENT B/VILLE B.P. 849	Sclerie Bois	120	20	30 m ³ /jour	15	Etude de faisabilité
83	SAVONNERIE MAMBOUANA B/VILLE B.P. 1286	Extension Savonnerie artisanale et modernisation	20	20	3 T/jour Savon ménage	5	Dossier Bancable Fonds de Participation et de Garantie
84	BOULANGERIE BRAZZAVILLOISE B/VILLE, B.P. 2393	Extension de la Boulangerie	30	20	3ème Ligne de fabrication 700 T/AN FARINE	10	-
85	ETS. CONGOLAIS DE RAVITAIL- LEMENT B/VILLE B.P. 570	Extension de la ferme Bouanza et Mouyondzi	30	20	Projet Agro-Pas- toral sur 160 ha Mécanisation agri- cole et aviculture.	9	Etude de faisabilité, Fonds de Garantie et de Participation.
86	ETS. KONGO LEON GAMBOMA	Projet pêche con- tinentale	5	30		8	Dossier bancable Fonds de Participation
87	OSSOUA GASTON BOUNDI, Quartier Château d'Eau	Boulangerie Moderne	25	20	1 T/jour Farine Pan.	8	Etude de faisabilité Fonds de participation et Garantie
88	ATTYBAYEBA Emmanuel BOUNDI, Quartier Owando	Projet agricole	20	20	Plantation sur 50ha Production prévue : 50T maïs, 20T ara- chide, 200 T manioc par an	10	Etude de faisabilité Fonds de participation et de Garantie

	BOUNDJI Quartier Ebonga				bâtiment à l'usage d'hôtel		
90	AKOUNDA MONDO ANTOINE BOUNDJI, quartier Château d'eau	Extension Projet élevage bovin	3	20	Aménagement et extension d'élevage de 70 à 100 bêtes bovines	2	Dossier bancable
91	ASSASA JOSEPH BOUNDJI	Extension - Projet élevage bovin	4	20	Augmentation ca- pital de 14 à 50 têtes bovines	3	Dossier bancable
92	GANDHA JEAN-BAPTISTE BOUNDJI, quartier Ebonga	Projet élevage bovin	3,5	20	création élevage bovin 20 têtes	3	Dossier bancable Fonds de participation
93	LEMOUELE ERIC BOUNDJI	Projet élevage bovin	3,5	20	création élevage bovin 20 têtes	3	Dossier bancable Fonds de participation
94	OLANGALA JACQUES BOUNDJI	Projet Agro pastoral	8	20	Élevage bovin 20 têtes, plantations maïs, manioc et fourrage	6	Dossier bancable Fonds de participation
95	SATHOUD OLIVIER LOUBOMO B.P. 157	Expl. forestière et scierie.	460	25	1500 m³ grumes par mois - Export 8400 m³ PL.	60	Etude de faisabilité Recherche partenaires
96	IMPRIMERIE ST. PAUL BRAZZAVILLE B.P. 239	Extension Imprimerie	50	70	Offset couleur	2	Dossier bancable
97	ETS. CALVA - B/VILLE 3, rue Jules GREY BACONGO	Extension et mo- dernisation ate- lier couture	11	20	Fabrication - Vêtements - uniformes	14	Dossier bancable Fonds de Garantie et de Participation
98	ETS ESSENGO DJAMBALA, Rue MFoa 2	Projet avicole	6	30	8000 poulets/AN + 150 pondueuses	6	Etude de faisabilité
99	EBIRA DANIEL DJAMBALA	Élevage porcin	18	30	600 porcs/AN	5	Etude de faisabilité Fonds de Participation
100	BOULANGERIE DJAMBALA (ASSOC. BOULANGERS)	Fabrication pain Boulangerie ind.	25	10	1 tonne/jour Farine PAN.	8	Etude de faisabilité Fonds de Participation et de Garantie
101	BOULANGERIE NIANGO OYO	Fabrication pain Boulangerie ind.	25	20	1 T/jour FARINE PAN.	8	Etude de faisabilité

102	SIANGO GILBERT S/O	3 centres alimentaires à OWANDO, ONGOGNI, ULLECHO	20	20	-	6	Dossier bancaire
103	ST. ONGO LEON GAMBOMA	Projet agro pastoral	15	30	Extension élevage bovin à NTSIÈ	5	Dossier bancaire Fonds de participation
104	ST. ONGO LEON GAMBOMA	Hôtel restaurant	8	20	const. Hôtel 6 chambres	6	Dossier bancaire Fonds de participation
105	BARREAU JEAN-PAUL - B/VILLE, 119, rue no 1	Boulangerie indus. (M.Pila)	28	20	Fabrication pain 1,5 T/jour	10	Etude de faisabilité Fonds de participation
106	JAMBOU-OLOU ANTOINETTE GAMBOMA (Route du Nord)	Boulangerie indus. Gamboma	52	20	Fabrication pain 1 T/jour	11	Etude de faisabilité Fonds de participation
107	CAFÉ ALÉ MONIQUE GAMBOMA, AV. OWANDO	Pâtisserie, Yaourterie	25	20	Pâtisserie Viennoise, Crème Glacée, Yaourt	5	Dossier bancaire
108	ASSOCIATION BULLAIERS GAMBOMA	Boulangerie indus.	20	20	Fabrication pain 1 T/jour	10	Etude de faisabilité Fonds de participation et de garantie
109	BARREAU JEAN MICHEL	Extension menuiserie	4	5	-	5	Dossier bancaire
110	S/O GAMBOMA B.P. 25	Menuiserie moderne	6	20	-	5	Dossier bancaire
111	BARREAU - B/VILLE 10, rue Jean BART Bacongo	Création d'une yaourterie et laiterie	140	40	10 000 pots/jour 5 000 l/jour	20	Intervention auprès minist. de l'Agriculture pour autorisation d'importation lait en poudre
112	IMPRIMERIE NOUVELLE BRACHAVILLE	Extension de l'imprimerie	90	75	Fabrication chequiers, papier continu d'inform.	10	-

Liste Projets

113	AGNEA B/VILLE S.P. 156	Renouvellement de la chaine de mise en bouteille	500	20	40 000 HL	10	Révision financière de l'étude de faisabilité Fonds de participation
114	SA. M. B. BAKA B/VILLE S.P. 5187	Projet d'élevage	50	20	capacité d'accueil 200 moutons (route Nat. 2)	5	Dossier bancaire
115	SA. M. BAKA B/VILLE S.P. 5187	Menuiserie industrielle	12	100	Tables et charpente	10	Intervention auprès M.
116	MARSONEL JOSEPH B/VILLE 93bis rue Sibiti Loungali	Transformation du marbre	50	20	Plaque en marbre carreaux marbre et granito	15	Etude de faisabilité Fonds de participation
117	SA. M. DE LINGAIS B/VILLE L'INTE-GRANS S.P. 717	Exploitation de la cassitérite	40	50	10 Pyrois	60	Dossier bancaire pour l'étude

IDENTIFICATION DES PROJETS D'EXTENSION ET DES PROJETS A CREER

(PAR COMPTE DANS L'ANALYSE DES PROJETS)

N°	Nom du promoteur	Nature du Projet	Investissements prévus	Apport personnel %	Capacité de prod. ou de service	emploi à créer	Demande d'intervention par les Pouvoirs Publics
115	FERRIS A. KOLE A. K. R. I. G. S. P. 415	Extension d'une ferme agricole	-	-	12 000 poulettes		Etude de faisabilité
119	MOUCIA - Didier PEMBER S. P. 547 BRASAVILLE Tél. 81 45 22	Fabrique de papier hygiénique	à déterminer	20 %	à déterminer	à déterminer	Etude de faisabilité. Etude du marché, dossier bancaire
120	MOUCIA Jean-Baptiste poste de Bouyondzi S. P. 42	Elevage de Bovins sur les montagnes de la Bouenza	6	20 %	100 têtes	9	Dossier bancaire - Fonds de participation
121	DE FORTES SAMUEL S. P. 42	Reconstitution du lait	à déterminer	20 %	à déterminer	à déterminer	Etude de faisabilité dossier bancaire - Fonds de participation
122	SAFIREX BOUANGA BOUSLHAT - Moungali BRASAVILLE	Armement de pêche	1 000	10 %	1 200 T/an	10	Etude de faisabilité - Dossier bancaire - Fonds de Participation
123	SAFIREX BOUANGA BOUSLHAT	Importation de congelés	200	40	30 T/an	5	Etude de faisabilité Dossier bancaire - Etude de marché - Fonds de Participation
124	Guy BANACK International S. P. 5019 BRASAVILLE Té 81 32 02	Montage Réfrigérateurs et congelateurs	34,2	20	600/mois 1300/mois	25	dossier bancaire Fonds de participation

IDENTIFICATION DES PROJETS D'EXTENSION ET DE NOUVEAUX PROJETS

Valeur en Millions CFA.

N°	Nom du Promoteur et Localisation	Nature du Projet	Investissements Prévus	Apport Personnel en %	Capacité de Production ou Service	Emploi à Créer	Demande d'Intervention par le Pouvoir Public.
125	Mme Les Hôtels FLU B.P. 791 Pointe-Noire	Centre Touristique	116,5	20 %	10 Clients/Jour	20	Etude faisabilité - dossier bancaire - Agrément - Appel.
126	MRSX B.P. 106 - Brazzaville	Unité fabrication enveloppes.	129,502	20 %	14.000.000 unités/an	14	Agrément au régime privilégié.
127	Mme DOREX-HI PAN	Projet de fabrication des sacs de ciment	812,25	50,77 %	7.000.000 unités/an	22	Agrément au régime privilégié, fonds de garantie recherche financement.
128	Mme MBIINDIKI Marcel	Carrière Extension	100 M		500 m ³ /mois	30	crédit bancaire ou fournisseur
129	Mme B.P. 1534 - Pointe-Noire	Cultures Viandières et élevage avicole.	7,	42,60 %	-	10	Garantie Crédits - Agrément.
130	id-	Transformation et Conservation des produits agricoles	28,	42,60 %	500.000 pots/an	15	Garantie crédits - Agrément.
131	id-	Fabrication de poissons salés	19,	42,60 %	120 Tonnes/an	15	Garantie Crédits - Agrément -
132	Mme HALONGA Céline B.P. 236 Pointe-Noire	Restauration et Hébergement de Plaisance	25,	12 %	210 services/mois	6	Recherche Financement

5.1.4. Analyse statistique du recensement des P M E

Le recensement partiel a porté sur les secteurs :

- Industrie du bois
- Industrie alimentaire
- Industrie mécanique et construction métallique
- Industrie de matériaux de construction
- Travaux bâtiment
- Industrie chimique
- Hôtellerie (petits hôtels-restaurant)
- Divers (INCA - Industrie non classée ailleurs)

Le commerce et la grande hôtellerie n'est pas inclu.

L'objectif principal visant le recensement des unités de transformation industrielle.

Les statistiques suivantes portent sur :

- répartition géographique par secteurs industriels
- répartition géographique par tranches de salariés
- répartition d'investissements, chiffre d'affaires et valeur ajoutée par secteur industriel
- répartition sectorielle par tranches de salariés
- récapitulatif sur la forme juridique de l'entreprise et la nationalité de l'entrepreneur
- effectif par répartition sectorielle.

...

U R = UNITE RECENSEE

U N R = UNITE NON RECENSEE

T = TOTAL

TABEAU DE RECENSEMENT DES PME

PAR SECTEUR ET REGION (NOMBRE DES ENTREPRISES)

REPARTITION GEOGRAPHIQUE ET SECTORIELLE

SECTEUR	POINTE-NOIRE			REGION SUD			BRAZZAVILLE			REGION NORD			TOTAL PAR SECTEUR
	UR	UNR	T	UR	UNR	T	UR	UNR	T	UR	UNR	T	
INDUSTRIE DU BOIS	10	8	18	5	1	6	5	8	13	1	1	2	39
INDUSTRIE ALIMENTAIRE	9	16	25	3	-	3	19	7	26	1	-	1	55
INDUSTRIE MECANIQUE ET CONSTRUCTION METALLIQUE	5	15	20	2	-	4	8	8	16	-	1	1	41
INDUSTRIE MATERIAUX DE CONSTRUCTION	-	3	3	1	-	1	3	1	4	-	-	-	8
TRAVAUX BATIMENT	-	11	11	2	1	3	15	16	31	-	1	1	46
INDUSTRIE CHIMIQUE	3	2	5	-	-	-	7	1	8	1	-	1	14
HOTELLERIE	1	3	4	2	-	2	2	4	6	4	1	5	17
DIVERS (INCA)	11	9	20	-	-	2	7	5	12	4	2	6	40
TOTAL	39	67	106	15	6	21	66	50	116	11	6	17	260

I N C A = Industrie non classée ailleurs.

REPARTITION SECTORIELLE DES ENTREPRISES PME

PAR TRANCHES DE SALAIRES

UNITES P M E

SECTEUR	5 - 10	10 - 20	20 - 50	50 - 99	TOTAL
INDUSTRIE DU BOIS	11	4	5	3	23
INDUSTRIE ALIMENTAIRE	6	7	11	9	33
INDUSTRIE MEC/CONST. NET	9	1	3	-	13
INDUSTRIE MATERIAUX DE CONSTRUCTION	2	-	1	1	4
TRAVAUX BATIMENT	-	5	5	7	17
INDUSTRIE CHIMIQUE	1	1	5	3	10
HOTELLERIE	5	4	-	-	9
DIVERS (INCA)	13	6	3	-	22
ESTIMATION SUR NON RECENSE	53	30	29	17	129
TOTAL	100	58	62	40	260

I N C A = Industrie non classée ailleurs.

TABLEAU RECAPITULATIF SUR LES INVESTISSEMENTS
DANS LE SECTEUR PRIVE PME, CHIFFRE D'AFFAIRES
ET VALEUR AJOUTEE DES PME

Valeur en millions CFA

SECTEUR	INVEST.	INVEST.	C.A.	C.A.	V.A.	V.A.
	GLOBAL	UNR	U.H.	UNR	UR	UNR
	UR					
INDUSTRIE DU BOIS	607	651	1 433	1 146	515	412
INDUSTRIE ALIMENTAIRE	2 824	1 882	6 981	4 607	4 188	2 764
INDUSTRIE MECANIQUE, CONSTR. METAL	749	1 123	773	1 158	463	694
INDUSTRIE NAT. DE CONST.	772	772	460	460	92	92
TRAVAUX BATIMENT	1 747	2 620	2 721	4 080	1 224	1 836
INDUSTRIE CHIMIQUE	1 376	344	5 071	1 267	2 789	696
HOUELLERIE	608	497	238	194	190	155
DIVERS (INCA)	615	463	903	679	722	543
	9 498	8 352	18 580	13 591	10 183	7 192
		17 850		32 171		17 375

UR = UNITES REECENSEES
 UNR = ESTIMATION UNITES NON REECENSEES
 CA = CHIFFRE D'AFFAIRES
 VA = VALEUR AJOUTEE
 INCA = INDUSTRIE NON CLASSEE AILLEURS.

REPARTITION GEOGRAPHIQUE DES ENTREPRISES PME
PAR TRanches DE SALAIRES

Uptés PME

REGION	5 - 10	11 - 20	21 - 30	31 - 40	41 - 50	51 - 99	TOTAL
BASSE VILLE	13	14	4	17			67
POINTE-NOIRE	20	7	8	3			38
REGION SUD	5	5	2	3			15
REGION NORD	9	2	-	-			11
ESTIMATION SUR NON R.CENSE	53	30	29	17			129
TOTAL	100	58	62	40			260

APPENDICE PAR SECTEUR INDUSTRIEL
NOMBRE DE SALARIES EMPLOYES

SECTEUR	BRAZZAVILLE	POINTE-NOIRE	REGION DU SUD	REGION NORD	RECENS. TOTAL	ESTIMATION NON RECENSEES	TOTAL SECT. EMPLOIS
INDUSTRIE DU BOIS	75	184	183	7	449	212	661
INDUSTRIE ALIMENTAIRE	898	192	64	6	1 160	816	1 976
INDUSTRIE MEC. ET CONST. METALLIQUE	125	29	20	-	174	272	446
INDUSTRIE DE MAT. DE CONSTR.	90	-	-	-	90	81	171
TRAVAUX BATIMENT	668	-	79	-	747	1 121	1 868
INDUSTRIE CHIMIQUE	259	-	-	12	271	69	340
NOUILLERIE	21	10	11	34	76	60	136
RIVERS (INCA)	153	108	-	24	285	227	512
EMPLOIS TOTALISE RECENSE	2 289	523	357	83	3 252		
ESTIMATION EMPLOIS NON RECENSE	1 737	930	145	46		2 858	
EMPLOIS TOTAL	4 026	1 453	502	129			6 110

**TABLEAU RESUMÉ SUR LA FORME JURIDIQUE,
L'ANNÉE DE CRÉATION ET NATIONALITÉ DES UNITÉS
P M E (NOMBRE D'UNITÉS)**

SECTEUR / UNITÉ	Forme Juridique				Année de création		Nationalité		
	S.I.	S.A.	SARL	AUTRES	Après 1980	Av. 1980	CONG.	AFRIC	EXPATRIÉ
INDUSTRIE DU BOIS	16	2	1	2	3	12	19	-	1
INDUSTRIE ALIMENTAIRE	27	1	2	1	13	15	24	2	5
INDUSTRIE MECANIQUE ET CONST. METALLIQUE	13	1	1	-	2	9	12	1	5
INDUSTRIE MAT. DE CONSTR.	2	1	1	-	3	-	3	-	-
TRAVAUX BATIMENTS	17	-	-	-	3	13	15	-	1
INDUSTRIE CHIMIQUE	4	7	-	-	4	3	3	-	7
BOULANGERIE	8	-	1	-	3	4	7	-	-
DIVERS (INCA)	18	2	2	1	8	7	23	-	3
TOTAL	105	14	8	4	39	69	96	3	22
					29 Unités ne répondant pas correctement				

INCA = Industrie non classée ailleurs

D.1.4.1. RÉPARTITION DES ENTREPRISES

Secteur	Nombre d'entrepr.	Pourcentages		Pourcen- tage sur le Total
		recensé	non re- censé	
Industrie du bois	39	54	46	15
Industrie alimentaire	55	58	42	21
Industrie méc. const. métal.	41	57	63	16
Industrie Mat. de const.	8	50	50	3
Travaux bâtiment	46	37	63	18
Industrie chimique	14	79	21	5
Hôtellerie	17	53	47	7
Divers	40	58	42	15
Total	260			100

Le recensement effectué en rapport avec la totalité des entreprises PHE était de X. (un inventaire complémentaire pendant l'année 1985 devra justifier les estimations).

En se référant à l'inventaire de l'ODI et de l'INSJEJAG effectué sur les PHE (incluant tous les artisans - moins de 5 employés)

INSJEJAG	537) moyenne de 497 unités
ODI	427	

Le secteur PHE/5 - 55 employés de 60 entreprises constatée par la présente mission correspond à 52 % des inventaires antérieurs.

Prédominant, c'est l'industrie alimentaire avec 21,7 % du total.

L'estimation des entreprises non recensées se base sur des informations (listes d'adhérents) reçues de l'UNIONNCO, Chambres de Commerce et de l'Industrie de Brazzaville et de Pointe-Noire, Direction Générale des Impôts et Discussions portées au niveau de la Direction générale de l'Industrie qui était le leader du secteur PnE avant la création du Ministère des PnE.

5.1.4.2 INVESTISSEMENT TOTAL DU SECTEUR PME

L'investissement total du secteur PME s'élève à :

17,85 milliards CFA et se répartit

en pourcentage comme suit :

	%
Industrie du bois	8,2
Industrie alimentaire	26,4
Industrie et const. mét.....	10,5
Indust. matériaux de const.....	6,6
Travaux bâtiment	24,5
Industrie chimique	9,6
Hôtellerie	6,2
Divers (INCA)	6,0
	100

La grande partie des capitaux privés est investi dans le secteur moderne, c'est-à-dire aux entreprises régulièrement constituées et gérées (par comptabilité à l'entreprise ou par de tiers).
 27 . disposent d'un enregistrement à la Chambre de Commerce ou d'une carte de commerçant.

D'après les investissements effectués du secteur privé PME, on peut constater de nouveau la domination de la branche industrie alimentaire, suivi par les travaux bâtiments. Très faible encore l'industrie chimique et l'Hôtellerie de la taille PME (Hôtels deux étoiles).

**5.1.4.3. DÉCOMPOSITION DE LA PRODUCTION ET DE LA VALEUR
AJOUTÉE DANS LES P.N.E**

La production totale (d'après les bilans 1983 ou d'après les enquêtes menées chez les entrepreneurs) s'élève à

32,17 milliards CFA

d'où 16,56 milliards recensée et 15,57 estimée et se décompose par branche comme suit :

La valeur ajoutée des P.N.E atteint 17,375 milliards CFA dont 10,163 milliards recensée et 7,192 milliards estimée.

	% Production	% Valeur ajoutée
Industrie du bois	8,0	5,3
Industrie alimentaire	36,0	40,0
Industrie m. c. et const. métallique	6,0	6,7
Industrie mat. de const.	2,8	1,0
Travaux bâtiments	21,4	17,6
Industrie chimique	19,7	20,1
Hôtellerie	1,3	2,0
Divers (INCA)	4,5	7,3
	100	100

...

par rapport à la structure d'ensemble du PIB 1982 (en éliminant Agriculture/Pêche, Pétrole et mines, Transports/Commerce, Administration et Droit et Taxes impôts) la place du secteur PHE se repère comme suit :

	<u>milliards CFA</u>
<u>PIB PARTIEL</u> : Industrie agro-alimentaire	12,7
Industrie bois	13,7
Autres ind. manufacturières	21,1
Services divers	5,0
BTP hors pétrole	<u>47,5</u>
Total	100,0
Valeur ajoutée	17,375

qui relève une importance pas négligeable de ce secteur (17,4,)

Par rapport au PIB national les PHE représentent 2,45 %

On aperçoit l'importance de la branche industrie alimentaire qui atteint un pourcentage de 36 % de la production totale et de 40 % de la valeur ajoutée dans les PME.

...

5.1.4.4. REPARTITION DES ACTIFS DANS LES PME

Les tableaux suivants se réfèrent à :

- répartition géographique des unités par tranches de salaires
- répartition sectorielles des unités par tranches de salariés
- ventilation d'effectifs par secteur et répartition géographique.

La répartition géographique par tranche de salariés et basée sur quatre groupes :

5-10 salariés	38,5 %
11-20 salariés	24,3 %
21-50 salariés	23,8 %
51-99 salariés	13,4 %
	100 %

Les deux tranches entre 5 et 20 employés regroupant plus que 80 % de l'effectif.

Les moyennes entreprises de 21-99 employés dominent dans la région de Brazzaville.

Concernant l'effectif par secteur et par région le tableau qui suit désigne clairement que les 6 110 employés (recensés et estimés) dans les PME de la République Populaire du Congo correspond à 33 % du total des employés dans le secteur privé (18 634 employés, commerce et agriculture non compris).

VENTILATION EFFECTIF PAR REGION :

	!	%
BRASSERIE	!	65,9
BOITE-NOIRE	!	23,8
REGION SUD	!	8,2
REGION NORD	!	2,1
	!	100

VENTILATION D'EFFECTIF PAR BRANCHE INDUSTRIELLE :

	!	%
INDUSTRIE DU BOIS	!	10,8
INDUSTRIE ALIMENTAIRE	!	32,3
INDUS. MEC. ET CONST. MET.	!	7,3
INDUS. MET. DE CONST.	!	4,8
TRAVAUX BATIMENT	!	30,6
INDUST. CHIMIQUE	!	5,6
HOTELLERIE	!	4,2
DIVERS	!	8,4
	!	100

2.1.4.5. VENTILATION PAR LE JURIDIQUE, DATE DE CREATION ET NATIONALITE DE PRE

Le tableau suivant nous fait connaître que dans la forme juridique des entreprises PMA recensées, elles sont :

- 40,1 % Entreprises individuelles
- 10,7 % Sociétés anonymes
- 5,1 % Sociétés anonymes à responsabilité limitée et
- 4,1 % d'autres formes juridiques ou non clarifiées

Concernant la date de création :

- 28,4 % sont créées après 1980 et
- 61,6 % sont créées avant 1980

ce qui indique que le développement industriel dans le secteur privé était freiné dans les dernières années.

La ventilation des entreprises à rapport de la nationalité des entrepreneurs indique :

- 50,5 % de nationalité congolaise
- 16,8 % des expatriés
- 3,2 % de nationalité africaine non congolaise.

5.1.5. ANALYSE DES NOUVEAUX PROJETS

L'analyse des nouveaux projets porte sur les postes suivants :

- Tableau réccpitulatif par secteur
- Tableau de répartition géographique
- Investissements par emplois créés
- répartition percentuelle par secteur, par région,
par investissement, par l'apport personnel et par
rapport aux emplois à créer
- Besoins en fonds de participation
- Besoins en fonds de garantie
- Demande d'agrément
- Recherche des partenaires
- Financement bancaire
- Interventions par les pouvoirs publics.

TABLEAU DES NOUVEAUX PROJETS PAR SECTEUR

Valeur en millions CFA

SECTEUR	NOMBRE D'UNITES	INVEN. TOT. PHEVU	APPORT PERSONNEL	EMPLOIS A CREER	FONDS DE PARTICIPA.	FONDS DE GARANTIE	EMPRUNT BANCAIRE
INDUSTRIE DU BOIS	15	1 617	516	300	12	30	1 261
INDUSTRIE ALIMENTAIRE	34	2 505	567	515	69	171	1 869
INDUSTRIE MECANIQUE, CHIM. METALLIQUE.	9	294	74	61	14	34	206
INDUSTRIE MATERIAUX DE CONSTRUCTION	4	850	170	124	30	-	650
TRAVAUX BATIMENTS GENIE CIVIL	1	(x) 1 000	200	-	-	-	800
INDUSTRIE CHIMIQUE	7	713	306	124	4	12	403
ENTR. AGRO-PASTORALE	18	320	78	136	35	45	207
HOTELLERIE	11	747	193	101	26	-	528
DIVERS (INCA)	14	663	192	155	18	71	343
TOTAL	117	8 709	2 096	1 517	208	423	6 405
			= 24 % de l'INVESTISSEMENT		= 10% de l'apport pers.	= 20 % de l'apport pers.	D'où 1/3 CREDIT

INCA (Industrie non classée ailleurs)

(x) Bâtiment logement/Bureau

5.1.5.2 TABLEAU DES NOUVEAUX PROJETSREPARTITION GEOGRAPHIQUENUMBRE D'UNITES

SECTEUR	IBRAZAVILLE	P/NOIRE	REGION SUD	REG. NORD	TOTAL
Industrie en bois	8	3	4	4	19
Industrie alimentaire	10	8	7	9	34
Industrie mécanique et construction métallique	8	-	1	-	9
Industrie Matériaux de const.	3	-	1	-	4
Travaux Bâtiment Génie Civil	1	-	-	-	1
Industrie chimique	5	-	2	-	7
Entr. Agro-Pastorale	-	-	6	12	18
Hôtellerie	7	-	2	2	11
Divers (INCA)	9	3	2	-	14
TOTAL	51	14	25	27	117

5.1.5.3. INVESTISSEMENT PAR EMPLOIS CREE

L'investissement total sera de 8,669 milliards CFA d'où on devra diminuer 1 milliard CFA prévu pour un immeuble de logement et bureaux sans création d'emplois (pour ce projet il y aura une forte augmentation en emplois dans le domaine travaux bâtiment).

L'investissement industriel et agro-pastoral sera de 7,669 milliards CFA.

Vu la création de 1517 emplois, la valeur effective d'investissement par emplois sera ce :

5 049 000 CFA ou

10 700 US Dollars

5.1.5.4. REPARTITION EN POURCENTAGE POUR LES NOUVEAUX PROJETS

\bar{x}	!
Par secteur :	16,5 ! Industrie du bois
	29,4 ! Industrie alimentaire
	7,7 ! Industrie mécanique (const.met.)
	3,4 ! Industrie des matériaux de construction
	0,8 ! Travaux bâtiments Génie-Civil
	6,0 ! Industrie chimique
	17,5 ! Entreprises agro-pastorales
	9,5 ! Hôtellerie
	11,2 ! Divers
	100,0 ! -
Par région :	7 !
	44 ! Brazzaville
	11,2 ! Pointe-Noire
	21,5 ! Région Sud
	23,3 ! Région Nord
	100,0 ! -

Des investissements prévus :

16,6	!	Industrie du bois
28,9	!	Industrie alimentaire
3,4	!	Industrie mécanique
9,8	!	Industrie matériaux de construction
11,2	!	Travaux bâtiments
8,3	!	Industrie chimique
2,7	!	Entreprises agro-pastorales
8,6	!	Hôtellerie
7,2	!	Divers
100	!	

De l'apport personnel du promoteur :

15,2	!	Industrie du bois
27,3	!	Industrie alimentaire
3,6	!	Industrie mécanique
8,2	!	Industrie matériaux de construction
9,6	!	Travaux bâtiments
14,7	!	Industrie chimique
3,8	!	Entreprises agro-pastorales
9,3	!	Hôtellerie
6,3	!	Divers
100 %	!	

Par rapport aux emplois à créer :

20,6	!	Industrie du bois
35,4	!	Industrie alimentaire
4,2	!	Industrie mécanique
8,4	!	Industrie matériaux de construction
-	!	Travaux bâtiments
8,5	!	Industrie chimique
9,4	!	Entreprises agro-pastorales
7,0	!	Hôtellerie
6,5	!	Divers
100	!	

5.1.5.5. Fonds de participation

D'après les nécessités identifiées chez les promoteurs nous avons répertorié en total :

34 demandes de participation au capital
avec un montant global de 208 millions CFA.

Sous la condition que les projets envisagés seront réalisables pendant deux ans (1985 - 1986) et qu'une partie de 25 % ne justifiera pas l'implantation à raison de non-rentabilité, les besoins en Fonds de Participation vont se chiffrer comme suit :

1985	80 millions CFA
1986	88 millions CFA
	<hr/>
Total	168 millions CFA qui représente
	10 % de l'apport personnel par les promoteurs.

5.1.5.6. Fonds de garantie

Parallèlement au Fonds de participation nous insistons sur la création d'un Fonds de garantie, pour aider les petits entrepreneurs qui montrent la volonté de se lancer dans le développement industriel, mais qui ne possèdent pas des garanties suffisantes, pour octroyer à un crédit bancaire.

Les demandes déposées pour le Fonds de garantie par les promoteurs sont de l'ordre de 17 avec un montant global de :

423 millions CFA.

Prenant le même calcul comme pour le Fonds de Participation, les besoins s'élèvent à

1985	150 millions CFA
1986	170 millions CFA
	<hr/>
Total	320 millions CFA qui représente
	20 % de l'apport personnel par les promoteurs.

5.1.5.7 Demandes d'agrément au Code d'Investissement

Seulement 4 promoteurs ont soulevé la question des avantages au Code d'investissement (ou taux réduit à l'importation).

Peut-être faut-il encourager les promoteurs, importants qui dépassent 100 millions d'investissement, de présenter leur dossier à la Commission d'agrément.

La majorité des promoteurs sont convaincus que la voie administrative, pour y arriver aux avantages prévus par la loi, sont très difficiles et le temps perdu, coûte trop cher en comparaison avec l'avantage possible.

Une intervention dans ce sens, pour faciliter le passage des projets au Code d'investissement, sera à souhaiter.

5.1.5.8. Recherche des partenaires

Les promoteurs congolais ne sont pas ouverts à une association. Chacun des promoteurs veut lancer l'affaire à lui, sans penser que l'apport personnel adéquat est difficile à débloquer. Le développement industriel pourra être réalisé plus favorable à condition que le Ministère essaie de convaincre les promoteurs de s'associer entre eux.

3 promoteurs seulement ont souhaité la recherche des partenaires étrangers :

- Projet scierie et exploitation forestière au NIARI
- Projet construction meubles Bureau à Brazzaville
- Projet modernisation fabrication des meubles à Pointe-Noire.

5.1.5.9. Emprunt bancaire (CMT et CLT)

Pour financer les 116 projets l'emprunt total nécessaire s'élève à 6,405 milliards CFA d'où 2 milliards pourra être transformé en crédit fournisseur.

Vu que l'investissement par employé est seulement de 10 700 Dollars, la Banque mondiale est normalement favorable de financer les Pns sur une ligne de crédit (en passant par la BADC) en prenant 75% du montant déjà diminué, on arrive à 3 500 milliards CFA et partagé sur 2 ans :

1985..... 1,6 milliards CFA

1986..... 1,7 milliards CFA

5.1.5.10. Interventions par les pouvoirs publics

Le tableau suivant donne une image sur l'importance sur la création d'un Service Etudes et Réalisations.

LISTE DES ETUDES A PREPARER

NOMBRE D'INTERVENTION EN 1985/86

SECTEUR	! ET. FAIS.	! DOS. BANC.	! ET. MAR.	! DIVERS (INTERVENT.)
INDUSTRIE DU BOIS	! 7	! 7	! 1	! 1
INDUSTRIE ALIMENTAIRE	! 17	! 7	! 4	! 3
IND. MEC./CONSTR. NET.	! 2	! 4	! 1	! 3
IND. MATER. CONSTR.	! 3	! -	! -	! 1
TRAVAUX BATIMENT	! -	! -	! -	! 1
INDUSTRIE CHIMIQUE	! 7	! 1	! -	! -
ENTR. AGRO. PASTORAL	! 5	! 12	! -	! 1
HOTELLERIE	! 3	! 7	! -	! 1
DIVERS (INCA)	! 3	! 7	! -	! -
TOTAL	! 47	! 45	! 6	! 11

ET. FAIS. = Etude de faisabilité

DOS. BANC. = Dossier bancaire

ET. MAR. = Etude de marché

INCA = industrie non classée ailleurs.

Les interventions totalisées pour les prochaines deux années sont de 109 d'où :

- 47 études de faisabilité
- 45 dossiers bancables (pour présentation de financement)
- 6 études de marché (partiellement inclu dans le chapitre Evaluation des Etudes sectorielles)
- 11 Interventions diverses.

La moyenne annuelle est d'environ 50 Etudes.

5.1.6. Difficultés dans les entreprises PhE

Les difficultés rencontrées dans les entreprises PhE et fortement exprimées par les entrepreneurs sont en bref les suivantes :

- *Problèmes douaniers. Obtention difficile du taux réduit en importation des nouvelles machines et pièces détachées pour les installations existantes, dans des entreprises qui au début ont eu l'agrément du Code d'investissement.*
- *Pour l'importation des pièces détachées au taux des droits d'entrée normal, on suggère une licence globale annuelle pour éviter les multiples démarches chaque fois qu'on a besoin de commander une pièce de rechange.*
- *Dans le cadre des entrepreneurs de bâtiment congolais on a constaté le manque d'assistance par le Pouvoirs publics pour l'obtention de marchés publics. Anarchie dans l'attribution de marché.*
Les entrepreneurs suggèrent que le ministère des PhE, qui défend les intérêts de ce secteur, participera au dépouillement officiel des marchés publics.
La même plainte par les entreprises de construction métalliques et les carrières (matériaux de construction)
- *La fabrique de peinture congolaise a des difficultés énormes pour écouler ses produits, néanmoins qu'il s'agit de la même qualité et moins cher que les produits importés ou fabriqués par une entreprise étrangère. Demande de protection pour la production locale.*
- *Dans tous les arrondissements de Brazzaville les entreprises ont des graves difficultés et des problèmes techniques dans les domaines de l'alimentation en eau et en courant électrique (manque d'eau, coupures de courant)*
- *Les boulangeries de la Région du Nord ont des problèmes d'approvisionnement en farine. Les prix de la farine à rapport à Brazzaville sont de 65 % plus chers, qui conduit à un prix pour le pain inacceptable pour la population rurale.*

-Pour l'installation d'une ycourterie moderne (bâtiment déjà construit) le promoteur a demandé l'autorisation d'importation de lait en poudre auprès du ministère de l'Agriculture et l'agrément pour l'équipement mais l'affaire est reportée depuis plusieurs mois à cause du projet d'Etat qui ne pourrait jamais satisfaire le marché de Brazzaville.

-La majorité de toutes les entreprises PnE ont réclamé :

- . Facilité pour crédit équipement
- . Assistance technique
- . Assistance de gestion
- . Encadrement et contrôle
- . Plus de confiance aux entreprises PnE congolaises

-Toutes les imprimeries recensées ont des problèmes de marché, vu que plus que 50 % de marché papier et imprimerie est passé à des entreprises à l'étranger (marché frauduleux avec le Zaïre et marché avec la France pour les grandes entreprises françaises installées en R.P.C.) - voir aussi les explications dans le chapitre qui suit (études sectorielles). Ce système de marché porte à une instabilité des imprimeries locales.

-Les promoteurs du secteur projet agro-postoral n'ont aucune assistance technique pour préparer un document bancable. Aussi les quelques unités privées d'élevage ne sont pas encadrées. Pas de crédits agricoles.

-Une des principales difficultés constitue le recouvrement des créances. Les sociétés d'Etat et l'Administration ne payent qu'à 90 jours voire 100 jours sinon plus. Cet état de fait met en difficulté les PnE sur le plan de la trésorerie.

-Dans les services BTP (plomberie, électricité, étanchéité etc..) il commence d'avoir des difficultés de marchés en raison de la concurrence des entreprises de passage et des entreprises agréées anarchiquement.

-Généralement les petites entreprises ne disposent d'aucun Fonds de roulement, ce qui relève de nouveau le manque d'encadrement

- Manque de grand équipement dans les entreprises BTF congolaises.
Pour soumissionner de grands marchés, elles suggèrent une association de travail pour aboutir à un équipement adéquat aux sociétés étrangères.
- Les fabricants des meubles (menuiseries modernes) seraient en mesure de produire des meubles à bon marché pour les fonctionnaires d'État à condition d'un Code pour les fonctionnaires prévoyant la paye par leur salaire en retenue de délégation en rates mensuelles.
- Les frais de fabrication de pain sont en augmentation continue, mais le prix du produit fini fixé par l'État ne trouve pas une homologation. Bientôt ces unités seront en difficultés de rentabilité.
- Plusieurs unités PME trouvent que les fournisseurs d'équipement ne s'en occupent plus, dès que le matériel est livré. Pas de service après vente.

5.1. 7. Niveau de mécanisation

D'après les visites effectuées dans des entreprises industrielles de la taille PME dans les différentes villes et régions, nous avons constaté que le niveau de mécanisation est très variable et qu'il dépend du secteur industriel. Nous présenterons la situation actuelle par secteur :

Industrie du Bois :

Dans l'industrie du bois il faut différencier les menuiseries, scieries et exploitations forestières. Toutes les menuiseries sont normalement équipées d'une machine combinée (5 à 7 opérations) et quelques unes disposent d'une scie à ruban.

Une modernisation et/ou une spécialisation dans cette branche demandera l'utilisation d'un équipement spécial comme ténoneuse, affuteuse, machine pour persiennes, machine pour boutons ronds, machine filières, ponceuse et autres.

L'introduction d'un tel équipement pourra ouvrir entre autre aussi des aspects d'exportation en meubles modernes.

Les scieries visitées disposent (sauf deux unités) d'un matériel vétuste et le niveau de mécanisation est très bas. Les derniers investissements datent de 30 ans et plus que ça. Vu la pénurie en planches partout, un renouvellement du matériel et surtout l'implantation des nouvelles unités dans la région du Nord, sera indispensable.

Concernant les exploitations forestières, on trouve les mêmes problèmes comme dans la branche scieries.

Un matériel trop usé, plutôt inutilisable et un entretien trop coûteux sur le point de pièces de rechange.

L'exploitation forestière, étant la base de l'industrie du bois, passera en priorité au rang des entreprises à promouvoir.

Industrie alimentaire

L'industrie alimentaire en R.F.C. est déterminée principalement par :

- les boulangeries, yaourteries, pâtisseries, fabrication des confitures et fabrication de glace hydrique.

...

Ces unités, la majorité créées après 1980, disposent d'une mécanisation tout à fait moderne et complète. Ici, il s'agit de veiller que les entreprises alimentaires s'engagent d'une propreté plus soignée et qu'elles puissent suivre les performances d'hygiène exigé par un produit d'alimentation humaine.

Dans l'avenir, la branche industrie alimentaire, sera obligée, de repenser à un conditionnement acceptable des produits à fabriquer.

Industrie mécanique et construction métallique

Dans le domaine de cette branche, le niveau de mécanisation laisse beaucoup à désirer.

Sauf quelques unités des expatriés, les entreprises congolaises travaillent avec un équipement très rudimentaire et les travaux effectués ou les produits fabriqués ne peuvent pas concurrencier la marchandise importée.

Une orientation vers une technique plus adoptée sera à souhaiter.

Industrie de matériaux de construction

Le secteur qui est resté plus que artisanal ne dispose d'aucune mécanisation.

Dans les nouveaux projets identifiés pour la production de matériaux de construction, nous avons prévu la mécanisation des carrières, la production moderne des carreaux et une briqueterie.

Il faut équilibrer cette négligence de cette branche le plus tôt possible.

Industrie chimique

Le niveau de mécanisation correspond tout à fait aux normes modernes de production.

Travaux bâtiments (BTP)

Pour déterminer le niveau de mécanisation, il faut différencier les entreprises purement congolaises de celles des expatriés.

Ces entreprises congolaises ne disposent d'aucune mécanisation pour la construction des bâtiments ou génie civil. Comme équipement on trouve quelquefois les bétonnières et des camions. À ce stade, la mécanisation s'arrête.

Très différents de ces entreprises, c'est l'équipement dans le BTP des entrepreneurs expatriés, qui sont bien équipés et qui peuvent réaliser les plus grands oeuvres en construction.

Il est donc nécessaire que le groupement des entrepreneurs congolais s'associe en système de mécanisation pour éviter des investissements incalculables des petites et moyennes entreprises BTP.

Entreprise agro-pastorale

Ces entreprises sont en création et une semi-mécanisation est à envisager, pour pouvoir produire rentable.

La promotion de ce secteur qui est en priorité de priorité devra introduire un système d'encadrement pour la mécanisation agricole.

Diverses branches

Les imprimeries sont bien équipées.

Les entrepreneurs de confection de vêtements nécessitent une modernisation d'équipement.

2.2. Systeme d'informatisation

Nous proposons d'introduire une fiche de synthèse qui devra faire ressortir les données principales en informations générales et situation financière des PnE.

La fiche sera la suivante :

FICHE DE SYNTHESE ENTREPRISE PNE (N°.....)

NOM ET RAISON SOCIALE

ADRESSE/SIEGE SOCIAL/DATE DE CREATION/TELEPHONE/B.P.

FORME JURIDIQUE

REGISTRE DU COMMERCE

REPARTITION DU CAPITAL

ACTIVITE PRINCIPALE/SECONDAIRE

RELATIONS PUBLIQUES

	AN DE RECENSEMENT	1986	1987	1988
CHIFFRES D'AFFAIRES	!	!	!	!
EFFECTIF (EMPLOIS PERMANENTS)	!	!	!	!
INVESTISSEMENTS	!	!	!	!
CAPITAL PROPRE	!	!	!	!
EMPRUNTS	!	!	!	!
CAPACITE DE PRODUCTION				

OBSERVATIONS ET INTERVENTIONS :

ETAT D'EQUIPEMENT

TECHNOLOGIE APPLIQUEE

FORMATION

DIVERS.

Dès que le fichier national des P.M.E. établi on devra suivre chaque année de le tenir à jour, c'est-à-dire, chaque année on enverra aux entreprises recensées une fiche de suivi, du contenu suivant :

FICHE DE SUIVI POUR L'ANNEE

NOM DE L'ENTREPRISE :
 CHIFFRE D'AFFAIRES :
 NOMBRE D'EMPLOIS :
 NOUVEAUX INVESTISSEMENTS :
 SITUATION FINANCIERE :

-Capital propre
 -Emprunts

INDICATIONS SUR CAPACITE DE
 PRODUCTION DE NOUVELLE ACTIVITE :

.....LE19.....

.....

SIGNATURE

5.3. DEFINITION DU SECTEUR PRIORITAIRE

=====

Il a été enregistré au niveau de la mission près de 135 fiches d'intention parmi lesquelles on note 3 dossiers de demande de crédit.

Les fiches ont été classées par secteur d'activité ; nous avons uniquement par souci de clarté distingué huit secteurs

- 1/ secteur alimentaire
- 2/ secteur agro pastoral
- 3/ secteur industrie bois
- 4/ secteur industrie mécanique et outillage métallique
- 5/ secteur bâtiment, Travaux publics et matériaux de construction
- 6/ secteur chimique
- 7/ secteur hôtellerie
- 8/ secteur Service , minier et divers

Cette sélection nous a conduit à baser l'essentiel de nos interventions pour cette année sur la connaissance systématique des marchés représentés par les différents secteurs ; ceci pour nous permettre d'orienter plus précisément ou même de corriger éventuellement certaines initiatives peu réalistes.

Loin de vouloir marginaliser d'autres secteurs, il nous est apparu toutefois utile de privilégier d'abord ceux qui répondaient directement ou indirectement à l'objectif d'autosuffisance alimentaire notamment les secteurs alimentaires et agro pastoral.

Le secteur alimentaire, d'après notre classification repose encore largement comme on peut le constater sur un produit de substitution qui est le pain - Les boulangeries sont malheureusement grosses consommatrices de farine matière première d'importation avec également des technologies qui produisent très peu de valeur ajoutée.

L'idéal en effet serait de promouvoir en priorité tous les secteurs à base de matières premières locales comme, l'agro pastorale, le bois, le bâtiment, travaux public et matériaux de construction, et le secteur chimique avec des projets comme les savonneries. Pour tous ces projets notre démarche sera la suivante,

- Etude de marché systématique, complète ou sommaire selon les cas ; mais il nous est indispensable d'être sur le terrain pour une meilleure prise en compte du milieu. .
- Elaboration de projets types par secteur adaptable à chaque promoteur en fonction des réalités locales.

19 PROJETS DU SECTEUR INDUSTRIE BOIS

N°	PROMOTEUR	NATURE	CAPACITE	OBSERVATIONS	1985
8	ETS BOUNDJI P/NOIRE	Extension menuiserie	non déter- minée		
9	COFIBOIS- P/NOIRE BP. 99	Restructu- ration scie- rie et re- nouvel ex- ploit forêt	500 m3/gru mes/mois de plus	Pourrait bénéficier du crédit forestier - dans le cas con- traire solliciter d'autres sources de financement	
17	ETS NDE CELESTIN LOUBONO BP88	Extension menuiserie	non déter- minée	Le marché est potentiel - nécessite montage d'un dossier bancable	
25	COOPERATIVE MENUISIERS MADINGOU BP. 14	Scierie me- bile	6 m3/j	Dossier à prendre en charge pour étude faisabilité sollicite fonds de garantie et de participation	Priorité
26	AUBEVILLE MADINGOU BP. 7	Restructu- ration scierie	400 m3/mois	Nécessite la révision de l'étude	Priorité
46	ETS SOKI	Extension atelier de fabr. meubles	non déter- minée	Nécessite étude de marché - dossier à prendre en charge en 1986	
45	KOSSO J 62 NABENBE BRAZSAVILLE	Extension menuis. ins- tallation petite scierie		Nécessite étude de marché - dossier à prendre en charge en 1986	
48	NAMPOUYA ERENET VILLAGE NOSENDE GAMBONA	Scierie mobile	non déter- minée	Marché potentiel - nécessite montage d'un dossier bancable	Priorité

50	STS YAYA BP. 194 BRAZZAVILLE	Menuiserie	non déterminée	Sollicite un encadrement et une formation	
63	ETS MAJOCA	Restructuration menuiserie	non déterminée	Sollicite un encadrement commercial	
78	MOUYOKOLO ALPHONSE BP. 5378 B/V	Sculpture en bois	non déterminée	Le promoteur possède 2 ateliers en parfait état de fonctionnement projet à prendre en charge en parallèle avec le développement du tourisme au Congo 1986	
82	CONGO-BATIMENT BP. 849 BRAZZAVILLE	Scierie	50 m ³ /j	Dossier à prendre en charge immédiatement - marché de planches potentiel	Priorité
95	SIMOUO OLIVIER BP. 157 LOUBOMO	Exploit. forestière scierie	1.500 m ³ /mois 8.400 m ³ /au sciage	Fiches techniques disponible - Etude de faisabilité en cours recherche de partenaires	Priorité
109	ELANGA J.M OWANDO	Extension menuiserie	non déterminée	Dossier à prendre en charge en 1986 après étude de marché	
110	COPO OWANDO BP. 85	Menuiserie moderne	non déterminée	Dossier à prendre en charge en 1986 après étude de marché	
113	ETS TCHAPI P/NOIRE BP. 247	Menuiserie indust.	non déterminée	Dossier à prendre en charge en 1986 - sollicite fonds de roulement	
118	NGOMA JOSEPH LOUBOMO	Extension scierie		Dossier à prendre en charge en 1986 - sollicite bénéfice d'un crédit fournisseur et du fonds de garantie	
		2 ^e ligne transformation			
119	ONDENDE F 146 PANGALA BRAZZAVILLE	Modernisation menuiserie	non déterminée	Dossier à prendre en charge en 1986 - sollicite bénéfice fonds de garantie et de participation	
115	ENTREPRISE BOPAKA BP. 5187 B/V	Menuiserie indust.	non déterminée	Le promoteur doit nous adresser son dossier pour l'intervention qu'il sollicite auprès de la BNDU	

N°	PROMOTEUR	NATURE	CAPACITE	OBSERVATIONS	1985
2	ETS D. BACH P/NOIRE BP. 1212	Charcuterie Semi-indust	200 kg/j	Assurer au préalable le marché local de viande l'étude de faisabilité peut dans ce cas être programmé pour 1986	
4	ETS NKOUKA P/NOIRE BP. 880	Biscuiterie indust.	500 kg/j	Nécessite une étude de marché préalable pour en déterminer l'opportunité - programmer pour 1986	
5	ETS NKOUKA	Limonaderie	Conditionnement 1000 bt/h	Le marché semble largement satisfait par les brasseries existantes - nécessite une étude de marché pour 1986	
12	GECALIM P/NOIRE BP. 2051	Fabrication de confiture	300 kg/j	Projet valable - Installations et documents de base disponibles - Requiert cependant une étude supplémentaire pour lui permettre d'accéder à un crédit pour le conditionnement	Priorité
29	ETS NSIKA LOUTETE BP. 74	Conservation et commercial. fruits	non déterminée	Projet très intéressant et valable pour le stockage des fruits de la région - nécessite une étude de marché	Priorité
36	EUROPAFRIC BRAZZAVILLE BP. 330	Production de poisson salé	non déterminée	Projet intéressant. Attendons la documentation relative à ce type de projet - Programmer l'étude pour 1986	
49	ETS LOUZALA BRAZZAVILLE BP. 2251	Projet d'ex pâtisserie indust.	non déterminée	La production existante semble correspondre au seuil minimum de rentabilité - nécessite une étude de marché à programmer pour 1986	
53	ETS INGEBAT 3 PAUL KAM- BA B/VILLE	Dépot produits vivriers à MAKOUA	non déterminée	Nécessite une étude de faisabilité pour 1986 idée louable	
59	ENT. AWOUBA BP. 1984 BRAZZAVILLE	Projet d'ex tension pa- tisserie	non déterminée	Recherche de financement et d'encadrement	
70	SAINEX BP. 1575 BRAZZAVILLE	Fabrication glace hy- drique	400 kg/j	Nécessite étude de marché sa factibilité dépend plutôt de l'arrondissement où on se trouve	
76	EBVAF BP. 434 BRAZZAVILLE	Fabrication glace hy- drique	400 kg/j	Nécessite une étude de marché sa factibilité dépendra largement de l'arrondissement où on est placé	Priorité

102	NIANGU OYO	Centre ali- ment OWANDO ONGOGNI OLLOMBO	non déter- minée	nécessite une étude de faisabilité à programmer pour 1986	
107	MBOUALE MONIQUE OWANDO	Pâtisserie yaourterie	non déter- minée	Nécessite une étude de marché	Priorité
111	CEXINEO 10 JEAN BART B/CONGO B/V	Yaourterie Reconst. lait	10.000 pots/an 5.000 l/j	Installation disponible - Marché potentiel - mais étude de faisabilité à reviser nécessite intervention auprès Ministère Agricult. pour obtenir les autorisations nécessaires Ce promoteur est propriétaire d'une boulangerie	Priorité
121	DETHISSAM- BOU P/NOIRE	Reconstitu- tion de lait	non déter- minée	Les importations de lait sont mieux assurées à P/Noire qu'à B/ville - nécessite une étude de marché pour 1986	
123	SAFIMEX BOUANGA B M/gali B/V	Importation de congelés	500 T/an	Marché potentiel - nécessite une étude de faisabilité	Priorité
77	EBVAF BP. 434 BRAZZAVILLE	Rénovation huilerie Di venié et plantation	non déter- minée	Ce projet requiert un investissement important qui nécessite une étude complète à savoir étude de marché, étude des installations existantes - choix de la technologie appropriée Réalizable 1986	
113	COVINEX BP. 186 BRAZZAVILLE	Renouvelle- ment chaîne de mise en bouteille	10.000 hl	Première ligne déjà vétuste - Étude disponible pour investissement 2 ^e ligne Révision de cette étude indispensable sollicite fonds de participation - Etude réalisable 1986	
131	SOGADEC P/NOIRE BP. 1634	Production poisson sale	100 T/an	Sollicite garantie et agrément	
130		Transfor- mation et conservation des produits agricoles	non déter- minée	Nécessite une étude de marché ; encore faut-il connaître le produit à conserver - sollicite garantie et agrément	

N°	PROMOTEUR	NATURE	CAPACITE	OBSERVATIONS	1985
1	ETS D-BATCHI P/NOIRE BP. 1212	Boulangerie industrielle à LOUDIMA	1 T/j	Nécessite une étude de marché afin de préparer un projet de boulangeries pour la localité - sollicite fonds de garantie	Priorité
3	ETS NKOUKA P/NOIRE BP. 880	Boulangerie industrielle	5 T/j	Etude de marché préalable pour un projet de boulangerie de la ville - sollicite agrément et avantages fiscaux	Priorité
7	MANATA AUB. P/NOIRE BP. 201	Boulangerie industrielle	1,5 T/j	Etude de marché préalable pour un projet de boulangerie de la ville le dossier requiert un complément d'information	
14	ENT. MOMBO GEORGES LOUBOMO BP. 46	Boulangerie industrielle	3 T/j	Etude de marché préalable pour un projet de boulangerie de la ville	Priorité
10	ABICOU PAS- CAL LOUBOMO BP. 182	Boulangerie moderne	1,5 T/j	Etude de marché préalable pour un projet de boulangerie de la ville	Priorité
11	FAVELEG LOUBOMO	Boulangerie moderne	1,5 T/j	Etude sectorielle de consommation de pain pour mise en place d'un projet de boulangerie	
27	ETS NSIKA ET FILS LOUTETE BP. 74	Transfert boulang. de Loutété à B/ville	1,5 T/j	Etude sectorielle de consommation de pains pour mise en place d'un projet de boulangerie - sollicite assistance au transfert	
28	ETS NSIKA ET FILS LOUTETE BP. 74	Boulangerie moderne	0,5 T/j	Etude sectorielle de consommation de pain pour mise en place d'un projet de boulangerie - sollicite montage d'un dossier bancable	Priorité
33	MME LOEMBET (MEMBI) 2, RUE MOUS SAKANDA STADE DE LA REVOLUTION	Boulangerie industrielle MFILOU	1,5 T/j	Etude sectorielle de la consommation de pain pour mise en place d'un projet de boulangerie -	Priorité
72	DIENANDIE R. 12 RUE BEAU MARCHAIS 77100 MEAUX FRANCE	Boulangerie industrielle Région du Nord Ouesso ou Makoua	1 T/j	Inventaire préalable des potentialités des Centres de Makoua et Ouesso pour en déterminer l'implantation	

84	BOULANGERIE BRAZZAVILLOI SE BP. 2393 BRAZZAVILLE	Extension Boulangerie 3 ^e ligne de fabrication	700 T/an	Etude sectorielle de la consommation de pain pour déterminer l'opportunité d'une 3 ^e ligne	
87	OSSOUA GAS- TON BOUNDJI Chateau d'eau	Boulangerie moderne	1 T/j	Etude sectorielle de la consommation de pain pour mise en place d'un projet d'association de boulangers - sollicite bénéfice fonds de garantie et de participation	Priorité
100	ASSOCIATION BOULANGERS DJAMBALA	Boulangerie industriel- le	1 T/j	Etude sectorielle de la consommation de pain pour mise en place d'un projet d'association de boulangers - sollicite bénéfice fonds de garantie et de participation	Priorité
101	BOULANGERIE NIANGA OYO	Boulangerie industriel-	1 T/j	Etude sectorielle de la consommation de pain pour mise en place d'un projet d'association de boulangers	Priorité
105	MABIROU JI 119 RUE MOLL BRASSAVILLE	Boulangerie industriel- MPILA	1,5 T/j	Etude sectorielle de la consommation de pain pour mise en place d'un projet de boulangeries - sollicite bénéfice du fonds de participation	Priorité
106	GANONGO AN- TOINETTE GAMBOMA	Boulangerie industriel le	1 T/j	Projet hors mesure - doit être ramené à des proportions plus raisonnables - nécessite étude de marché - sollicite bénéfice fonds de participation	Priorité
108	ANDESSA J ASSOCIATION DES ROULAN- GERS OWANDO	Boulangerie industriel- le	1 T/j	Etude sectorielle de la consommation de pain pour mise en place d'un projet d'association de boulangers - sollicite bénéfice fonds de participation et de garantie	

1985

N°	PROMOTEUR	NATURE	CAPACITE	OBSERVATIONS
30	MALANDA B LOUTETE BP. 6	Extension atelier construction métallique	non déterminé	Nécessite une étude d'opportunité - Projet à prendre en charge 1986
37	EUROPAFRIC BP. 330 BRAZZAVILLE	Tolerie	non déterminé	Nécessite une petite étude de marché qui peut être programmée en 1986
43	ENT. MALGA 1932, RUE KOUA P/15 ans	Tolerie	non déterminé	Il y a eu prolifération de toleries ces dernières années - La liste de ceux déjà agréés à l'ARC en dit long - Nécessite de programmer une étude d'opportunité en 1986
44	CARROSSERIE TANGUILA 69, RUE MOL B/CONGO	Extension tolerie	non déterminé	Idem
51	SOUAMOUNOU 156 BOUZALA BRAZZAVILLE	Déplacement	non déterminé	Idem
65	ETS GOUTHIER BP. 205 B/V	Assemblage de gazogènes	20 unités/ an	Etude disponible - sollicite l'agrément
66	ETS GOUTHIER BP. 205 B/V	Fabrication des pompes manuelles	non déterminé	Dossier en étude à l'OCDI
75	EBVAP BP. 434 BRAZZAVILLE	Fabrication des	non déterminé	Marché potentiel - nécessite une étude de faisabilité valeur ajoutée très faible
124	GUY BANACK INTERNATIONAL BP. 5019 BRAZZAVILLE	Montage de réfrigérateurs et congélateurs	500/mois 100/mois	Projet largement tributaire de matières premières importées difficile d'imaginer dans ces conditions des prix défiant toute concurrence même s'il se lance dans des modèles réduits le pouvoir d'achat est encore trop faible pour garantir l'écoulement de la production - les réfrigérateurs à pétrole seraient l'idéal mais ils coûtent encore plus cher
134	ETS BOKOLE BP. 5039 BRAZZAVILLE	Extension atelier de construction métallique	non déterminé	Nécessite une étude d'opportunité - dossier à prendre en charge en 1986 - sollicite montage d'un dossier bancable

6 PROJETS DU SECTEUR BATIMENT, TRAVAUX PUBLICS ET MATERIAUX DE CONSTRUCTION

N°	PROMOTEUR	NATURE	CAPACITE	OBSERVATIONS	1985
38	BCE BP. 2520 BRAZZAVILLE	Briquetterie industriel-	15000 T/an	Aucune briquetterie dans le pays - Ce projet demande cepen- dant à être révisé afin de lui proposer un équipement en rap- port avec une technologie pouvant utiliser les déchets de P/N;	Priorité
56	ETS YAYA BP. 494 BRAZZAVILLE	Construction immeuble de rapport	non déter- miné	Projet à long terme - Recherche des partenaires étrangers	
60	SOCIETE DES CARRIERES DU CONGO KANOUKOU- NOU BP. 4078 BRAZZAVILLE	Extension exploitation carrières	non déter- miné	Le promoteur a bénéficié d'un prêt qu'il rembourse diffici- lement - sollicite étude de marché dossier à prendre en charge en 1986	
61	GANDOU J.F BP. 402 BRAZZAVILLE	Mécanisation de la car- rière	40 T/h de gravier broyé	Possède une carrière - nécessité de mécanisation pour satis- faire un marché qui lui est acquis - Etude de faisabilité sollicitée	Priorité
116	ENTREPRISE MOUSSOUNDI JOSEPH	Transforma- tion de mar- bre	non déter- miné	Projet intéressant - permettant de réduire l'importation des carreaux en céramique - nécessite une étude de faisabilité	Priorité
128	SORECCI MBINDIKISSA MARCEL	Extension carrière	600 m ³ /mois	Le promoteur a un marché avec l'ATC - mais travaille entière- ment à la main - sollicite montage d'un dossier bancable pour se mécaniser	Priorité

7 PROJETS DU SECTEUR CHIMIQUE

N°	PROMOTEUR	NATURE	CAPACITE	OBSERVATIONS	1985
11	SATRANS RF. 22C P/NOIRE	Production de sel de mer	non déter- miné	Le dossier requiert un complément d'information sollicité auprès de l'ONUDI	
15	MOMBO GEOR. BP. 46 LOUBOMG	Fabrication de bougies	4000 U/j	Nécessite une petite étude de marché qui pourrait être programmée en 1986	
35	EUROPAFRIC BP. 550 BRAZZAVILLE	Fabrication d'allumettes	2000 btês/ heure	S'assurer avant tout du projet de relance par l'état de l'unité allumettière de Betou	
50	ETS LOUZALA BP. 2251 BRAZZAVILLE	Tannerie	non déter- miné	Nécessite une étude de la disponibilité des peaux Le projet est intéressant au point de vue de la valeur ajoutée - Etude à programmer pour 1986	
74	FPC BP. 5130 BRAZZAVILLE	Extension fabrique de peinture	non déter- miné	Nécessite une étude sommaire de faisabilité intervention possible pour limiter les importations et dans le domaine du marketing	
79	IPA	Fabrique des produits en plastiques	3000 à 5000 pots en plastique	Le promoteur qui fait la marque MIC semble bien installé sur le marché - Toutefois il aurait des difficultés d'appro- visionnement en pots	
83	SAVONNERIE MAMBOUANA BP. 2393 BRAZZAVILLE	Extension Savonnerie	3 T/j savon ménage	La savonnerie est installé sur la route de Kinkala - Le pro- moteur est sûr de son marché et cherche à se mécaniser - sollicite la documentation pour l'équipement nécessaire nécessite une petite étude de faisabilité	Priorité

N°	CARTE	NATURE PROJET	CAPACITE	OBSERVATIONS	1985
24	MOUNGOU B BOUDIMA	Elevage bo- vin	300 têtes	Installations disponibles seul problème : absence étude de marché en vue montage dossier bancable	Priorité
39	B. C. E BRAZZAVILLE	100 ha ma- nioc café élevage mou- ton	non détermi- née	nécessite une étude sommaire de marché en vue montage dos- sier bancable	Priorité
40	INDREDET BRAZZAVILLE	10 ha élevage mou- ton	non détermi- née	nécessite une étude de marché en vue montage dossier bancable	Priorité
42	BOUNBA P.	5 ha pro- duits frui- tiers avicul- ture	non détermi- née	montage dossier bancable	
114	ETS. BOPAKA BRAZZAVILLE	Elevage mou- ton	500 têtes	montage dossier bancable	Priorité
71	E. C. NOUNOU BRAZZAVILLE	145 ha plantation café	127 T café 12T viande de porc	Etude technique disponible. Nécessite une étude finan. pour sa mécanisation	Priorité
85	ETS. CONGO- LAIS DE RA VITAILLEMENT	160 ha Pro- jet d'exten- sion agr. et avicole	non détermi- née	Recherche de mécanisation, nécessite étude de faisabilité	Priorité
88	ATTIBAYEBA BOUNDJI	50 ha cultu- re mafe ma- nioc arachides	50 T mafe	Région d'élevage - nécessite un encadrement du service d'élevage et une étude de faisabilité	
90	AKOUNDA MORGO BOUNDJI	Projet d'ex- tension éle- vage bovin	passé de 7 à 100 têtes	Très bel élevage - N'exige pas gros investissements, nécessite bouvier pour garder son élevage	
91	ASSASSA J. BOUNDJI	Projet d'ex- tension éle- vage	passé de 14 à 50 têtes	nécessite un dossier bancable	
93	LEMOUELE BOUNDJI	Elevage mouton	20 bêtes	nécessite un dossier bancable	

94	OLANGAL JACQUES BOUMDJI	Culture maïs manioc et fourrage- E- levage bovin	20 têtes	nécessite un dossier bancable	Priorité
98	ETS. ESSEN- GO	Projet avi- cole	8000 pou- lets/an 150 ponduses	Ce promoteur a de ressources importantes et dispose d'un marché potentiel à Djambala - Nécessite une étude de faisabilité	
99	EBINA Danie DJAMBALA	Elevage por- cin	600 porcs	requiert une étude de marché en 1986	
103	ETS. MONGO 1000 GAMBOMA	Projet d'ex- tension - E- levage bovin	non détermi- né	Son extension est valable - Nécessite montage dossier bancable	
64	MONALLET ANTOINE LOUBETSI District de KIRANGOU	Exploitation fruitière 5 ha	non détermi- né	nécessite un dossier bancable et un encadrement technique après sa réalisation	
120	MATSOUMA JB MOUYONDZI	Elevage bo- vin région Bouenza	non détermi- née	nécessite un dossier bancable	
118	MAYORDOME Ferme Avico- le de SONGOLD P/NOIRE	Projet d'ex- tension avi- cole	12 000	nécessite le montage d'un dossier bancable pour 1985	
129	SOGADEC P/NOIRE BP. 1634	Cultures vivrières Elev. avicole	non détermi- né	Ce promoteur a des ressources sollicite garantie pour son crédit et agrément	
133	ODZOUA Mar- tin DJAMBALA	Elevage por- cin planta- tion café	24 têtes 4 ha	nécessite une étude de faisabilité	Priorité
92	GANDHA JB BOUNDJI	Elevage bovin	20 têtes	nécessite une étude de marché sollicite montage d'un dossier bancable et bénéficie fonds de participation	

12 PROJETS DU SECTEUR HOTELLERIE

1985

N°	PROMOTEUR	NATURE	CAPACITE	OBSERVATIONS
31	NDOULOU PHILOMENA NKAYI	Mini-hôtel Extension	9 chambres de plus	Dossier à prendre en charge en 1986 après étude de marché
34	DAMBA NGOLO 201 MOUKOU- KOULOU 15 ANS B/V	Hôtel	25 chambres	Dossier à prendre en charge en 1986 sollicite agrément et fonds de participation
47	ETS SOKI 553 AV. 3 MARTYRS	Hôtel restaurant	10 chambres	Dossier à prendre en charge en 1986 Etude de faisabilité
52	ETS INGEBAT 3 TER PAUL KAMBA B/V	Hôtel	10 chambres	Financement de l'hôtel déjà acquit - sollicite intervention du Ministère des Petites et Moyennes Entreprises pour obt- nir un crédit d'aménagement de l'hôtel
54	ETS DARLING 61, MASSOUKO BP. 494 B/V	Mini-hôtel	20 chambres	Projet à prendre en charge en 1986 - sollicite montage d'un dossier bancaire
62	ETS MAJOCA 1661 LOUTAS SI B/V 15 ANS	Extension Hôtel	8 chambres de plus et restaurant	Le promoteur a réalisé un investissement important Sollicite un fonds de roulement à la banque
67	POATY JP BP. 471 BRAZZAVILLE	Mini-hôtel à POTO-POTO	10 chambres	Projet à prendre en charge en 1986 en vue d'une étude de faisabilité
81	CONGO-BATI- MENT BRAZZAVILLE	Hôtel luxe	52 chambres	Projet à prendre en charge en 1986 en vue d'une étude de faisabilité
89	PELLA FERDINAND BOUNDJI	Mini-hôtel	non déter- miné	Projet à prendre en charge en 1986 pour montage de dossier bancaire
104	ETS WONGO LEON GAMBONA	Hôtel restaurant	8 chambres	Il y a déjà un hôtel à Gambona - Projet à prendre en charge en 1986 en vue d'une étude de faisabilité
125	CHAINE DES HOTELS FLM	Centre tou- ristique	10 clients/	L'expérience a montré qu'en dessous de 60 % du taux d'oc- cupation un hôtel non subventionné ne peut pas être rent- abilisé - Nécessite une étude de faisabilité à prendre en charge en 1986
132	MME MALONGA CECILE BP. 236 P/NOIRE	Restauration hébergement de plaisance	210 services/ mois	Même observation que le n° 125

21 PROJETS DU SECTEUR SERVICES, DIVERS ET MINIER

N°	PROMOTEUR	NATURE	CAPACITE	OBSERVATIONS	1985
6	STS HORIC P/NOIRE BP. 1689	Projet d'ex- tension fa- brication vêtements	non détermi- née	Le promoteur bénéficie d'une bonne réputation dans la ville de P/Noire et occupe une bonne part du marché. Nécessite de monter un dossier bancable	Priorité
19	TOSO PEINT LOUBOMO BP. 182	Extension réparation froid	non détermi- née	C'est l'unique atelier de LOUBOMO - investissement nécessaire Préparation d'un dossier bancable	Priorité
22	SATHOUB OLI LOUBOMO BP. 157	Imprimerie	non détermi- née	LOUBOMO ne possède aucune imprimerie. Nécessite une étude de faisabilité	Priorité
55	ETS DARLING BRAZZAVILLE BP. 494	Station d'es- sance sur Nationale 2	non détermi- né	Station prévue à 100 km environ de B/Ville. Bonne idée - Programmer à la fin de cette année une étude sur les capacités de vente et de consommation pour la réalisation de ce projet	
57	ETS YAYA BRAZZAVILLE BI 494	Quincaillerie	divers ar- ticles	Le promoteur est entrepreneur dans le bâtiment et TP sollicite un dossier bancable. Prendre en charge en 1986	
68	POATY JP BRAZZAVILLE BP. 471	Cartonnerie	non détermi- né	Projet intéressant - une requête a été adressée à l'ONUDI pour nous procurer la documentation appropriée ; le démarrage des études prévu pour cette année	Priorité
69	SAIMEX BRAZZAVILLE BP. 1575	4 stations de lavage automat. Voitures		Nécessite une étude de marché par rapport au prix envisagé qui est de 1.000 F..Le prix pratiqué couramment est de 500 pour ceux qui lavent manuellement.	
73	ENTREPRISE BANDOKI B/V BP. 5201	Quincaillerie	divers ar- ticles	Ce projet ne revet aucune urgence. Ce marché semble suffisamment pourvu. Projet à prendre en charge en 1986	
97	ETS CALVA 3, JULES GRE- VY B/V	Extension et modernisation atelier couture	non détermi- née	Promoteur très habile. Sollicite un dossier bancable pour achat machine à coudre électrique	Priorité
96	IMPRIMERIE ST PAUL B/V BP. 239	Extension Imprimerie	non détermi- né	Ne présente aucune urgence. Projet à prendre en charge 1986	
112	IMPRIMERIE NOUVELLE B/V BP. 514	Extension Imprimerie	non détermi-	Ne sollicite aucune intervention	

10	SATRANS P/NOIRE BP. 220	Extension service transit	non détermi née	Sollicite garantie crédit d'enlèvement et garantie crédit compte périodique - intervention réalisable en 1986	
86	HONGO LEON GAMBOIA	Pêche Continental	non détermi née	Projet en attente pour permettre à son promoteur de s'inspirer de l'expérience du projet pêche-continental de la Cuvette qui est en cours de réalisation	
122	SAFIMEX BOUANGA B MOUNGALI	Armement de pêche	1 200T/an	Projet en attente pour permettre à son promoteur d'initier le projet d'importation de congéles inscrit dans le secteur alimentaire	
80	CONGO MATI- MENT B/V BP. 849	Fabrication serviettes périodiques couches bébé	50.000.000/ an	Les maisons de commerce de la place fournissent environ 6. millions d'articles le promoteur a une office et ne possède que des prospectus - nécessite une étude de marché pour déterminer la demande - à prendre en charge en 1986	
119	COCOPA DIDIER PEMBET B/V BP. 647	Fabrication de papiers hygiéniques	non détermi née	Etude de marché national	Priorité
86	MONBO Georges LOUBOMO BP. 46	Fabrication de papiers hygiéniques	6.000.000/an rouleaux	Etude de marché national	
127	CONGO HISPAN	Fabrication de sacs de ciment	7.000.000/an unités	Il est indispensable de connaître avant tout la capacité de production de Loutete- si celle-ci est de 120.000 tonnes, le promoteur n'aurait besoin que de 2.500.000 unités environ projet à prendre en charge en 1986	
117	ENT. DES MINERAIS DU KOUILOU P/N BP. 777	Exploitation cassiterite	10 T/mois	Projet intéressant - le marché existe et le produit est d'une très bonne qualité - nécessite un dossier bancaire	Priorité
126	SIMEX BRAZZAVILLE BP. 1006	Fabrication d'enveloppes	14.000.000/ unités an	Nécessite étude de marché - projet requiert également une assistance et une formation - sollicite l'agrément au régime privilegié - dossier à prendre en charge 1986	
135	SETADIO- CONSEIL BRAZZAVILLE BP. 13109	Cabinet con seil assis tance comp table con seil juridi que et fiscal conseil gestion		Sollicite agrément et participation à la constitution du fonds de participation	

**CALENDRIER DES ACTIONS A REALISER DANS LE CADRE DU PROGRAMME D'ACTIVITES
DU MINISTERE DES PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES POUR L'ANNEE 1985.**

Nature des Opérations	M	A	M	J	J	A	S	O	N	D
Secteur Alimentaire	33,15,20 84,21,1, 105,28,27,	-	106, 101,108 100,87,	12,	107,111,	3,7,			29,76,	123
Secteur Agro-pastoral	-	90,91,93 94,88	71,85,	40,42 64		114,24	120 118	98,99 103		
Secteur Industrie Bois	-	-	-	95	29,26 25,		48 82			
Secteur BTP et mater Construction	-	-	-		116	128			38	61
Secteur Services et Divers	-	119 117	-	6,97			19,22,			68
Secteur Chimique	-	-	-	-	-	-	-	-	-	83
TOTAL	9	7	7	7	7	4	6	3	3	4

5.4. EVALUATION DES ETUDES SECTORIELLES

Les études sectorielles préparées en République Populaire du Congo concernant l'industrie et spécialement le domaine des PNE sont les suivantes :

- CSHAGES -Etude de marché des produits d'imprimerie en R.P.C.
(préparée pour le ministère de l'Information) 1982
- C.D.I. -Etude sur certains matériaux de construction en R.F.C. 1983
-Etude de marché sur les biscuits en R.P.C. 1983
-Etude sur les unités de production artisanales :
Travail des métaux en R.P.C. 1983
-Etude sur les unités de production artisanale :
Mécanique générale en R.F.C. 1983
-Etude de marché sur les pâtes alimentaire en RPC 1983

Au sein du ministère du Plan et du ministère de l'Industrie aucune étude sectorielle du domaine PNE préparée.

5.4.1. Etude de marché des produits d'Imprimerie

Une très bonne étude de marché dans le sens de faire l'inventaire des consommateurs potentiels, mais nous devons remarquer que les perspectives indiquant que la production des imprimeries locales repr. sent. +1% de la quantité consommée par les clients recensés ne correspondent pas pour l'année 1981 ou la production était de 195 Tonnes à un prix moyen de 4,2 millions CFA avec la consommation de 7,0 milliards CFA.

La production locale n'était plus que 10% de la quantité consommée, ce qui ouvre des grandes perspectives pour des nouveaux projets d'imprimerie, à condition d'une protection contre l'importation soit officielle soit frauduleuse.

5.4.1. Étude sur certains matériaux de construction

Concernant l'étude menuiserie les remarques suivantes à faire :

- L'enquête ne donne aucune réponse de la part du client en faisant la différence entre : fonctionnaires, hommes d'affaires, expatriés, cadres moyens, employés et clients du milieu rural ou population flottante.
- quel marché des meubles est demandé : genre de meubles, qualité et performance, prix accepté.
- quels sont les besoins en construction de bois comme huisseries et fenêtres, charpente. Une enquête auprès des entreprises de bâtiment indispensable.
- quel était le taux d'utilisation de l'équipement dans les entreprises recensées, pour connaître les temps vides ou les nécessités d'un complément en outils et machines de fabrication
- Pas des indications sur la spécialisation dans le domaine de la menuiserie ; toutes les menuiseries font du tout. Une diversification en fabrication des meubles logement, bureaux, meubles école, charpenterie, produits-jouets etc... sera à poursuivre -
- Pas d'enquête sur l'association possible pour rentabiliser les petites unités en :
 - approvisionnement commun
 - achat des machines spéciales pour utilisation associée
 - création des locaux de vente associés
 - publicité en commun
- négligence totale sur l'utilisation du rotin et du bambou
- D'après l'étude, 62 % des unités recensées se plaignent d'un coût hors de bourses ou pénurie des planches. Des mesures urgentes devraient être prises en :
 - renouvellement des scieries privées (équipement moderne)
 - orientation des exploitations forestières vers une extraction de bois plus rentable -
 - stockage de bois sciés (le stock actuel étant minim.)
 - augmentation du niveau de mécanisation (actuel 34%)

Dans l'étude concernant le marché des carreaux céramiques, nous avons les remarques suivantes à faire :

- Cette étude relève seulement la situation des prix moyens de vente et la quantité importée de 1977 à 1981. Manque complet en indications sur le marché de construction pour les années à l'avenir, comme :

- le secteur public regroupant les constructions prévues sur le budget de l'Etat ainsi que les projets des offices et autres organismes publics (voir Plan quinquennal)
- le secteur privé comprenant les travaux de construction à réaliser sur financement privé (Banques, entreprises, promoteurs nouveaux projets)
- Le secteur informel - plus difficile à cerner en raison du manque d'information dont on peut disposer. Il s'agit des constructions en dur dans des petites concessions par des petits propriétaires soit pour leur usages personnels ou destinés à la location.

- En incluant les enquêtes au-dessus indiquées, on devrait ajouter dans la récapitulation générale du marché une répartition géographique par régions et une répartition qualitative (genre et modèle) des carreaux céramiques.

- La récapitulation (avec toutes les données supplémentaires) pourra définir la capacité de production en carreaux et la gamme d'articles à fabriquer.

- Avant de passer à la réalisation d'un projet des carreaux, le Ministère de l'Industrie devrait étudier la mise en place d'une politique de Service pour conserver et fidéliser la clientèle, ainsi qu'une protection totale de la production locale.

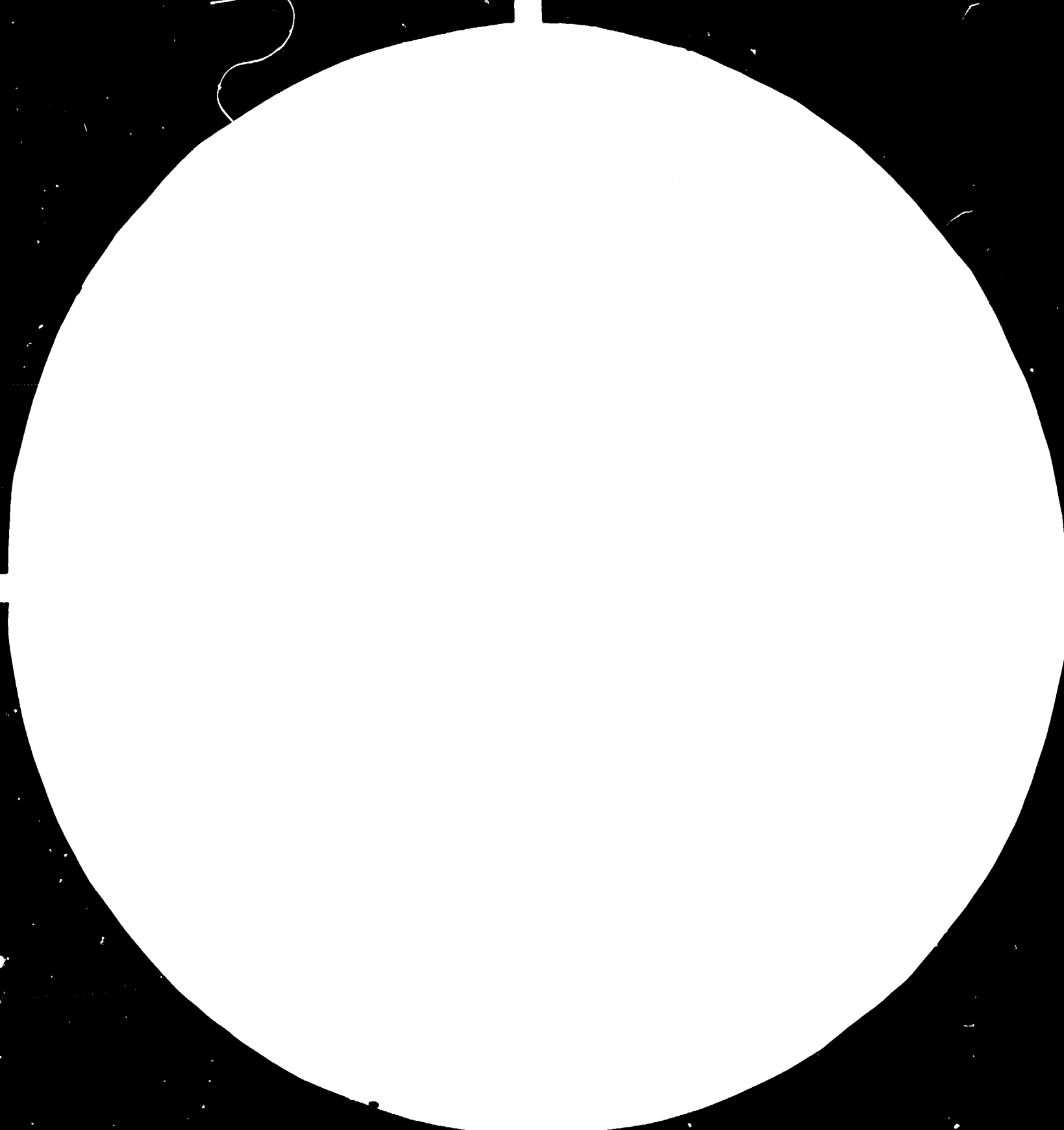
En outre, il doit desservir une politique commerciale en

- élaboration de la structure commerciale
- création d'un service de dessin et maquette
- mise en place d'un bureau de distribution national
- définition d'un plan de publicité
- choix et recrutement des hommes d'action

85.12.04

AD.87.04

11155+





36



40



MICROCOPY RESOLUTION TEST CHART

NATIONAL BUREAU OF STANDARDS
STANDARD REFERENCE MATERIAL 1010A
ANSI and ISO TEST CHART No. 2-

5.4.3. Étude de marché sur les biscuits en République Populaire du Congo

L'étude n'est pas complète en ce qui concerne l'enquête auprès du consommateur en demandant les prix acceptables des divers médias. Une diversification des prix, d'un prix minimum à un prix maximum, détermine la capacité réelle possible à écouler sur le marché local. Aucune indication sur la consommation par capita

-population totale

-population ayant un pouvoir d'achat plus élevé et par foyer.

Annuellement on devra comparer la consommation en biscuits en R.P.C. avec d'autres pays africains, essentiellement les pays de l'Afrique de l'Ouest.

5.4.4. Étude de marché sur les pâtes alimentaires en R.P.C.

Les marques à faire sont les suivantes :

- l'enquête se limite sur l'état actuel et ne donne des indications sur un marché possible à des prix diversifiés (voir définition remarques étude biscuits)
- une enquête de consommation devra toucher tous les niveaux des clients (expatriés, cadres supérieurs, cadres moyens et techniciens, ouvriers qualifiés et non qualifiés, population flottante) et doit porter sur l'acceptation d'un produit local et dans quel emballage (un produit inconnu est difficile à placer en Afrique)
- l'étude ne fait aucune différenciation entre le terme technologique :
 - pâtes courtes
 - pâtes longues

-Pas d'évaluation possible du marché pour les années à l'avenir

-D'après l'étude de marché qui se base sur les importations moyennes la consommation était de 200 tonnes par an. Contrairement et sans aucune justification les conclusions de l'étude indique l'installation d'une unité de production de 500 tonnes de pâtes alimentaires, qui semble tout à fait illusoire. On ne peut pas appliquer un taux d'accroissement de 40 % des années 1977 à 1981 et devra se contenter avec une majoration annuelle de 10 %. Dans ce contexte on arrive à une production de 300 tonnes par an.

5.4.5. Étude sur les unités de production artisanales (mécanique générale et travail des métaux)

En vue que ces études concernent le secteur artisanal, aucune remarque à faire.

5.4.6. Études sectorielles à effectuer

Pour pallier aux multiples démarches d'extension et de nouveaux projets, recensés ultérieurement (voir chapitre 5.1.), nous proposons d'effectuer très rapidement les études sectorielles suivantes :

-secteur agro-alimentaire

- . consommation en pain à Brazzaville (par arrondissement)
- . consommation en pain à Pointe-Noire
- . consommation en pain à Loubomo et région annexe
- . consommation en pain région Nord
- . consommation en charcuterie à Pointe-Noire
- . consommation en lait à Brazzaville (ainsi que d'autres produits laitiers)
- . étude sur les possibilités de création des fermes agro-pastorale (définition des marchés possibles)
- . étude sur la consommation en concentrés de tomates.

-Secteur matériaux de construction

- . étude sur le marché national en briques d'argile pleines et creuses et localisation des besoins
- . marché des blocs en ciment (briques agglomérés)
- . consommation nationale en chaux vive et chaux éteinte
- . marché du bois de construction
- . étude sur le marché des carrières (gravier, sable, granito, marbre etc..) avec localisation des besoins.

-Secteur transformation-Bois

- . situation générale dans l'exploitation forestière et les besoins de restructuration principalement orienté vers le secteur privé.
- . nécessités d'orientation dans les unités de transformation de bois (scieries et scieries mobiles)

-Secteurs divers

- . étude sur la consommation en papier hygiénique, couches bébé, serviette hygiénique, pansements médicaux
- . marché vêtements uniformes, vêtements pour l'hôpital et vêtements de travail.

Ces études sectorielles vont faciliter fortement à l'élaboration des études de faisabilité prévue dans le secteur du développement industriel des PND en R.F.C. et donneront la base pour toutes les interventions demandées par les promoteurs en financements bancaires.

5.5. ASSISTANCE DANS LES ENTREPRISES PME A PARTIR DE 1985

Les nouveaux projets et les extensions des entreprises déjà installées exigeront une action immédiate à partir de cette année, ainsi qu'une assistance technique et encadrement direct.

Pour pallier à ces besoins d'un développement industriel dans le secteur privé, nous suggérons que le Ministère des Petites et moyennes Entreprises puisse prendre des mesures urgentes de réalisation dans les domaines prioritaires, qui sont :

- la création d'un Centre de Promotion industrielle (soit Office ou Agence)
- la création d'un Fonds d'intervention

a) CENTRE DE PROMOTION

D'après les circonstances actuelles, un effort de soutien d'encadrement et formation est absolument nécessaire pour permettre le décollage de l'industrialisation du secteur privé. Aussi les organismes financiers ont de leur côté exprimé le désir de voir se créer un Centre qui puisse assurer de façon efficace les études de pré-investissement et l'assistance à la promotion et à la gestion des entreprises. D'après ces expériences appliquées dans des autres pays africains (Tunisie, Algérie, Sénégal, Niger, Côte d'Ivoire, Burundi, et Madagascar), nous proposons l'organisation suivante :

- Direction Générale
- Secrétariat Général
- Service Etudes, Promotions et Réalisations
- Service Encadrement des Entreprises
- Service Documentation, Information et Transfert de Technologie
- Service Formation et Perfectionnement.

Cet organisme para-étatique sera sous la tutelle du Ministère des Petites et Moyennes Entreprises et devra jouer un rôle très important dans le développement industriel du pays. En effet, c'est lui qui doit centraliser toute la documentation technologique qui sert aux études et à la sélection des projets. En étudiant les possibilités de création des unités industrielles et en rendant disponibles des études d'investissements, il doit pouvoir casser le cercle vicieux selon lequel les investissements sont insuffisants faute de bons projets pour certains, faute des promoteurs pour d'autres.

Le Centre de Promotion doit assister le promoteur non seulement dans la préparation des dossiers à présenter à la Commission d'Agrément au Code d'Investissement et aux Banques de financement, mais il doit lui fournir aussi une assistance dans l'exécution du projet et dans la gestion de l'entreprise.

Compte tenu de ces nombreuses attributions et de la pénurie d'une main d'oeuvre hautement qualifiée, l'organisme est obligé de démarrer d'abord lentement tout en s'appuyant sur une assistance extérieure et projeter elle-même une formation poussée de ses cadres suivant ses besoins.

La définition des tâches et responsabilités des différents services de l'organisme à créer est détaillée dans l'annexe III.

Depuis quelques années la BNDC a installé un Département spécialisé dans la promotion des PMI. Ce Département réalise toutes les fonctions de promotion comme recherche de projet, recherche et sélection des promoteurs, études de faisabilité ainsi qu'une assistance au choix d'équipement, mais elle n'est pas apte de maîtriser un suivi continu dans les entreprises. Il sera l'objet du Ministère PME de régionaliser les actions de la BNDC ou les possibilités du nouveau centre de promotion industrielle, ainsi que les actions à mener directement par le Ministère lui-même.

Concernant une standardisation des études de faisabilité nous proposons un plan Dossier Type (voir annexe IV). Il faut souligner l'absence totale en République Populaire du Congo d'un service de transfert de technologie, celui proposé dans l'organisation au-dessus mentionnée et rattaché à la Direction Documentation.

Les objectifs du service transfert de technologie doivent porter sur :

- évaluation et préparation d'une législation concernant les transferts de technologie, les investissements étrangers et la propriété industrielle dans des aspects économiques, commerciaux et de développement.
- mise en oeuvre des mécanismes d'évaluation, de suivi et contrôle afin d'élaborer une stratégie pour le transfert technologique.
- étude de cas en matière de négociation de contrats, acquisition effective de technologie.
- intégration des transferts technologiques dans une politique industrielle cohérente.
- un transfert dans les conditions les plus avantageuses (choix des technologies transférées et impact sur l'économie du pays).

b) FONDS D'INTERVENTION POUR LES PME

Une des contraintes au développement industriel est la faible capacité de financement intérieur. Malgré ces difficultés de résoudre ce problème à moyen terme à cause des structures économiques actuelles, il faut renforcer les mécanismes existants de financement par une meilleure allocation des ressources financières et par la création d'un fonds d'intervention pour les PME.

Une amélioration d'allocation des ressources financières peut se faire de plusieurs façons notamment par l'encouragement de certains investissements en appliquant des taux d'intérêts favorables ou bonifiés, par la constitution de fonds de garantie et de participation, par le renforcement d'institutions existantes en évitant leur profilage, par un contrôle sérieux d'utilisation des crédits, etc..

Pour accélérer la création des entreprises PNE, il est indispensable que le Ministère se chargera de donner son concours à la préparation d'un fonds d'interventions pour les PNE et de demander au début de l'opération d'industrialisation, le déblocage des fonds nécessaires.

Le fonds d'intervention pour les PNE congolaises (en abrégiation FIPNEC) devra intervenir exclusivement pour aider à la réalisation de programme d'investissements industriels PNE.

Les fonds interviennent :

-Le Fonds de Participation, a pour but de permettre aux Petites et moyennes Entreprises d'accéder au crédit bancaire réescomptable pour financer leurs programmes d'équipement. Ce fonds intervient par prise de participation dans le capital des entreprises à créer ou à développer. La participation est prise au nom du Centre de Promotion ; elle ne peut en aucun cas, être supérieur à 5% du montant total des fonds pour une affaire déterminée.

-Le fonds de garantie, apporte un aval aux demandes de prêts présentées par les entreprises congolaises et ne peut, en aucun cas, accorder un aval supérieur du montant total des fonds pour une affaire déterminée, ni dépasser cinq années.

-Le fonds de bonification, apporte une bonification aux intérêts de prêts aux bénéficiaires des entreprises congolaises et ne peut pas en aucun cas dépasser plus de 5% de bonification.

Ces trois fonds ont une gestion et une comptabilité distinctes. Leurs dotations respectives sont déterminées, sur proposition du Conseil de Gestion du Fonds, par le Conseil d'Administration du Centre de Promotion.

...

Le rôle du Centre de Promotion (Promotion encore à définir par le Ministère des PFE sera de :

- établir les critères de viabilité des projets
- transmettre les rapports à l'établissement de crédit ainsi par le demandeur
- surveiller l'utilisation des sommes provenant du Fonds
- assister le bénéficiaire de l'opération sur le plan technique et sur le plan économique.

Les ressources principales et initiales du Fonds d'intervention doivent se baser sur :

- dotations sur fonds publics
- participation et aide d'organismes internationaux
- produit des emprunts à long terme souscrits pour le compte du fonds
- dotations d'origine privée
- dividendes résultant de participation du Fonds au capital des ent. prises aidées
- intérêts et commissions liés aux avals donnés par le Fonds de Garantie
- intérêts créditeurs servis par les établissements de crédit, en contrepartie des dépôts que leur confient les Fonds.

5.6. FORMATION ET CENTRES D'APPUI TECHNIQUES (C.A.T)

Une des tâches les plus importantes d'un service de vulgarisation industrielle est la formation de son personnel. Tous les pays en voie de développement souffrent d'une pénurie aiguë de spécialistes de promotion des PME industrielle.

Cette formation peut être effectuée par :

- formation ponctuelle sur le tas (à l'entreprise)
par un service d'encadrement
- formation dans les institutions professionnelles locales
- formation dans des entreprises étrangères
- formation dans des centres d'appui techniques

La mission en cours était chargée de recenser les besoins en formation et spécialement la création des centres d'appui techniques.

5.6.1 Centres d'appui technique

La formation technique dans des centres d'appui techniques prévoit les niveaux suivants :

- Section 1. -menuiserie bois construction
-menuiserie meubles
-ébénisterie
- Section 2. -forgeron
-mécano-soudure
- Section 3. -mécanique générale
-réparation auto, mécanique et électricité
-réparation froid
-service entretien entreprises (ateliers mobiles)

Le principe de la création des centres d'appui technique et technologique a été retenu par le Plan et les travaux préparatoires au Plan ont identifié des types d'action originaux pour mettre en route un processus d'industrialisation croissante en mécanique et menuiserie bois, et en priorité l'industrialisation des zones rurales? Il s'agit de

mettre en place d'ateliers décentralisés qui serviront comme centres d'appui technique.

Dès que le centre d'appui mis en place (investissement initial, plus fonds de roulement pour un fonctionnement d'une année) Il deviendra une unité de production et services en tous besoins de la région ; l'objectif à atteindre sera l'indépendance unitaire et l'autofinancement du fonctionnement de l'unité.

Nous avons prévu d'installer 4 centres d'appui technique fixes à :

- Brazzaville
 - Région Cuvette ou Sangha
 - Région Niari-Bouenza (Loubomo)
 - Pointe-Noire
- et deux ateliers mobiles (Région Sud et région Nord)

Les investissements en ^{matériel} pour un centre d'appui sera de :

- 1) Pour un investissement de l'ordre de 3 millions de frs CFA :
Combinée 7 opérations, scie à ruban, outils de menuiserie; production de toutes sortes de meubles, charpenterie et ébénisterie -
- 2) Pour un investissement de 4 millions de frs CFA :
forge manuelle, enclume, marteaux, étau, pinces, tarauds, poste de soudure avec génératrice, compresseur, tronçonneuse, perceuse, outils forge amélioré.
Production outillage agricole à main, machine de culture, charettes, égreneurs et réparation toutes machines agricoles.
- 3) Pour un investissement de 12 millions CFA :
Poste de soudure électrique et autogène, perceuses sur colonne, perceuses à main, scie mécanique, cisailles, tronçonneuse, tarauds, tour parallèle, moyens de manutention (crics, palans) établis, jeux complets d'outillage à main
Production possible : moulin céréales, brouettes, charettes, citernes, remorques, bacs glisseurs, matériel de culture, réparation machines et engins.

Dans une phase ultérieure (2 ans après le démarrage des centres d'appui) phase II.

Il faut prévoir une extension de la section 3 en mécanisation spécialisée avec un matériel de :

-plieuse, presse hydraulique, cisaille à guillotine, presse à emboutir, fraiseuse universelle, petite fonderie, pont roulant, aleuseuse, four traitement technique

L'investissement sera de l'ordre de 25 - 30 millions CFA.

Les ateliers mobiles, camions Diesel 5 tonnes seront équipés du matériel Section 2 et seront affectés aux ateliers régionaux.

L'investissement sera de l'ordre de 15 millions CFA par unité.

TABLEAU INVESTISSEMENT MATERIEL DE PRODUCTION (CENTRES D'APPUI)

Niveau de formation	:	CFA	
Section 1	:	4 X 3 000 000	= 12 000 000
Section 2	:	4 X 4 000 000	= 16 000 000
Section 3	:	4 X 12 000 000	= 48 000 000
Extension	:	4 X 30 000 000	= 120 000 000 (phase II)
Fonds de roulement section 1 - 3	:	4 X 5 000 000	= 20 000 000
Atelier mobile	:	2 X 15 000 000	= 30 000 000
Fonds de roulement Atelier mobile	:	2 X 2 000 000	= 4 000 000
		TOTAL 250 000 000	

PHASE I Première année 130 000 000 CFA

PHASE II Troisième année 120 000 000 CFA

Les bâtiments types (ateliers types) utilisés déjà dans des autres pays africains auront un investissement de l'ordre de 30 Millions par unité (500 m² - 4 sections à 100 m², plus administration, et sanitaires, en constructions - légère préfabriquée)

INVESTISSEMENT TOTAL (PHASE I)

Bâtiment 4 X 30 millions	=	120 millions CFA
Matériel de production	=	106 millions CFA
Fonds de roulement	=	<u>24 millions CFA</u>
		250 millions CFA

Les besoins en personnel de formation et de gestion seront les suivants :

(Ressources humaines)

	: Personnel local	: Personnel en formation	: Assistance Technique
Administration et Coordination	: 3	: -	: 1 (Coordination des techniciens)
Section I	: 4 X 3 = 12	: 4 X 6 = 24	: 4 techniciens volontaires, spécialistes en menuiseries
Section II	: 4 X 5 = 20	: 4 X 5 = 20	: 4 Techniciens supérieurs, spécialistes en mécanique gl
Section III	: 4 X 6 = 24	: 4 X 6 = 24	: ()
Ateliers Mobiles	: 2 X 2 = 4	: -	: sous la supervision de la section III
TOTAL	: 63	: 68 stage de 6 mois = 136/ An	: 9

Pour financer cette opération prioritaire (Phase I) nous
sugerons comme suit :

a) Apport par le Gouvernement

-Bâtiments et fonds de roulements	144 millions CFA
-mise à disposition aux centres d'appui le personnel nécessaire, rémunéré par les recettes propres des unités	-
	<hr/> 144 millions CFA

b) Demande d'un crédit à long terme pour équipement technique

(minimum d'une durée de 10 ans)

ou FENU - Fonds d'Equipeent

Nations-Unies pour une valeur de..... 106 millions CFA

= U.\$ Dollars 225,000

c) Demande d'assistance technique dans

le domaine de transfert de techno-

logie par UNFSTT/United Nations

for sciences and Transfer of Technology

Projet sur 3 ans : (valeur en U.\$ Dollars)

9 volontaires VNU : $9 \times 14,000 \times 3 =$	378 000
Frais de déplacement Congo $6 \times 2000 \times 3 =$	36 000
Equipeent (3 voitures machines à écrire etc.)	= 24 000
Frais de fonctionnement $6 \times 4 000 \times 3 =$	72 000
Divers et imprévus	= 30 000
	<hr/>

U.\$ Dollars 530,000

H/M =

Hommes/Mots

**BESOINS EN FORMATION ET ASSISTANCE
TECHNIQUE DANS LES
PME**

E - Formation d l'étranger

L - Formation dans un
centre d'appui

NOM DE L'ENTREPRISE ET LOCALISATION	FORMATION GESTIONNAIRE H/M	FORMATION TECHNIQUE H/M	E ou L	ASSISTANCE TECHNIQUE H/M DOMAINE SPECIAL
S. D. BATCHI INTE-NOIRE B.P. 1212	1/2 B/VILLE	2/6 Ecole Boulangerie Tunis ou Abidjan	E	1/3 Spécialiste en charcuterie
S. NKOUKA INTE-NOIRE B.P. 880	1/2 B/VILLE	1/3 Ecole Biscuiterie France	E	1/6 Spécialiste en bis- couterie 1/12 spécialiste en limo- naderie
MATA AUBERGE INTE-NOIRE B.P. 201	1/2 B/VILLE	-		-
MBO PIERRE INTE-NOIRE B.P. 1477	1/2 B/VILLE	-		-
S. BOUNDJI INTE-NOIRE BP	1/2 B/VILLE	1/3 CHEF Pro- duction Menui- serie, meubles Unité Europe 4/4 Chef d'E- quipe - Ecole Profes.	E L	
MBO D'ART NOIRE B.P. 580	1/2 B/VILLE	-		-
FRANS NOIRE B.P. 220	-	2/3 Technique Transit	E	
ZALIN NOIRE B.P. 2051	1/2 B/VILLE	-		1/3 Spécialiste en fabr. confitures
S. TCHAPI ET FILS NOIRE B.P. 247	1/2 B/VILLE	1/3 Menuiserie industrielle	L	1/3 Spécialiste en menui- serie
S. M D C IBOMO B.P. 88	2/2 B/VILLE	1/6 Boiserie	E	1/3 Spécialiste Fabrication meubles
MA JOSEPH IBOMO B.P. 195	1/2 B/VILLE	1/2 Entretien 1/3 Soterie 1/2 Exp. Foras- tière	L E E	
SOPKINT IBOMO B.P. 182	1/2 B/VILLE	1/3 Spéciali- sation Froid	E	
THOUD IBOMO B.P. 157	-	-		1/6 Imprimeur
BONGOU BERNARD IDINA B.P. 7	-	1/3 Hôtellerie	L	-

COOPERATIVE MENUISERIE YADINOU B.P. 14	-	1/2 Sclerte	L	-	106
STS. NSIKA ET FILS LOUTETE B.P. 74	1/2 B/VILLE	1/3 Boulangerie	E	-	
MALANDA BERNARD LOUTETE BP.	-	1/2 Meubles métalliques	E	-	
CARROSSERIE TIDET/FILS 9/VILLE B.P. 3017	1/2 B/VILLE	1/2 Tôlerie	L		
MIE. LOUMBAT (BEMBI) 9/VILLE, 2, rue Moussakanda Quartier Stade de la Rév.	1/2 B/VILLE	-		-	
BOULANGERIE DE BACONGO 9/VILLE B.P. 2468	1/2 B/VILLE	1/3 Entretien Equip. Boulangerie	E	-	
SAMBA MOULO FIDÈLE 9/VILLE 201, rue Moukouloulou Pl. 15 ANS - BRAZZAVILLE	1/2 B/VILLE	1/2 Maçonnerie 1/2 Menuiserie 1/4 Plomberie et électricité	L L L	-	
SYNOPAPRIC 9/VILLE B.P. 330	-	1/3 Pâtisserie industrielle	E	-	
S C E 9/VILLE B.P. 2320	-	-		1/6 Assistance Metreur	
BOUMBA PROSPER 9/VILLE CASE 433 Pl. 15 ANS	-	-		1/3 Assistance Agricole et avicole	
CARROSSERIE TANGUILA 9/VILLE, 69, rue Moll	-	1/2 Tôlerie	L	-	
SAMBA BAZOLO 9/VILLE 33, rue Djoué	-	2/2 Fabrication indust. meubles	L		
ROSSO JOSEPH 9/VILLE, 62, rue Babembé	1/2 B/VILLE	1/2 Menuiserie Meubles	L	-	
STS. SOKI 9/VILLE, Av. 3 Martyres 1553	1/2 B/VILLE	1/2 Menuiserie Meubles	L		
STS. AUGUSTE NIAKASSISSA 9/VILLE B.P. 3231	1/2 B/VILLE	1/2 Méc. Gén. 2/2 Appareils de maîtrise 2/6 Boulangerie, 1 entretien Mécanique et électrique	L E	Mise en place d'un centre d'appui technique, formation en entretien réparation matériel boulanger.	
STS. LOUZALA 9/VILLE B.P. 2251	-	2/3 Ecole Boulangerie 1/2 Entretien Méc/Électricité	E L		
STS. INGEBAT 9/VILLE 3 ter rue Paul Yamba		1/6 Spécialisation en topographie	E	-	

TS. DARLING VILLE, 61, rue Massoukou P. 494 -	Encadrement	-		107
ENTREPRISE YAYA VILLE B.P. 5122	1/3 B/VILLE	1/2 Perfectionnement en Engineering	E	-
TS. BOULANGERIE DE LA PAIX VILLE B.P. 1141	1/2 B/VILLE	1/2 Mec.Gen. 1/3 Boulangerie Indust.	L E	
TS. MA-JO.CA. VILLE 561, Av. Loutass/Plat. 15ANS	1/2 B/VILLE ou P/NOIRE Gestion N68e- 3649	-		-
TS. GONTHIER VILLE B.P. 205	-	2/2 Electro-Mecanique 1/2 Spécialisation appareils gazogènes	E E	
IMPRIMERIE POATY VILLE B.P. 471	-	1/2 Perfect. en travaux d'imprimerie	E	
BOISSANTERIE DE OUEZIE VILLE B.P. 5205	-	1/6 Pâtisserie viennoise	E	
BULANGERIE DE OUEZIE VILLE B.P. 5205	1/2 B/VILLE	-		-
P.C. B/VILLE P. 3130	-	1/2 Perfect. en fabrication peinture	E	
WAP VILLE B.P. 434	-	1/2 Fabrication caissons	E	1/6 Assistance à la Manoeuvre de l'Industrie DORENIS
BULANGERIE JOSEPH VILLE B.P. 517	-	2/3 Boulangerie 2/3 Pâtisserie	E E	
UYOROLO ALPHONSE - B/VILLE P. 5378	-	2/6 Perfect. en sculpture monument	E	
WOOD BATIMENT - B.P. 849 VILLE		3/3 Nétellerie	L	
BULANGERIE BRAZZAVILLOISE VILLE B.P. 2393		1/2 Perf. en entretien, mat. de boulangerie	E	
BEAU BALLOU B/VILLE BP 1705	1/2 B/VILLE	1/2 Perf. en const. bâtiments	E	
S CONGOLAISE DE RAVITAILLEMENT B/VILLE BP 570				1/6 Assistance Tech. Elevage Poulin et Aviculture (8000 Poulets)

	FORMATION		L/E	Assistance
	Gestion	Technique		
GARAGE MPILA B/VILLE 351	-	2/3 CAT	L	-
IMPRIMERIE ST. PAUL B/VILLE BP 239	1/3 B/VILLE	1/3 Perfect. en imprimerie OFFSET	E	-
ETS CALVA B/VILLE, 3, rue Jules Grouy - Congo	-	2/2 Tailleur Uniforme	E	-
ENTREPRISE OSSETTE B/VILLE BP. 176	-	1/3 Technicien bâtiment	E	-
E C A P B B/VILLE B.P. 681	1/3 B/VILLE	1/2 TECHN. Bâtiment	L	-
BOULANGERIE DU PONT B/VILLE B.P. 681	-	1/3 Boulanger	E	-
BOULANGERIE NIANCO/ OYO	-	1/3 Boulanger	E	-
HOTEL JEAN-BAPTISTE OYO	1/3 B/VILLE	1/6 Cuisine Française	L	-
PÂTISSERIE NBOUALÉ WANDO	-	1/3 Perf. en pâtisserie	E	-

2.5.2 Analyse des besoins en formation et assistance technique

(Voir liste à la fin du chapitre)

Après dépouillement des questionnaires du recensement, on constate que la majorité des entreprises P&E demande une formation spécialement dans le domaine de la gestion et un perfectionnement technique dans les différents secteurs industriels et que la formation industrielle était totalement négligée. Nous avons bien différencié les besoins gestionnaires et techniques et l'assistance dans les entreprises.

Formation gestionnaire.

Cette formation peut être centralisée à Brazzaville pour tout le pays, mais on peut aussi prévoir un centre à Pointe-Noire pour les régions du sud. Les besoins en formation gestionnaire se présentent comme suit :

24 personnes à former pendant 2 mois

4 personnes à former pendant 3 mois

Des séminaires différents seront tenus par le CENAGEES. Les entreprises pourront y envoyer des participants correspondants à ce niveau. Le CENAGEES sera chargé d'élaborer des séminaires dans les domaines spécifiques suivants :

- Tenue de livres comptables
- Comptabilité G&A
- Comptabilité analytique
- Plan financier, budget
- Bilan
- Approvisionnement
- Marketing

Formation technique

La formation technique se réfère en grande ligne à un perfectionnement dans les domaines de l'industrie alimentaire, de l'industrie du bois, de l'industrie mécanique et métallique et imprimerie.

Nous avons fait une séparation entre le perfectionnement à effectuer au pays et dans les centres d'appui technique et le perfectionnement à l'étranger.

c) Perfectionnement local (en R.P.C.)

-menuiserie et fabrication des meubles	7 stagiaires	27 mois
-Travaux bâtiments	4 stagiaires	10 mois
-Mécanique générale dans le CAT	11 stagiaires	25 mois
-Spécialisation en entretien installation froid	1 stagiaire	3 mois
-Hôtellerie	4 stagiaires	18 mois
<hr/>		
Total	27 stagiaires	83 mois

b) Perfectionnement à l'étranger

-Boulangerie et pâtisserie viennoise (Ecole à Tunis ou Abidjan).....	18 stagiaires	66 mois
-Travaux bâtiment (topographie, engineering, construction bâtiment).	4 stagiaires	13 mois
-Mécanique spéciale	6 stagiaires	13 mois
(entretien, électromécanique, appareils gazogènes)		
-Imprimerie (OFFSET)	2 stagiaires	5 mois
-Transport et Transit	2 stagiaires	6 mois
-Chimie industrielle	1 stagiaire	2 mois
-fabrication vêtements (uniformes, vêtements travail)	2 stagiaires	4 mois
<hr/>		
Total	35 stagiaires	109 mois

Le financement pour cette formation (prévue pour l'année 1985 et 1986) pourra être effectué par :

- coopération bilatérale
- coopération avec les fournisseurs d'équipement
- Budget de formation inclu dans une assistance de promotion par Les Nations Unies.

Assistance technique aux entreprises

Parmi les 131 unités recensées et les 117 nouveaux projets P&E identifiés, il s'avère nécessaire de mettre à la disposition de quelques entreprises des spécialistes dans les domaines suivants :

- Experts 6 mois en fabrication ind. de biscuits (1986)
- Expert 12 mois en boissons non alcoolisées (1986)
- Technicien-Volontaire 3 mois en transformation de fruits (1985)
- Technicien-Volontaire 6 mois en menuiserie et fabrication de meubles (1985)
- Technicien-Volontaire 6 mois, Imprimerie (1986)
- Assistant-Volontaire 3 mois projets agro-pastorale (1985)
- Assistant 6 mois metreur (1986)

Total = 2 Experts, 4 Techniciens et 2 Assistants pour une durée totale de51 mois
 dont pour 1985 21 mois
 et 1986 30 mois

6. RECOMMANDATIONS

Suite aux recommandations inscrites au chapitre Assistance dans les entreprises PnE (voir 5.5.) où nous avons détaillé les besoins en création d'un Centre de Promotion Industrielle et d'un Fonds d'intervention nous venons alors d'insister sur un programme d'assistance technique par l'ONUDI (ou BIT).

Les premières démarches d'interventions dans la promotion des PnE sont déjà en cours par :

- la Cellule ETUDES DU MINISTERE des PME (DEP) en collaboration avec

- le SERVICE ETUDES DE L'ODI

Les deux bureaux d'études ont établi un calendrier commun de travail. Néanmoins le personnel disponible ne suffira pas pour toutes les tâches prévues et il sera nécessaire, avant de demander une assistance technique internationale, d'organiser à court terme un Service commun d'après les attributions indiquées en 5.5. a.

Les cadres et techniciens nationaux, en dehors du personnel déjà attribué, seront à prévoir comme suit :

- Ingénieur-économiste pour la réalisation des études technico-économique
- 3 Techniciens pour le service Etudes
- ingénieur mécanicien pour le Service Encadrement et suivi dans les entreprises
- 2 Techniciens pour le service Encadrement
- ingénieur agro-alimentaire, spécialiste dans cette branche, avec des connaissances aussi dans le domaine des projets agro-pastorales
- Documentaliste pour le Service Documentation et Information
- Juriste industriel (contrats et transfert de technologie)
- Responsable pour le Service formation

L'attribution de ce personnel au total 13 employés est une obligation, vu la multitude des projets déjà présentés et ceux qui suivront encore. La sensibilisation des promoteurs par la mission actuelle a déclenché un intérêt d'industrialisation partout et chaque jour des nouveaux promoteurs se présentent au ministère en déposant des demandes de projets.

Pour organiser le Centre et former les cadres et techniciens prévus plus haut, la mise à la disposition d'une équipe d'experts et de consultants de l'ONUDI (en association avec le BIT) très spécialisés dans la promotion des P.E est à recommander :

- Chef de projet auprès de la Direction générale du Centre de Promotion - Formation : Ingénieur industriel de haut niveau, avec une large expérience des P.E dans les pays en voie de développement (durée 3 ans)
- Economiste industriel pour assister au service Etudes et Réalisations (durée 2 ans)
- Spécialiste en marketing pour évaluer les études de marché, les études sectorielles ainsi que d'introduire un système de commercialisation (durée 2 ans)
- Ingénieur mécanicien pour assister le service Encadrement et suivi des entreprises et en même temps pour superviser les centres d'appui technique (durée 3 ans)
- Ingénieur agronome, pour promouvoir des entreprises agro-pastorales (spécialiste en plantations et en élevage) (durée 2 ans)
- Juriste industriel, pour assister le service Documentation Information et le transfert de technologie et ^{secrétariat} de la Commission d'agrément.

TOTAL : 6 Hommes - 156 mois

Dans le contexte de ce projet d'assistance technique on devrait inclure aussi le volet formation avec une dotation remarquable, ainsi que le volet voyages d'études au début de l'action promotrice.

La formation individuelle de cadres congolais à l'étranger devrait être axée d'avantage sur les différentes phases de développement de projets d'investissement et se faire de préférence au sein d'organismes qui travaillent dans ce domaine ainsi que par des voyages d'étude et d'information pour mieux connaître en pratique la partie de fonctionnement de chaque projet.

Sur le plan institutionnel, le nouveau organisme à créer, doit jouer un rôle important dans les directions d'établissement de dossier de projet ainsi que dans l'encadrement des entreprises.

La politique de rémunération doit donc tenir compte de la pénurie des bons cadres nationaux et contribuer à maintenir ces collaborateurs.

La section Documentation devra être équipée des documents techniques adaptés aux projets en développement pour palier aux exigences spécifiques.

Vu l'ampleur des activités de cet organisme et les multiples réalisations prévues pour 1985/86, on propose d'implanter une sous-section "Réalizations". Cette sous-section devra s'occuper de la réalisation de tous les projets PhE de la commande du matériel jusqu'à la mise en route de l'unité.

Sur le plan de l'entretien des unités industrielles (entretien préventif et curatif), nous recommandons le suivi par le Service Encadrement, ainsi que par les ateliers mobiles.

Pour résoudre toutes ces interventions, la R.P.C. sera amenée à recourir à la Communauté internationale pour acquérir une assistance technique et financière. Dans le cadre de la coopération bilatérale, certains pays qui entretiennent des relations étroites avec la RPC peuvent toujours intervenir pour le financement de certains projets à des conditions favorables.

Il y aurait aussi des possibilités d'obtenir des Crédits d'Etat à Etat dans certains pays dont les conditions sont relativement bonnes.

Dans le cadre de la Coopération multilatérale, certains organismes sont prêts à financer des projets jugés bancables, à savoir :

- La société financière internationale
- la banque européenne d'investissement
- la banque africaine de Développement etc...

Ainsi, le recours au financement extérieur sera axé principalement sur ce genre de coopération bilatérale et multilatérale susmentionnée.

...

Concernant le financement des centres d'appui technique, veuillez se référer au chapitre 5.6.

Bien qu'il y ait des possibilités de collaborer avec d'autres organismes internationaux, l'ONUDI qui a déjà une expérience en plusieurs pays du tiers monde, serait la mieux indiquée pour la coopération dans le domaine industriel.

7) CONCLUSIONS

La mission ONUDI a bien recensé une grande partie des unités de PME pour que le ministère puisse prendre connaissance du secteur privé. En même temps elle a essayé de mettre en ordre les nouveaux projets et de préparer un calendrier de travail pour leur réalisation.

Les analyses sur le recensement des unités ainsi que sur l'identification des projets industriels ont très bien désigné la ligne de développement à poursuivre.

Le secteur privé de la PME est, sur le Plan de la politique de l'emploi, primordial. Il est le seul secteur capable, avec ses activités d'extension et de développement industriel, de créer de manière significative de nouveaux emplois.

Pour diversifier les activités des PME concentrées maintenant sur Brazzaville et Pointe-Noire, le nouveau programme de développement pour les années 1985/86 devrait considérer comme prioritaire la promotion des projets régionaux et spécialement des projets alimentaire et du secteur agro-pastoral ainsi que la transformation industrielle des matières premières locales.

Les objectifs globaux qui découlent de la politique générale en matière d'industrialisation du secteur PME résident notamment :

- dans la création d'industries de promotion à l'exportation et de substitution à l'importation capables de favoriser l'accroissement du produit intérieur brut.
- dans la création de pôles de développement régionaux par l'implantation d'unités industrielles à forte intensité de main d'oeuvre.
- ainsi que dans la fabrication locale de quelques produits stratégiques dont certains matériaux de construction.

Des objectifs répondent correctement aux unités PnE existantes ainsi qu'aux projets à installer et nous avons tenu compte de la priorité de création d'emplois dans le chapitre 5.3. Définition du secteur prioritaire et plan de travail pour 1985.

Mais nous avons aussi constaté que ce sont plutôt les contraintes d'étroitesse du marché et de faibles capacités de financement qui déterminent la création de petites et moyennes unités industrielles, un effort puissant dans cette direction évitera des faux investissements.

Pendant les visites effectuées dans les différentes entreprises, nous avons trouvé que la totalité des équipements destinés à la petite et moyenne industrie est importé, mais la façon d'acquérir ces équipements est défavorable et très problématique, ou la non-existence d'un organisme qui s'occupe à proprement parler du transfert de la technologie, laissant les Investisseurs dans les griffes de quelques agents de vente.

Dans le même sens on peut ouvertement dire qu'on a remarqué que le secteur privé est encore plein de déficiences d'organisation qui affectent sérieusement l'allocation rationnelle des ressources disponibles.

Jusqu'à présent, les activités de promotion du secteur privé et de la PnE étaient menées par plusieurs services (Plan, Agriculture, Commerce, Industries, T.P., Banques, Chambres de Commerce etc..). Ce chevauchement est de nature à disperser les efforts et à retarder l'exécution de certains travaux. Il n'est pas rare de trouver des études d'investissement élaborées sous la conduite des services différents. Ces tâches dans le domaine des PnE reviendront maintenant uniquement au ministère des PnE ou à son agence d'exécution.

Au début de notre action (mission d'inventorisation) il était encore très difficile de trouver des promoteurs capables de s'organiser et intéressés à un investissement industriel. Les Congolais ne veulent pas courir des risques à long terme et préfèrent s'orienter plutôt dans des activités commerciales et spéculation.

Néanmoins l'action de sensibilisation et de faire connaître les avantages possibles par les pouvoirs publics dans le développement des P.M.E, a fortement aidé à la mise en confiance des entrepreneurs engagés ou qui veulent s'engager. Il convient de dire que le nombre d'interventions demandées et qui devient de jours en jour plus fort (depuis la clôture du recensement pour préparer le rapport final, nous avons introduit de nouveaux 14 projets d'investissement) c'est un fanal pour le développement industriel en République Populaire du Congo.

Il reste encore à dire que une des contraintes principales au développement des P.M.E est la faible capacité de financement intérieur. Malgré ces difficultés de résoudre ce problème, à cause des structures économiques actuelles, il faut renforcer les mécanismes existants de financement par une meilleure allocation des ressources financières. Cette amélioration d'allocation des ressources financières peut se faire par l'encouragement de certains investissements en appliquant des taux d'intérêts favorables, par la constitution d'un Fonds d'Intervention, par le renforcement d'institutions existantes en évitant leur prolifération et par un contrôle sérieux d'utilisation des crédits.

Concernant les ressources humaines, l'Etat conserve un budget relativement important à l'éducation, mais la R.P.C. se caractérise par une pénurie de main d'oeuvre hautement qualifiée : cadres techniques, bons gestionnaires etc..

Pour réaliser les objectifs posés par le nouveau Ministère des P.M.E il faut planifier la formation et le perfectionnement technique en fonction de ses besoins (voir aussi chapitre 5.0. - Formation et Centres d'appui technique) en adoptant une stratégie qui soit compatible avec ces impératifs économiques à long terme pour édifier une base industrielle.

Outre la formation formelle, une formation sur le tas et un perfectionnement en cours d'emploi (si possible à l'étranger) sont aujourd'hui nécessaires pour satisfaire les besoins les plus urgents des unités PME du secteur privé.

Clôture du rapport :

-Suivre la sensibilisation des promoteurs, assister les entreprises PME.

8) REMERCIEMENTS

Je tiens à remercier les Autorités congolaises pour leur accueil et leur bonne collaboration.

Je suis très reconnaissant à tous les responsables des services du Ministère des Petites et moyennes Entreprises et apprécie de beaucoup leur étroite et ouverte coopération.

Il me reste à remercier en particulier à mon Collègue national le Conseiller en gestion du Ministère des Petites et Moyennes Entreprises, Monsieur Bernard MABOUKI qui m'a accompagné partout et qui m'a facilité beaucoup à concilier les difficultés rencontrées au cours de la mission./-

MINISTERE DES PETITES
ET MOYENNES ENTREPRISES

ANNEXE I.

/ FICHE DE PRE-RECENSEMENT DES
PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES /

/ RENSEIGNEMENTS GENERAUX /

Nom, Prénoms ou Raison Sociale

.....

Activités - principales

.....

- secondaires

.....

Statut Juridique

Nationalité

Siège Social (adresse complète)

.....

Date de création

Immatriculation au Registre de Commerce :

N° Date Lieu

Carte de Commerçant N° délivrée le à

Capital initial

<u>Augmentations de Capital :</u>	<u>années</u>	<u>montants</u>
- déjà opérées :
- projetées :

Propriétaire de la Firma

- Nom, Prénoms
- Qualification
- Part du capital (%)

Principaux Actionnaires :

<u>Noms - Prénoms</u>	<u>Part du capital (%)</u>
.....
.....
.....
.....

Noms des Dirigeants

- Conseil d'Administration ou Comité de Direction

Président

Vice-Président

- Direction (principaux responsables)

- a) Directeur Général
- b) Directeur Technique
- c) Directeur Commercial (ou d'Exploitation)
- d) Directeur Administratif et Financier
- e)

- Autres Organes :

.....

.....

/ EQUIPEMENTS TECHNIQUES /

<u>Décomposition</u>	<u>Origines</u>	<u>Dates d'acquisition</u>
.....
.....
.....
.....

- Valeur (globale)

- Etat

.....

- Problèmes d'entretien

.....

.....

/ CHIFFRE D'AFFAIRES MOYEN /

- 1) mensuel, annuel ⁽⁴⁾
- 2) des 3 derniers exercices
- 3) prévisionnel pour les 5 exercices à venir
- 4) Principales ressources
-
-

Crédits ou Emprunts obtenus

<u>Dates</u>	<u>Institutions dispensatrices</u>	<u>Montants</u>	<u>Remboursements effectués</u>	<u>Terme</u>
.....
.....
.....
.....

Régime financier

Régime fiscal (1) réel - au forfait - exonération fiscale totale

Agrément au régime de faveur : N° du

(1) rayer la mention inutile

PRODUCTION / effectuée

- sur la base des prévisions de la demande oui non (1)
- en fonction des ventes passées oui non (1)
- sur commande oui non (1)

Volume de production

- annuel
- moyen des 3 derniers exercices
- moyen des 5 exercices à venir

APPROVISIONNEMENT /

Pays ou lieux

: %

.....
.....
.....
.....

Infrastructure de stockage

.....

.....

.....

Assistance technique du Fournisseur : oui non (1)

Difficultés particulières d'approvisionnement (résumer)

.....

.....

.....

.....

(1) Rayer la mention inutile.

GESTION /- Commercialisation

1. - Etendue du marché (indiquer le %)

Ventes	niveau local	niveau régional	niveau national	à l'Extérieur
%				

2. - Modalités de livraison (1) : à domicile - à l'usine ou en magasin-
sur un marché public - par intermédiaire

3. - Moyens de transport utilisés

- Finances

- Fonds Propres _____

- Réserves obligatoires _____

- Réserves facultatives _____

- Dettes M L T _____

- Fonds de roulement _____

- Combien de comptes bancaires ? (indiquer dans quelles Banques)

.....

.....

- Gérez-vous au moyen d'un Budget de trésorerie ? oui - non (1)

- Mode de règlement courant des opérations de paiement des dépenses et de recouvrement de recettes ? _____

(1) Rayer la mention inutile

- Mode de détermination des prix

- Comptabilité tenue - au sein de l'Entreprise (1)

- par un tiers (1)

- Ressources humaines

Cadres	: Permanents		: Temporaires:		Assistance		: TOT.	
	: contractuels		Technique					
	: H	: F	: H	: F	: H	: F	: H	: F
-Congolais	:	:	:	:	:	:	:	:
-Africains autres Nationalité	:	:	:	:	:	:	:	:
-Expatriés non Africains	:	:	:	:	:	:	:	:
	:	:	:	:	:	:	:	:
	:	:	:	:	:	:	:	:

Employés	: Permanents			: Temporaires			Aides		: Apprentis		: TOT.	
	familiaux											
	: H	: F	: F	: H	: F	: H	: F	: H	: F	: H	: F	
-Congolais	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	
-Autres Africains	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	
-Expatriés non Africains	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	
	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	
	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	

-Frais annuels de personnel

-Charges Sociales (CNPS)

-Personnel ayant une formation

professionnelle

Cadres

Employés

-Besoins en formation	: Cadres	: Employés	: TOTAL
-Technique	:	:	:
-de gestion	:	:	:
	:	:	:

(1) Rayer la mention inutile -

Assistance ou aide attendue des Pouvoirs Publics

.....

.....

.....

.....

.....

.....

Fait à le

Signature et Sceau

ANNEXE II - REPARTITION DES TACHES ET RESPONSABILITE DES
DIFFERENTS SERVICES

ADMINISTRATION GENERALE

Le Directeur Général est responsable de l'exécution des décisions du Conseil d'Administration, de l'Office et du Comité de Gestion. L'Administration s'occupe de tout ce qui est sous la responsabilité du Directeur Général qui définit les grandes orientations de la politique de l'Office et qui a la charge d'assurer la coordination des activités des services. En outre la Direction Générale s'occupe des relations de coopération avec les organismes techniques et financiers par des échanges d'expériences.

B/ LE SECRETARIAT GENERAL

Ce service comporte quatre sections sous la responsabilité directe du Directeur administratif et financier -

- . Le Secrétariat
- . La section Administrative
- . La section comptabilité
- . L'Intendance

1) La section Administrative

- . de ce qui concerne l'Administration du Personnel

Cette section s'occupe des problèmes de recrutement, d'avancement de promotion, des congés, mutation et conformément au statut du personnel du centre et au règlement intérieur.

Il sera tenu par conséquent pour chaque employé un dossier complet contenant les pièces d'Etat Civil d'embauche des décisions survenues dans la carrière de l'employé. Le dossier doit être suivi périodiquement et mis à jour.

Cette section doit par ailleurs tenir les membres du personnel informés des instructions et décisions de la Direction générale.

- enregistrer les instructions administratives émanant de la Direction générale et en constituer un recueil ;

- établir et actualiser le règlement intérieur conformément à la législation
- faire appliquer par le personnel les textes en vigueur et s'assurer que les instructions administratives sont observées et respectées ;
- veiller aux salaires, émoluments et indemnités dûs au personnel conformément aux tableaux des effectifs budgétaires ;
- établir des programmes de formation et de perfectionnement du personnel par des stages et séminaires ;

Le Secrétaire Général doit contribuer activement à la bonne insertion au sein de l'Office et du groupe de travail des employés nouvellement recrutés, procéder à leur présentation et à leur introduction auprès des responsables et des collègues avec lesquels ils sont appelés à être en relation constante. Il ne sera pas perdu de vue à cet effet que l'objectif à atteindre est la production à travers l'épanouissement des employés.

En ce qui concerne les réunions du Conseil d'Administration, du Comité de Gestion et de La Réunion du Personnel

Cette section est chargée de la préparation administrative et matérielle des réunions du :

- Conseil d'Administration
- Comité de gestion
- du Personnel du Centre (office)

À cet effet elle est tenue d'établir un procès-verbal pour chaque réunion qu'elle soumet à la Direction Générale pour adoption définitive. En collaboration avec les autres Départements, elle rédige une synthèse mensuelle du rapport d'activité de l'Office à soumettre à l'approbation et décision de la Direction Générale.

...

1) La section concerne le matériel et les locaux (intendance)

Cette section doit assurer pour le bon marche de l'Office une politique rationnelle de la gestion du stock des fournitures et des équipements. Elle s'occupe :

- au tenir à jour l'inventaire du patrimoine de l'Office ;
- ouvrir et tenir à jour un registre pour chaque véhicule où seront consignées les réparations et consommation de carburants ;
- procéder à l'acquisition des titres de voyages pour les membres du personnel appelés à se déplacer à l'intérieur ou à l'extérieur
- organiser un service de gardiennage et de nettoyage efficace.

2) La section comptable et financière

Cette section élabore les données comptables et statistiques concernant la réalisation des objectifs de l'Office.

Elle établit à la fin de chaque mois des situations et balances périodiques ainsi que les bilans et les soldes caractéristiques de gestion destinés d'une part à faciliter le contrôle et l'analyse de la gestion.

- se charge de la bonne imputation des écritures comptables ;
- réaliser des études sur les moyens à mettre en oeuvre pour dégager des ressources indispensables au bon fonctionnement des services et à la bonne exécution des programmes élaborés par la Direction Générale et les autres services ;
- préparer en collaboration avec les autres services le budget prévisionnel à soumettre à l'examen du Conseil d'Administration ;
- assurer une gestion rationnelle des disponibilités par une programmation périodique de la trésorerie, ceci en fonction des grandes orientations fixées par la Direction Générale.

...

C) LE SERVICE ETUDES - PROMOTION ET REALISATIONS

Le service composé de deux sections a pour tâches essentielles :

- d'élaborer des études de projets aux fins de financement bancaire, d'obtention de la garantie et une prise de participation par le MPME et/ou par l'Office

1) Section Etude des Dossiers

L'objectif assigné à cette section est d'arriver à confectionner en une période relativement convenable entre le jour où un promoteur dépose son dossier/le jour où ce dossier est soumis aux banques aux fins de financement.

Les responsables de cette section devront recueillir tous les éléments nécessaires pour la préparation du dossier d'étude de pré-faisabilité et faisabilité suivant les critères d'acceptabilité des dossiers à garder.

Cette section est amenée à suggérer l'acceptation ou le rejet des dossiers selon les résultats des premiers contacts avec le client ou à l'issue de l'analyse des éléments financiers résultant des études préliminaires.

-par le biais de la garantie Fonds de garantie et sur accord préalable du Comité de gestion, donne éventuellement la caution et l'aval aux entreprises congolaises à la demande des institutions financières.

-par le biais de la participation Fonds de participation étudier et proposer au Comité de gestion qui décide les prises de Participation temporaire et le financement d'une partie de l'apport personnel de nouvelles entreprises ou affaires individuelles dont le projet d'investissement rentre dans les objectifs assignés

-par le biais de la bonification d'intérêts (Fonds d'Intervention en faveur des PME étudier et proposer au Comité de gestion) l'application de la bonification d'intérêts aux petites et moyennes entreprises en relation avec les institutions financières

...

2) Section Promotion et Réalisation des projets

. En ce qui concerne la promotion des projets

- Cette section prépare les notes de présentation après analyse des dossiers soumis à l'approbation du Comité de gestion :

- prépare l'ordre du jour de la réunion du Comité de gestion en collaboration avec la section administrative du Secrétariat Général ;
- surveille l'utilisation des Fonds en présentant des situations périodiques à l'attention de la Direction Générale ;
- rédige le rapport d'activité des différents fonds en collaboration avec la section administrative du Secrétariat Général.

. En ce qui concerne la réalisation des projets

- Cette section prépare les contrats d'assistance technique et financière. Elle apprécie et approuve le statut des sociétés nouvellement créées.

- D'une manière générale cette section apportera son concours à la section maintenance et Génie Civil du service encadrement et aux autres organismes chargés de réaliser les projets.

D/ SERVICE ENCADREMENT DES ENTREPRISES

D'une manière générale le service Encadrement a pour mission d'assister sur le plan technique et de la gestion les entreprises en cours de démarrage et dont la promotion a été initiée par l'Office et les entreprises existantes qui en font la demande.

Le domaine de cette assistance sans être limitatif se résume comme suit :

- organisation rationnelle de l'entreprise et de ses méthodes ;
- gestion du personnel - analyse des postes de travail ;
- comptabilité générale et analytique - calcul du prix de revient, gestion financière et tableaux de bord, tenue de livres comptables
- achats et approvisionnement
- recherche de la technologie la mieux appropriée
- étude du marché et promotion des ventes.

Le service encadrement doit faciliter les relations des petites et moyennes entreprises avec les services publics et administratifs et les agents économiques opérant en République Populaire du Congo.

-il doit assister les projets nouvellement réalisés au démarrage et durant la phase d'exploitation.

-il doit procéder à l'audit et au diagnostic des entreprises existantes qui en font la demande.

-il doit élaborer une stratégie pour la réorganisation et la modernisation des petites et moyennes entreprises.

Pour mener à bien le rôle qui lui est assigné deux sections doivent animer ce service, ce sont :

1) Section gestion

Cette section comme son nom l'indique doit dans le cadre de ses interventions aider les entreprises commerciales, industrielles et agricoles à tenir correctement tous les documents administratifs et comptables nécessaires à une saine appréciation de leurs opérations (livres comptables, compte de gestion bilan).

Cette évaluation permettrait au Chef d'entreprise de déceler les faiblesses de sa gestion et d'y apporter de concert avec les conseils de l'office les remèdes qui s'avèrent nécessaires.

2) Section maintenance et génie civil

Cette section essentiellement composée d'agents de maîtrise des différents corps de métiers intervient dans les entreprises pour surveiller, aider à exécuter des tâches nouvelles ou délicates.

Les opérations d'intervention seront jumelées avec celles des assistants de la section gestion.

Un accent particulier sera mis sur l'encadrement des entreprises du bâtiment.

L'évolution du secteur du bâtiment qui a été toujours un paramètre dans l'appréciation de la croissance économique d'un pays se fait actuellement d'une manière anarchique d'où une nécessité de restructurer cette corporation.

Les petites et moyennes entreprises y occupent une place prépondérante, non seulement par la diversité dans leurs activités mais aussi et surtout par la multitude des entreprises qui s'y consacrent. Ainsi pour assurer une couverture totale de l'ensemble des activités de cet important secteur : cette section doit assumer les tâches suivantes :

- étudier des projets de construction (préparation des plans et devis)
- assister les entreprises de bâtiments qui en feront la demande pour la préparation des dossiers de soumission aux appels d'offres, l'exécution des ouvrages et y ajoutent la formation sur le tas des ouvriers qualifiés et du personnel de gestion ;
- formation des chefs d'entreprises du bâtiment.

Cette section aura à exécuter les travaux suivants :

- les travaux d'Architecture : esquisse, projections, expertises, surveillance des projets conçus et élaborés par l'office pour son compte et pour le compte des promoteurs.
- l'établissement des métrés, des devis et de tous les documents indispensables dans l'édification des projets de construction.

E/ SERVICE DOCUMENTATION ET INFORMATION

La stratégie de l'office et sa qualité de support de l'état pour la promotion de l'Entreprise congolaise exigent qu'il soit parfaitement informé des caractéristiques (forces et faiblesse) de l'économie congolaise et des courants internationaux ayant des prolongements ou des incidences sur la vie des entreprises. En outre ce service collecte et conserve toute la documentation nécessaire aux activités générales de l'office.

Deux sections composent ce service.

1) Section Information Economique et Technique

Cette section a pour tâche la production si possible de monographies sur les ressources naturelles et humaines en République Populaire du Congo. Dans le but d'éclairer l'orientation des activités de l'office, elle présentera périodiquement des analyses de l'impact des opérations

sur les structures du développement national. Les indications feront l'objet de notes, prospectus et revues dont les périodicités seront à déterminer.

Cette section doit réunir toutes les données statistiques et autres tant sur la République Populaire du Congo que sur les Etats Membres de l'U.D.E.A.C. et autres pays en général.

Cette section doit par conséquent collecter, trier toutes les informations et nécessaires à une meilleure appréciation des données économiques, techniques, financières et sociales du Pays à l'intention des services de l'office des entreprises et organismes avec lesquels l'office entretient des rapports constants.

- Elle doit promouvoir la coopération technique et financière en faveur des PME congolaises avec des partenaires professionnels.
- Elle doit éditer un bulletin périodique d'information générales faisant le point des travaux de l'Office traitant des articles concernant les différents aspects des PME en République Populaire du Congo et ailleurs.
- Elle doit rédiger et distribuer les communiqués de presse après accord de la Direction Générale.
- Elle doit favoriser l'acquisition de l'esprit d'entrepreneur par la sensibilisation aux hommes d'affaires congolais.
- Elle doit contribuer à la recherche de nouveaux associés pour les projets en cours de réalisation.

2) Section de la Documentation et du Transfert de Technologie

Une bibliothécaire est à la tête de cette section qui devra procéder à la constitution d'une bibliothèque et d'une documentation générale permettant la réalisation des programmes de formation et de perfectionnement.

- Elle doit procéder à la collecte de tous les textes administratifs (lois, ordonnances, décrets, arrêtés) afférent aux professions commerciales et industrielles ou réglementant leurs

divers aspects en République Populaire du Congo.

- répondre aux demandes de renseignements
- contrôler les besoins et demandes de livres, manuels, journaux et périodiques passer les commandes en accord avec la Direction Générale.
- rechercher éventuellement des partenaires étrangers dispensateurs de technologie ou/ou de financement à mettre en relation avec les promoteurs nationaux pour adopter une technologie adéquate.

F/ - SERVICE FORMATION ET PERFECTIONNEMENT

Le service Formation et Perfectionnement entreprend d'organiser des séminaires de formation et de perfectionnement à l'intention des promoteurs congolais, de mettre à la disposition des autochtones des bourses d'étude à l'étranger pour la maîtrise et l'apprentissage de nouvelles techniques et technologie nécessaire à la mise en marche de nouvelles industries à implanter, ou celles existantes dans le renouvellement de l'équipement qui s'avèrerait nécessaire.

1) Section formation

Cette section a pour tâche d'élaborer des cours de formation destinés aux dirigeants et cadres d'entreprises industrielles et artisanales dans :

- la gestion technique : fabrication et contrôle des produits finis entretien du matériel et bâtiment approvisionnement en matières premières et gestion des stocks.
- gestion comptable : évaluation des prix de revient établissement d'une comptabilité initiation à l'établissement des bilans.
- gestion administrative et du Personnel : Formation du personnel Relations humaines

2) Section Perfectionnement

Cette section établit des programmes de recyclage, perfectionnement, des dirigeants et cadres d'entreprises existantes et à créer les programmes comprennent des cours du soir, des voyages d'études, échanges de cadres avec les organismes similaires de promotion des PME etc. Il s'adresse aux dirigeants des entreprises ou personnel qualifié et ouvriers des PME.

174

ANNEXE III

LISTE DES PERSONNES RENCONTREES

LES MESSIEURS :

- | | |
|---|---|
| -MAKOLSO F.L.,..... | Président de la Chambre de Commerce de l'Industrie - Pointe-Noire |
| -MOUTSETSENGUE | Directeur de l'Agence de la BNDC Pointe-Noire |
| -SATHOU Olivier | Vice-Président de la Chambre de Commerce et l'Industrie de LOUBOMO |
| -BAKEKOLO | Secrétaire Général de la Chambre de Commerce et de l'Industrie Brazzaville |
| -HUGUET | Président de l'UNICONGC - Brazzaville |
| -LERGES François | Secrétaire Général de l'UNICONGCO Brazzaville |
| -MABIALA | Directeur du Service DETE Ministère du Plan |
| -SANKOSSO Edouard | Directeur Général des Impôts
Directeur des Contributions Directes
Brazzaville |
| -DIBAS Frank | Directeur Général de l'O.D.I. |
| -MBA | Directeur Financier de l'O.D.I. |
| -MOUNIALE | Directeur du Service Etudes de la BNDC |
| -DINCESSOUA Gabriel | Directeur Service Etudes CENAGES
Brazzaville |
| -MATEPA | Directeur de la Direction Générale de l'Industrie du Ministère de l'Industrie |
| -Les Présidents du Comité du Parti des Districts de : | LOUDIMA, GAMBOMA, BOUNDJI,
DJAMBALA, OWANDO, OYO
d'OLLOMBO. |
| -Le Chef de P.C.A. | |

ANNEXE IV

PLAN DE DOSSIER TYPE

POUR LES ETUDES DE FAISABILITE

1.- PRESENTATION DU PROJET

- 1.1. Identité
- 1.2. Activités passées
- 1.3. Objectif du projet
 - 1.3.1. Immédiats
 - 1.3.2. à moyen et long terme

2.6 ETUDE COMMERCIALE

- 2.1. Description commerciale du produit
 - 2.1.1. Description physique
 - 2.1.2. Description économique
 - 2.1.3. Circuits actuels de commercialisation
- 2.2. La demande
 - 2.2.1. Nationale
 - 2.2.2. Etrangère
- 2.3. L'offre
 - 2.3.1. Nationale
 - 2.3.2. Etrangère
- 2.4. La tendance
- 2.5. Objectifs de vente par produit
- 2.6. Objectifs de vente par rapport au marché
- 2.7. Programme de marketing
- 2.8. Conclusions

3.- ETUDE INDUSTRIELLE

- 3.1. Processus et choix technologique
- 3.2. Description technique des produits
- 3.3. Programme de production
- 3.4. Caractéristiques d'utilisation des équipements.

- 3.5. Description et choix des investissements
- 3.6. Origine et besoins de matières premières
- 3.7. Origine et besoins en énergies
- 3.8. Organisation et besoins en personnel

4.- ETUDE ECONOMIQUE ET FINANCIERE

4.1. Investissements

4.1.1. Régime commun

4.1.1.1. Investissements

4.1.1.2. Calendrier de paiement et calcul des intérêts intercalaires

4.1.1.3. Fonds de roulement an 1

4.1.1.4. Plan de financement

4.1.1.5. Constitution du capital

4.1.2. Régime agréé

4.1.2.1. Investissements

4.1.2.2. Calendrier de paiement et calcul des intérêts intercalaires

4.1.2.3. Fonds de roulement an 1

4.1.2.4. Plan de Financement

4.1.2.5. Constitution du capital

4.2. Coûts directs d'exploitation

4.2.1. Matières premières

4.2.1.1. Régime commun

4.2.1.2. Régime agréé

4.2.2. Energie

4.2.3. Entretien

4.2.3.1 Régime commun

4.2.3.2 Régime agréé

4.2.4. Personnel de production

4.2.5. récapitulatif

- 4.2.5.1. Régime commun
- 4.2.5.2. Régime agréé
- 4.3. Coûts indirects de production
 - 4.3.1. Personnel hors production
 - 4.3.2. Assurances
 - 4.3.3. Frais généraux
 - 4.3.4. Récapitulatif
- 4.4. Amortissements
 - 4.4.1 Régime commun
 - 4.4.2 Régime agréé
- 4.5. Structure de prix
 - 4.5.1. Régime commun
 - 4.5.2. Régime agréé
- 4.6. Chiffre d'affaires
 - 4.6.1. Régime commun
 - 4.6.2. Régime agréé
- 4.7. Taxe sur le chiffre d'affaires
 - 4.7.1. Régime commun
 - 4.7.2. Régime agréé
- 4.8. Frais financiers CMT
 - 4.8.1. Régime commun
 - 4.8.2. Régime agréé
- 4.9. Compte d'Exploitation
 - 4.9.1. Régime commun
 - 4.9.2. Régime agréé

- 4.10. Etude de Fonas de roulement
 - 4.10.1. Régime commun
 - 4.10.2. Régime agréé

- 4.11. Compte de trésorerie
 - 4.11.1. Régime commun
 - 4.11.2. Régime agréé

- 4.12. Bilans
 - 4.12.1. Régime commun
 - 4.12.2. Régime agréé

- 4.13. Cash-flow net
 - 4.13.1. Régime commun
 - 4.13.2. Régime agréé

- 4.14. Taux Interne de Rentabilité
 - 4.14.1. Régime commun
 - 4.14.2. Régime agréé

- 4.15. Taux de rentabilité du capital investi
 - 4.15.1. Régime commun
 - 4.15.2. Régime agréé

- 4.16. Taux de rentabilité du capital social
 - 4.16.1. Régime commun
 - 4.16.2. Régime agréé

- 4.17. Seuils de rentabilité
 - 4.17.1. Régime commun
 - 4.17.2. Régime agréé

- 4.18. Sensibilité du projet
 - 4.18.1. Régime commun
 - 4.18.2. Régime agréé

4.19. Etats Financiers

4.19.1. Régime commun

4.19.2. Régime agréé

4.20 Ratios Economiques et Financiers

4.20.1. Régime commun

4.20.2. Régime agréé

5.- ASPECTS SOCIO ECONOMIQUES

5.1. Impact du projet sur l'Economie Nationale

5.1.1. Conséquences de la variation de demande de matières premières

5.1.2. Conséquences de la variation d'offre de produits finis

5.1.3. Calcul de la valeur ajoutée

5.1.4. Incidence sur les Finances Publiques

5.1.5. Incidences sur la Balance des paiements

5.2. Impact sur la Population locale

5.3. Programmes de Formation attachés au Projet

6. CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS

